

Mémoire de fin d'étude

Attentes et souhaits des requérants d'asile en terme d'insertion professionnelle

Étude menée dans le Valais Romand

Filière :
Etudiante :

Education sociale
Myriam Bruchez

Résumé :

Lors de mon deuxième stage de formation pratique au Rados, structure d'accueil pour requérants d'asile mineurs non accompagnés, à Sion, j'ai été sensibilisée à la problématique globale de l'asile et me suis plus particulièrement intéressée aux difficultés d'insertion professionnelle des requérants d'asile en Valais. Quelles sont leurs perspectives d'insertion ? Quelles difficultés rencontrent-ils ? Comment construisent-ils leur avenir quand le présent est parfois si précaire et le futur si incertain ? Comment revendiquer un statut professionnel acquis à l'étranger ?

Ce travail consiste donc en une investigation auprès de huit requérants d'asile adultes affiliés au canton du Valais, dans le but de comprendre quelles sont leurs représentations du monde du travail, en Suisse, et quelles sont leurs perspectives d'insertion professionnelle. Les informations nécessaires à la réalisation de ce travail ont été recueillies grâce à des entretiens semi directifs et centrés sur quatre thèmes principaux :

- Le niveau de formation et la profession exercée,
- Le niveau de français,
- La satisfaction au travail,
- Les souhaits et la réalité.

Les résultats montrent que la majorité des requérants d'asile interrogés exercent une profession en lien avec leur niveau de formation. Toutefois, une tendance à une déqualification, à un nivellement par le bas des compétences des requérants d'asile, a été observée. Pour avoir accès au marché du travail, dans le Valais romand, les requérants doivent parler le français. Néanmoins, aucun rapport proportionnel entre le niveau de français et l'exercice d'une profession qualifiée n'a été remarqué. Il faut savoir que tous les requérants qui avaient besoin d'apprendre le français ont eu accès à des cours de langue. En ce qui concerne le rapport au travail, les requérants trouvent, dans l'exercice de leur profession, un lieu de satisfaction, d'épanouissement personnel et de reconnaissance sociale. J'ai également constaté que les requérants d'asile ont une vision idéalisée de la Suisse, avant leur arrivée. Au cours de leur séjour en Suisse, cette vision devient plus réaliste. Malgré les difficultés rencontrées durant leur parcours, les requérants d'asile interrogés envisagent leur avenir professionnel et personnel avec sérénité et optimisme.

Mots clés :

- Requérant d'asile
- Intégration sociale et insertion professionnelle
- Profession exercée
- Niveau de formation, niveau de français
- Satisfaction et motivation
- Représentations sociales

Avertissement

« Les opinions émises dans ce travail n'engagent que leur auteur. »

Remerciements :

Je remercie tout particulièrement

M. **Jorge Pinho**, mon directeur de mémoire qui a su me guider et me conseiller pour la réalisation de ce travail.

Ma famille, en particulier **Laurent**, qui m'a soutenue et encouragée au quotidien.

M. **Laurent Voegeli** qui a été mon praticien formateur, lors de mon dernier stage de formation pratique au « Rados », à Sion. Il est également assistant social à Saint-Alexis et m'a permis d'entrer en contact avec les requérants d'asile que je voulais interroger.

M. **Marco Lorenz** qui a été mon supérieur et collègue, lors de mon dernier stage de formation pratique, au « Rados », à Sion. Nous avons eu de nombreux échanges informels sur le domaine de l'asile en Valais.

M. **Roger Fontannaz**, directeur du « Botza », qui m'a transmis toutes les informations sur le Centre de Formation du « Botza ».

M. **Pascal Dubuis**, coordinateur au Service Cantonal des Etrangers, qui a corrigé ma partie théorique sur l'asile.

Mes parents, ainsi que M. **Jean-Claude Rossier**, qui ont eu la gentillesse de relire mon travail.

Et surtout...

Un tout grand MERCI **aux requérants d'asile** pour leur accueil et leur confiance. Ils se sont prêtés à ce difficile exercice en toute simplicité et sincérité.

Table des matières

1. Introduction	3
1.1. Illustration de la thématique.....	3
1.2. La question de départ.....	4
1.3. Les objectifs.....	4
2. Cadre théorique.....	5
2.1. Concepts	5
2.1.1. Le travail et l'identité, la motivation et la satisfaction au travail.....	5
2.1.2. L'intégration et l'insertion.....	12
2.1.3. Les représentations sociales.....	21
2.2. Contexte	26
2.2.1. Le cadre politique et légal : Asile et loi sur l'asile (LAsi)	26
2.2.2. Le marché du travail.....	32
3. Méthodologie	33
3.1. Les hypothèses de recherche.....	33
3.2. Terrain d'enquête.....	34
3.2.1. Centre de formation et d'occupation « Le Botza »	35
3.3. Technique de récolte de données.....	37
3.4. Aspects éthiques	38
4. Analyse.....	39
4.1. Introduction.....	39
4.2. Activité professionnelle et niveau de formation.....	40
4.2.1. Le niveau d'étude dans le pays d'origine	41
4.2.2. Pourquoi avoir arrêté l'école ou les études	41
4.2.3. Activité professionnelle exercée en Suisse.....	42
4.2.4. Conclusion.....	49
4.3. Insertion professionnelle et niveau de français.....	50
4.3.1. Analyse	50
4.3.2. Profession exercée et niveau de français	53
4.3.3. Conclusion.....	55
4.4. Satisfaction au travail	56
4.4.1. Le travail et l'identité.....	57
4.4.2. La motivation et la satisfaction	59
4.4.3. Conclusion.....	61
4.5. Entre souhaits et réalité	62
4.5.1. Les représentations sociales.....	62
4.5.2. Perception de la Suisse avant leur arrivée.....	63
4.5.3. Perception actuelle du pays	65
4.5.4. Perspectives futures	67
4.5.5. Conclusion.....	69
5. Conclusion.....	70

5.1. Principaux résultats.....	70
5.1.1. Activité professionnelle et niveau de formation.....	70
5.1.2. Insertion professionnelle et niveau de français.....	70
5.1.3. Satisfaction au travail.....	71
5.1.4. Entre souhaits et réalité.....	72
5.1.5. Question de recherche.....	72
5.2. Limites de ma recherche.....	73
5.3. Conséquences pour la pratique professionnelle.....	74
5.4. Apprentissages et réflexions.....	75
6. Bibliographie.....	77
6.1. Ouvrages.....	77
6.2. Sites Internet.....	78
6.3. Dictionnaires.....	78
6.4. Travaux de recherche.....	79
6.5. Divers.....	79
7. Annexes.....	80
7.1. Référence des tableaux.....	80
7.2. Tableau des hypothèses.....	81
7.3. Formulaire de consentement éclairé.....	84
7.4. Guide d'entretien.....	85
7.4.1. Informations générales.....	85
7.4.2. Hypothèse de terrain 1.....	86
7.4.3. Hypothèse de terrain 2.....	87
7.5. Grille de dépouillement des entretiens vierge.....	88
7.6. Grille de dépouillement des entretiens remplie.....	89
7.7. Tableaux résumés des axes d'analyse.....	95

1. Introduction

1.1. *Illustration de la thématique*

J'ai effectué ma seconde période de formation pratique au « Rados »¹, structure d'accueil pour requérants d'asile mineurs non accompagnés, à Sion.

Dans le cadre de ce stage, j'ai eu l'occasion de rencontrer de nombreuses personnes travaillant dans le domaine de l'asile. A certaines, j'ai parlé de mon projet de recherche. J'y ai également rencontré une « catégorie » de la population touchée par des problèmes d'insertion professionnelle.

En effet, les requérants d'asile sont confrontés à de nombreux obstacles lorsqu'ils veulent s'insérer dans le monde du travail : problèmes de langue, de formation, de permis de séjour, d'autorisation de travail...

De plus, le contexte politique actuel, le durcissement des lois sur l'asile et les étrangers, ne favorisent pas l'intégration de ces personnes. Les médias, également, ne véhiculent pas toujours une image positive des requérants d'asile. Ceux-ci sont souvent considérés comme des gens qui abusent de notre système, prennent le travail des Suisses au chômage, sont violents et provoquent l'insécurité...

Je trouve qu'il y a beaucoup d'enjeux et de questionnements autour de la situation des requérants d'asile. En tant que travailleuse sociale, je reste persuadée qu'il y a beaucoup à faire dans ce domaine !

¹ Pour une présentation plus détaillée : Voir chapitre 3.2.1 : « Centre de formation et d'occupation « Le Botza ».

1.2. *La question de départ*

Comme je me suis beaucoup intéressée à la problématique générale de l'insertion dans le contexte de mon stage au « Rados », la question de départ de ce travail s'est rapidement imposée à moi. Elle est la suivante :

Quelles sont les perspectives d'insertion professionnelle pour les requérants d'asile en Valais ?

Dans ce travail de recherche, cette question est traitée du point de vue des requérants d'asile eux-mêmes.

1.3. *Les objectifs*

Je recherche, au travers de cette question à :

- Avoir une vision globale et correcte du domaine de l'asile en Valais, du point de vue légal, mais également du point de vue du vécu des requérants d'asile.
- Connaître les perspectives d'insertion professionnelle des requérants d'asile.
- Identifier la place que prend le travail dans la vie des requérants : éléments de satisfaction et motivation ressentie.
- Identifier les représentations sociales des requérants par rapport au monde du travail et plus largement à la société suisse.
- Développer mon sens critique par rapport à l'analyse du système d'insertion professionnelle en vue d'y apporter d'éventuelles propositions d'amélioration.

2. Cadre théorique

2.1. Concepts

2.1.1. Le travail et l'identité, la motivation et la satisfaction au travail

Le travail et l'identité

Le travail est devenu depuis deux siècles une valeur centrale dans notre société. Sa fonction dépasse celle de la production. Le travail donne, certes, la possibilité aux individus d'acquérir des revenus qui leur permettent de vivre et de subvenir à leurs besoins, mais il a également comme fonction de créer des rapports sociaux. La place centrale du travail dans notre société est plus visible, quand celui-ci tend à manquer (chômage). La crise du travail est devenue une crise plus générale : celle de toute la société, car le travail représente la trame du tissu social.

En effet, le travail est le premier support (avant la famille) de l'identité individuelle (Moi, en tant que professionnel) et sociale (Appartenance à un groupe, interactions...). La perte de l'emploi signifie donc également la perte de l'identité (isolement, répercussion sur la famille, nouvelle identité stigmatisante : chômeur, exclu...).

On comprend ainsi qu'il existe divers regards portés sur ce que représente le travail. Selon Dominique Méda, le travail est « une catégorie anthropologique, c'est-à-dire un invariant de la nature humaine, dont on trouve la trace toujours et partout, (qui) permet la réalisation de soi (l'homme s'exprimant dans ses œuvres), et surtout (qui) est au centre et au fondement du lien social. »²

Le travail, catégorie anthropologique et lien social

Le XXe siècle est parcouru par trois grands courants de pensée qui ont chacun leur conception du travail :

- La pensée chrétienne voit le travail comme une activité fondamentale de l'homme qui permet l'approfondissement des rapports avec autrui. « Le travail humain est donc la continuation sur Terre de la création divine, mais aussi un devoir social que chacun doit remplir du mieux qu'il peut. »³. Le travail est

² MEDA, D. *Le travail, une valeur en voie de disparition*. Paris : Aubier, 1998. p. 18

³ Cité par : MEDA, D. *Le travail, une valeur en voie de disparition*. op.cit. p. 20

assimilé à la liberté et à l'effort. Ainsi, le travail s'inscrit dans une relation à l'autre et dans l'idée d'utilité sociale.

- La pensée humaniste partage la vision de la pensée chrétienne et définit le travail comme « l'activité humaine qui exprime au plus haut point la liberté créatrice de l'homme »⁴. De plus, le travail est le « lieu de socialisation réelle et de formation de l'identité individuelle et collective. Il constitue même le cadre principal où s'opèrent les échanges humains. »⁵
- Pour la pensée marxiste, le travail est l'essence de l'homme. Son but est l'utilité générale : une réponse collective à des besoins collectifs. Ainsi, le travail est fondamentalement social et vise la satisfaction des besoins humains et la réalisation des désirs individuels et collectifs.

Ces différentes idées se rejoignent sur le fait qu'il y a une double dimension dans le travail : la souffrance et la réalisation de soi. De plus, le travail permet l'intégration sociale : il est une norme et également l'une des modalités d'apprentissage de la vie en société. Il recouvre ainsi une dimension de sociabilité.

En effet, le travail :

- permet l'apprentissage de la vie sociale et la constitution de l'identité,
- est la mesure des échanges sociaux,
- permet à chacun d'avoir une utilité sociale,
- est le lieu de rencontre et de coopération.

Ce modèle, présenté par Dominique Méda, possède toutefois quelques limites : c'est une vision réductrice du lien social. De plus, cette thèse oublie les contraintes juridiques et économiques qui régissent le travail. Il est certes vrai que le but premier du travail n'est pas de créer des liens sociaux, mais il permet aux individus de se rencontrer et de se sociabiliser de « manière dérivée ». En effet, les individus passent la majeure partie de leur temps au travail. Aucune autre organisation ou association n'assure autant de fonctions que le travail.

Ce lien social est également défini de diverses manières selon les auteurs :

- D'une part, selon Smith, « le travail est le lien social car il met les individus obligatoirement en rapport »⁶. Le lien social consiste en une « coexistence pacifique imposée ». « Produire, c'est faire le lien social. »⁷ Cette vision est une vision économique du lien social.
- D'autre part, selon Aristote et bien d'autres auteurs, au travers des siècles, le lien social est « d'essence politique [...] et rassemble des égaux. »⁸. On

⁴ MEDA, D. *Le travail, une valeur en voie de disparition*, op.cit p. 21

⁵ Ibid, p. 23

⁶ Ibid, p. 170

⁷ Ibid, p. 171

⁸ Ibid, p. 172

comprend, ici, que le lien social n'est pas de nature économique. Hannah Arendt rejoint cette idée. Pour elle, « justifier le travail comme lien social, c'est défendre une idée éminemment pauvre de celui-ci [...], c'est oublier que la société a d'autres fins que la production et la richesse et que l'homme a d'autres moyens de s'exprimer que la production ou la consommation. »⁹

Un des objectifs de cette recherche est de découvrir et de comprendre quelle est la place du travail et son importance dans la vie des requérants d'asile en Valais.

⁹ Citée par : MEDA, D. *Le travail, une valeur en voie de disparition*, op.cit. p. 177

La motivation et la satisfaction au travail

Coquery définit la motivation comme « le processus psychophysiologique responsable du déclenchement, de l'entretien et de la cessation d'une action ainsi que de la valeur appétitive ou aversive conféré aux éléments du milieu sur lesquels s'exerce cette action »¹⁰.

« Du point de vue neurophysiologique, la motivation est une variable qui rend compte des fluctuations du niveau d'activation, c'est-à-dire du niveau d'éveil ou de vigilance d'une personne. Du point de vue psychologique, la motivation correspond aux forces qui entraînent des comportements orientés vers un objectif, forces qui permettent de maintenir ces comportements jusqu'à ce que l'objectif soit atteint. En ce sens, la motivation procure l'énergie nécessaire à une personne pour agir dans son milieu. »¹¹

Il existe trois grands axes de recherche fondamentalement distincts qui composent le corps des connaissances actuelles sur la motivation au travail :

- Les approches psychodynamiques : le comportement est déterminé par les caractéristiques intrinsèques de la personne (valeurs, besoins...). Pour mieux comprendre la motivation, il est important de saisir la nature des préoccupations des individus.
- Les approches cognitives : l'accent est mis sur l'interprétation que fait la personne de sa situation de travail et la perception qu'elle a de son environnement. Les intentions de la personne ou sa compréhension de la réalité expliquent le mieux son comportement.
- Les approches behavioristes : le comportement adopté est une conséquence des expériences passées. Il faut étudier les conditions structurantes de l'environnement pour mieux comprendre les comportements adoptés.

Ces trois notions ont donné une grande diversité de théories concernant la motivation au travail. Il est, par conséquent, difficile de faire un état des lieux complet.

¹⁰ Cité par : MORIN, E. *Psychologies au travail*. Québec : Gaétan Morin éditeur, 1996. p. 122

¹¹ MORIN, E. *Psychologies au travail*. Québec : Gaétan Morin éditeur, 1996. p.122.

Estelle Morin nous décrit également quelles sont les conditions d'un travail stimulant¹² :

Un travail qui a du sens

Sens : façon dont l'individu conçoit le travail, les valeurs sous-jacentes, le degré de cohérence que le travail représente pour lui. Le sens du travail peut être décrit à l'aide de trois composantes :

- La signification : la définition du travail et son importance pour l'individu (valeur centrale ou non, importance) ; la représentation du travail.
- L'orientation : les raisons pour lesquelles un individu travaille (finalité, résultats recherchés).
- La cohérence : équilibre individuel issu des expériences et des images données par le travail. Équilibre que l'individu trouve en lui-même grâce aux expériences et aux images que lui procure l'accomplissement de ses tâches.

Le sens du travail dépend de plusieurs facteurs :

- La représentation que l'individu a du travail.
- La centralité du travail dans son existence par rapport à d'autres activités qu'il valorise.
- Les fonctions qu'il remplit.
- Le sentiment de cohérence qu'il retire de l'accomplissement de son travail.

Il est important que le travail soit significatif pour celui qui l'accomplit :

- Utilité perçue dans le travail : « Ca sert à quelque chose ».
- Contribution personnelle : « Mon apport est important ».
- Lieu de développement de compétences.

La question du sens du travail renvoie au besoin d'activité et d'efficacité de l'individu et à la nécessité vitale de faire quelque chose, de produire quelque chose d'utile et du même coup l'utilité de ses activités et, par extension, de son existence. Ainsi, un travail qui a du sens renvoie directement à la notion d'une vie utile.

Des objectifs clairs et stimulants

Les objectifs servent de guide d'action et aident l'individu à définir les normes avec lesquelles il peut juger et apprécier sa performance. La motivation et les performances sont influencées par les objectifs de travail. Ces objectifs ont diverses caractéristiques : ils sont clairs, précis et observables ; réalistes et réalisables ; planifiables dans le temps ; suffisamment difficiles pour représenter un défi (stimulant).

Pour que les objectifs aient un impact sur la performance, il faut que l'individu les accepte. L'engagement est, en effet, plus grand si les objectifs respectent les valeurs des individus et si ceux-ci estiment pouvoir les atteindre.

¹² MORIN, E. *Psychologies au travail*, op.cit. p.141+s.

Une bonne connaissance des résultats

Il est important pour l'employé d'avoir un retour sur les résultats obtenus, aussi grâce à ses propres efforts. Cela stimule l'intérêt de l'individu, permet un ajustement continu de son action et donne un sentiment de progression par rapport aux objectifs visés. Cela met également en évidence la contribution individuelle. Les moyens d'y parvenir sont l'observation directe, les feed-back du supérieur et des collègues.

L'estime de soi (sentiment de valeur personnelle) joue un rôle important : plus elle est forte, plus l'individu recherche des informations sur sa performance afin de s'améliorer.

Des récompenses appropriées

Les récompenses sont la reconnaissance liée au travail. Elles ont pour fonction de soutenir la participation des employés, soutenir leur sentiment d'appartenance, soutenir leur assiduité au travail et de renforcer leur performance. Il en existe de diverses sortes et peuvent être soit monétaires, soit non-monétaires :

- Les récompenses intrinsèques : satisfaction personnelle, fierté pour le travail accompli, accomplissement, estime de soi ; autonomie et responsabilité, variété des activités. Ces récompenses sont plutôt non-monétaires.
- Les récompenses extrinsèques : rémunération, avantages sociaux, sécurité de l'emploi, promotion, environnement social... Ces récompenses sont plutôt monétaires.

Une marge discrétionnaire

Il s'agit de la responsabilité, de l'autonomie et de la liberté d'action de l'individu dans l'exercice de ses fonctions.

Une marge décisionnelle possible : sensibilité individuelle au fait de pouvoir influencer sur la prise de décision.

La responsabilité oblige l'individu à se prendre en charge, à faire des choix. La responsabilité est également liée au désir d'être libre et au besoin de sécurité.

Une stimulation sociale appropriée

La motivation au travail semble dépendre des ajustements que fera l'individu, par imitation sociale, aux normes de son groupe de référence. La stimulation est liée à la culture d'entreprise, à l'intégration et au partage de valeurs communes.

Des conditions adéquates

Elles sont nécessaires pour protéger la santé, pour assurer la sécurité et réduire ce qui pourrait entraver les efforts de la personne.

La présence de ces conditions permet de prévenir le mécontentement, de réduire le stress et de promouvoir la santé et la sécurité au travail.

Les conditions présentées agissent comme des leviers facilitant l'implication et la motivation au travail. Elles ne représentent pas pour autant des garanties. Outre les conditions objectives d'un travail, la perception que l'individu a de ce même travail agit aussi sur sa motivation. La variation de ces dimensions a une influence sur l'identité liée au travail.

Ainsi, deux ensembles de facteurs déterminent la motivation :

- Les caractéristiques personnelles (besoins, valeurs, attitudes, traits de personnalité...).
- Les caractéristiques du milieu (les sept conditions d'un travail stimulant).

Pour analyser la motivation d'une personne. Il est important de tenir compte de ces deux ensembles de facteurs.

Si la motivation est un processus qui ne peut pas être observé tel quel, on peut cependant étudier ses effets sur les attitudes et les comportements de la personne au travail. Deux concepts sont particulièrement reliés à celui de motivation :

- La satisfaction au travail : elle est définie comme « la perception d'équité des individus par rapport à leur travail, [c'est-à-dire] le degré auquel les individus perçoivent qu'ils sont récompensés équitablement par divers aspects de leur travail et par l'organisation à laquelle ils appartiennent. »¹³.
- La performance au travail : la performance de l'individu au travail est souvent considérée comme un indicateur de sa motivation. Les mesures de performance s'appuient sur des indices de productivité et des mesures de comportements comme l'assiduité, la ponctualité et l'intention de garder son emploi. Aussi, la performance diffère de la motivation parce qu'il y a beaucoup d'autres facteurs qui influent sur la performance individuelle. En effet, celle-ci est également déterminée par d'autres éléments comme le type de technologie et la culture de l'entreprise.

Un des objectifs de cette recherche est de découvrir dans quelle mesure les personnes requérantes d'asile en Valais éprouvent de la motivation et de la satisfaction dans leur travail. Explorer les concepts de satisfaction et de motivation m'ont également permis de mettre en avant divers indicateurs tels l'assiduité, la ponctualité, l'intention de garder son emploi, la conscience, l'amabilité, l'utilité, les objectifs, la reconnaissance, la responsabilité, l'autonomie, la liberté d'action... Certains de ces indicateurs seront utilisés dans le guide d'entretien.

¹³ MORIN, E. *Psychologies au travail*, op.cit. p.126

2.1.2. L'intégration et l'insertion

Selon le Dictionnaire suisse de politique sociale¹⁴, l'intégration est définie de la manière suivante: « un groupe, ou une société, est intégré quand ses membres se sentent liés les uns aux autres par des valeurs, des objectifs communs, le sentiment de participer à un même ensemble sans cesse renforcé par des interactions régulières »¹⁵. De ce fait, l'intégration est une « caractéristique collective et non pas individuelle »¹⁶. L'intégration est réussie si les membres du groupe ou de la société partagent les mêmes croyances, les mêmes pratiques et les mêmes buts. Ce processus permet le développement d'une certaine cohésion sociale. La notion d'intégration présuppose qu'il y a une inégalité entre le sujet qui est intégré et celui qui intègre.

Selon Estelle Morin, « l'intégration dans un groupe [...] implique l'acquisition de statuts, de rôles, de normes. L'intégration se réalise par des moyens divers, dont les pratiques d'insertion et de ritualisation. »¹⁷. Le groupe peut être la famille, un cercle d'amis, une équipe de travail...

Quant à l'insertion, elle est définie, dans le Dictionnaire suisse de politique sociale, de la manière suivante : « Ensemble disparate de processus visant aussi bien la socialisation, la formation [...] que la création de travail pour faciliter l'accès à l'activité humaine fondamentale (insertion par l'économie). »¹⁸. Elle se réfère à l'ensemble des actions destinées à pallier la menace que les transformations socio-économiques de notre société font peser sur l'intégration sociale. L'insertion vise, ainsi, des « individus qui seraient exclus, à un titre ou à un autre, de la participation à un système social intégré »¹⁹. L'insertion, contrairement à l'intégration, est donc pensée à un niveau plus individuel que collectif. Dans notre société, l'axe le plus intégrateur autour duquel se cristallise l'insertion est le travail.

L'insertion peut aussi être décrite comme un travail « correcteur » effectué sur l'individu, par les professionnels du social, afin qu'il puisse réintégrer la société et surtout le marché professionnel et, de ce fait, lutter contre « l'exclusion ». Cela « en fait une notion pratique plus qu'un concept théorique »²⁰.

Au départ, l'insertion était perçue comme une action intervenant autant sur les structures que sur l'individu en marge de la société, afin de favoriser son intégration. Les instances sociales cherchaient à résoudre les problèmes d'insertion d'un individu

¹⁴ FRAGNIERE, J-P. GIROD R. (éds.) *Dictionnaire suisse de politique sociale*. Lausanne : Réalités sociales, 2002 (2ème éd.).

¹⁵ Ibid, p. 181

¹⁶ LORIOU, M., « Qu'est ce que l'insertion ? Proposition pour la formalisation théorique d'une notion pratique » in LORIOU M., *Qu'est-ce que l'insertion ? Entre pratiques institutionnelles et représentations sociales*. Paris : L'Harmattan, 1999, p.7

¹⁷ MORIN, E. *Psychologies au travail*, op.cit., p.300

¹⁸ FRAGNIERE, J-P, GIROD R. (éds.) *Dictionnaire suisse de politique sociale*. op.cit., p.181

¹⁹ LORIOU, M. *Qu'est-ce que l'insertion ? Entre pratiques institutionnelles et représentations sociales*, op.cit., p.8

²⁰ Ibid, p.9

autant en se focalisant sur ses caractéristiques personnelles qu'en se questionnant sur la capacité intégrative des structures et spécialement de celles du marché du travail.

Ensuite, les intervenants sociaux ont uniquement cherché la résolution du problème au sein de l'individu rencontrant des difficultés d'insertion. Pour répondre à la problématique d'un individu en marge de la société, ils vont « combiner une approche professionnelle sur la formation du bénéficiaire et une prise en charge psychomédicale de son « mal-être » »²¹, ce qui devrait, à long terme, déboucher sur l'insertion sociale et professionnelle de ce dernier.

De ce fait, un modèle thérapeutique appliqué pour les malades intervient désormais également pour prendre en charge les individus en quête d'insertion professionnelle. Ce modèle consiste à entreprendre une sorte de « psychothérapie » sur le bénéficiaire des prestations sociales, afin de le « soigner » et de le rendre ainsi « normal » pour intégrer le marché professionnel.

Marc Lorient défend, en effet, l'idée que « toute pratique d'insertion centrée sur l'individu peut se comprendre sur le modèle général de la « thérapie » »²². L'insertion peut ainsi être comprise comme étant un soin apporté par des professionnels à une catégorie particulière de personnes « déviantes » qu'il faut « normaliser » en vue d'une adaptation ou réadaptation à la vie professionnelle et sociale.

L'insertion est d'abord perçue comme une insertion à la vie professionnelle. Celui qui ne peut pas accéder normalement et rapidement à un emploi est jugé comme étant « déficient ». La personne à « normaliser » endosse alors le rôle de « malade ». Des mesures correctrices, individualisées et adaptées à chaque situation, afin de répondre aux mieux à la problématique de l'individu sont alors envisagées par les professionnels. De son côté, le bénéficiaire des mesures d'insertion doit accepter son statut, et le traitement qui en découle, en gage de bonne volonté.

Envisager les difficultés d'insertion comme étant une « maladie » permet effectivement de légitimer le statut de l'assisté : « si la personne est malade, c'est qu'elle n'est pas responsable de son état et mérite une aide, à condition qu'elle fasse preuve de bonne volonté, en acceptant le traitement et l'étiquette de quasi-malade qu'on lui propose. »²³

Dès lors, les bénéficiaires du social devront entreprendre tout un travail réflexif sur leur existence afin de donner un sens à leur vie, effectuer un projet de vie personnalisé en partenariat avec les professionnels du social ou encore accomplir des stages professionnels. Bref, une multitude d'activités jugées indispensables pour parvenir à une insertion sociale et professionnelle par les intervenants sociaux sera imposée à l'individu qui n'aura pas d'autre choix que de les accepter, sous peine d'être sanctionné, et donc de voir altérer son intégration. Ainsi, un contrôle social conséquent « pèse » sur les individus et un effort considérable est exigé d'eux pour

²¹ LORIENT M. *Qu'est-ce que l'insertion? Entre pratiques institutionnelles et représentations sociales*, op.cit., p.21

²² Ibid, p.11

²³ Ibid, p.21

s'affranchir de leur statut « d'exclu ». De ce fait, l'insertion se caractérise non seulement par des mesures personnalisées et adaptées à chaque cas individuel, mais également par des contreprestations importantes exigées du bénéficiaire s'il désire être toujours prestataire de l'État-Social et intégrer le marché professionnel.

Bien sûr, « toutes les « mesures d'insertion » prises dans le cadre des différents dispositifs d'insertion ne se réduisent pas à des actions sanitaires. Les stages, les formations, les contreparties sous forme de travail d'intérêt collectif, qui constituent le gros des mesures d'insertion, ne sont pas des soins au sens strict. Néanmoins, ils ne sont pas contradictoires avec le modèle du rôle de malade inspiré des travaux de Parsons. Il s'agit bien de reconnaître que l'état de la personne à insérer requiert une intervention correctrice (plus de formation, une socialisation par le travail ou l'activité, etc.) »²⁴.

Pour résumer, « l'insertion est donc une catégorie d'action publique visant à pallier les défaillances des mécanismes d'intégration à un niveau essentiellement individuel »²⁵, ceci dans le but d'adapter ou de réadapter l'individu en quête d'insertion aux normes imposées par la société civile et par le marché du travail. Par conséquent, « l'insertion reste une forme d'intervention correctrice voulue par la collectivité et qui ne vise que des publics bien particuliers, même si l'adhésion de l'individu est recherchée, notamment par une prise en compte de son projet personnel (Donzelot, 1997) »²⁶. Toutes les interventions entreprises par les professionnels de l'action sociale sur les bénéficiaires de l'État-Social, ainsi que la participation active de ces derniers devraient ainsi à long terme favoriser leur intégration sociale, dans un premier temps, et leur insertion professionnelle, dans un second temps.

Ce modèle présente l'insertion comme étant principalement un effort de l'individu pour s'insérer à la société.

²⁴ LORIOU M., *Qu'est-ce que l'insertion? Entre pratiques institutionnelles et représentations sociales*, *op. cit.*, p. 24.

²⁵ Ibid, p. 9

²⁶ Ibid, p.30-31

Etapes de l'intégration sociale :

« La théorie de Moreland et Levine (1982), sur les stades d'appartenance, sert de support pour décrire les étapes de l'intégration sociale, au nombre de quatre : l'entrée, l'acceptation, la divergence et la sortie. »²⁷

- L'entrée : L'individu et le groupe cherchent à se connaître pour savoir s'ils vont établir une relation durable. L'individu s'informe sur le groupe, ses membres et sur l'éventuelle place qu'il pourra occuper, son rôle, ses contributions... Le groupe se renseigne également sur l'individu, sa personnalité, son histoire, ses qualités, ses ressources... Lorsque les deux parties estiment qu'il serait intéressant d'établir la relation, l'individu fait alors son entrée dans le groupe.
- L'acceptation : Le principal défi de l'individu est de montrer sa valeur et sa capacité à accomplir une bonne performance. Pour ce faire, il doit se familiariser avec son travail, apprendre les responsabilités, développer de bonnes relations avec ses collègues et son supérieur, faire confiance aux autres, développer son efficacité... Dans cette phase, l'individu apprend beaucoup de choses. Il intériorise les normes et les valeurs de l'organisation tout en préservant son individualité et sa créativité.
- La divergence : A un moment donné, il se peut que l'individu s'ennuie ou ressente le besoin de faire autre chose. Il se peut qu'il cherche des occasions d'avancement dans l'entreprise ou à redéfinir ses objectifs. Son engagement et son intérêt peuvent diminuer. Il est également possible que l'individu décide de quitter le groupe.
- La sortie : Elle correspond au moment où l'individu quitte le groupe. Cela n'est pas forcément un moment triste. Durant son passage dans le groupe, l'individu l'a modifié. Il a contribué au changement de sa structure sociale.

Le processus d'intégration est parallèle à celui de l'attachement. Ces processus sont complémentaires :

- L'attachement : Il s'agit d'un processus qui procède de l'intérieur, du besoin inné d'être avec les autres. Ce lien ne dicte pas à l'individu la façon d'être avec les autres.

²⁷ MORIN, E. *Psychologies au travail*, op.cit., p.300

Un autre processus est semblable :

- La socialisation : Ce processus procède de l'extérieur, de la nécessité de s'adapter au milieu social. Au travers de la socialisation, l'individu apprend les normes et les rôles sociaux, intériorise les éléments socioculturels propres à son milieu et développe le sentiment d'appartenance.

Jean-Pierre Tabin²⁸, quant à lui, partage une vision plus nuancée et récente de l'intégration. Selon lui, le rapport entre personnes migrantes et société nationale où elles viennent s'établir pose la problématique de l'intégration. Jean-Pierre Tabin propose deux approches de celle-ci.

Il y a tout d'abord l'intégration à une société nationale d'une personne étrangère. Ce premier sens définit l'intégration comme une « opération par laquelle un individu ou un groupe s'incorpore à une collectivité, à un milieu »²⁹. Cette dimension ne traite que de la relation des étrangers à la société nationale. Il s'agit d'une relation figée et à sens unique.

La position des individus face à la société nationale est très différente selon leur statut. Les citoyens ne réussissent pas forcément leur intégration à la société nationale. Ils en font toutefois partie de par leur statut et par naissance, et dans ce cas, ils ne peuvent pas être renvoyés dans un autre pays par simple décision judiciaire ou administrative. Cette différence de statut influence tout le processus d'intégration.

De plus, l'échec de l'intégration d'un individu au groupe d'autochtone est relié soit à la personne étrangère, soit au groupe autochtone, considéré comme peu perméable à l'intégration de nouveaux individus et plus fort, par définition, que l'individu. Il en résulte que les problèmes sociaux que peut rencontrer l'étranger sont considérés comme révélateurs de ses difficultés d'intégration.

Aussi, l'étranger existe par le fait qu'il ne fait pas partie de la communauté de citoyens. Dès lors, se pose la question de la relation de celui-ci avec la société nationale qui l'accueille. L'étranger est en dehors du groupe et ne peut y entrer que sous certaines conditions. « Il est aussi celui qui est en position individuelle d'adaptation aux règles établies par un ensemble dont il ne fait pas partie. Le groupe dominant joue un rôle déterminant dans l'adaptation ou non de l'étranger, notamment par les conditions qu'il pose à la migration, par les places de travail qu'il lui attribue, par le tri, en bref, qu'il réalise à travers le droit de la migration »³⁰.

²⁸ TABIN, J.P. *Les paradoxes de l'intégration : essai sur le rôle de la non-intégration des étrangers pour l'intégration de la société nationale*. Lausanne : Ed. EESP, 1999.

²⁹ Ibid, p.9

³⁰ Ibid, p.52

Dès lors, il n'est pas surprenant que beaucoup de recherches sur la migration sont basées sur les problèmes d'adaptation individuelle des étrangers dans une société nationale, ou plutôt d'un individu (étranger) dans un groupe (national).

C'est, en effet, pour décrire ce processus que la sociologie des migrations a développé les concepts d'intégration, d'assimilation ou d'acculturation. Ces concepts décrivent les processus individuels d'incorporation d'étrangers à un groupe d'autochtones :

- L'acculturation : En anthropologie culturelle, l'acculturation désigne « les phénomènes de contacts et d'interpénétration entre civilisation différentes. [Il s'agit aussi de] l'acquisition d'éléments d'une culture étrangère par les membres d'une culture donnée »³¹. L'objectif est d'étudier les phénomènes et processus qui découlent de la rencontre entre des groupes porteurs de visions du monde différentes et les changements issus de cette rencontre. Le concept d'acculturation est de moins en moins usité et désuet. Il n'y a jamais d'adaptation totale. « Il reste toujours aux étrangers [...] un noyau dur de leur culture d'origine »³².
- L'assimilation : Il s'agit de l'aboutissement ultime de l'acculturation. L'assimilation est considérée comme « un processus à sens unique d'acquisition, par un groupe dominé, de la culture d'un groupe dominant »³³. L'assimilation présuppose l'adhésion complète de l'étranger et l'abandon du particularisme pour se fondre dans la société d'accueil.
- L'intégration : Elle recouvre les notions décrites précédemment et illustre le rapport de domination entre les autochtones et les étrangers. Le terme d'intégration est fréquemment utilisé dans la politique suisse en direction des étrangers. Le groupe dominant définit les règles et les impose au groupe dominé.

Le concept d'intégration est proche de celui de l'adaptation sociale. Celle-ci « décrit les mécanismes par lesquels un individu se rend propre à appartenir à un groupe »³⁴. L'intégration, quant à elle définit « les mécanismes par lesquels le groupe admet un nouveau membre. [...] C'est l'opération par laquelle un individu s'incorpore à une collectivité »³⁵.

Pour que l'intégration soit réussie, il faut qu'il y ait une dynamique d'échange entre les étrangers et les autochtones. L'étranger doit participer aux activités de la société, adhérer à ses valeurs et à ses règles de fonctionnement...

³¹ TABIN, J.P. *Les paradoxes de l'intégration*, op.cit., p.53

³² Ibid, p.55

³³ Ibid, p.56

³⁴ Ibid, p.58

³⁵ Ibid, p.58

La seconde approche proposée par Jean-Pierre Tabin est l'intégration de la société nationale. Ce deuxième sens définit l'intégration comme « l'établissement d'une interdépendance plus étroite entre les parties d'un être vivant, ou entre les membres d'une société nationale, selon un processus complexe et jamais achevé »³⁶. L'intégration de la société nationale se réalise avec succès si les membres ont acquis une « relative conscience commune, en partageant des mêmes croyances et pratiques, en se mettant en interaction les uns avec les autres et en ayant des buts communs »³⁷. Ce processus s'effectue par étapes et conduit à une certaine cohésion sociale.

Ainsi, l'intégration d'un individu étranger ne peut être pensée en dehors de l'intégration de la société nationale elle-même. Dans ce modèle, l'effort d'insertion est effectué par les deux parties présentes.

Il existe encore une autre façon de percevoir l'intégration. « Dans la tradition des recherches sur l'immigration, il existe un postulat de base qui veut que les immigrants aient des problèmes d'adaptation (psychologiques et sociaux). »³⁸. Pour étudier ces problèmes d'adaptation, il est important de se poser deux questions essentielles qui touchent « au maintien et au développement d'une identité ethnique distincte au sein de la nouvelle société, [ainsi qu'] au désir de contact interethnique entre sa propre culture et celle de la nouvelle société. »³⁹ :

La première question pourrait être formulée ainsi « Est-il important de conserver son identité et ses caractéristiques culturelles ? ».

La deuxième serait : « Est-il important d'établir et de maintenir des relations avec d'autres groupes ? ».

A ces questions, il est possible de répondre par oui ou par non. Il en résulte donc quatre modes d'« acculturation » :

- L'assimilation : On répond par non à la première question et par oui à la deuxième. Cela signifie l'abandon de son identité culturelle au profit de celle de la communauté dominante.
- L'intégration : « Il y a maintien partiel de l'intégrité culturelle du groupe ethnique parallèlement à une participation de plus en plus marquée des individus au sein de la nouvelle société. Dans cette situation, la personne conserve son identité et d'autres caractéristiques culturelles propres (langue, habitudes alimentaires, fêtes, etc.) tout en participant aux structures économiques, politiques et juridiques avec les autres groupes ethniques de la société nouvelle. »⁴⁰
- La séparation : L'individu ne cherche pas à établir de relations avec la société qui l'accueille et souhaite garder sa propre identité culturelle. Lorsque le groupe dominant empêche l'établissement des relations et oblige le groupe

³⁶ TABIN, J.P. *Les paradoxes de l'intégration*, op.cit p.9

³⁷ Ibid, p.11

³⁸ RETSCHITZKY, J., BOSSEL-LAGOS M., DASEN P. *La recherche interculturelle*. Paris : L'Harmattan, 1989, p.135

³⁹ Ibid, p.137

⁴⁰ Ibid, p.138

dominé à maintenir ses caractéristiques culturelles, il s'agit alors de ségrégation.

- La marginalisation : Le groupe non dominant a perdu son identité culturelle et n'a pas le droit de participer au fonctionnement des institutions et à la vie du groupe dominant. Cette situation est souvent empreinte de confusion et de stress.

Du point de vue plus particulier de la politique suisse, la définition et les principes de l'intégration des étrangers sont décrits dans l'Ordonnance sur l'intégration des étrangers⁴¹ (OIE) du 24 octobre 2007.

Cette ordonnance, entre autres, « fixe les principes et les buts de l'intégration des étrangers, ainsi que la contribution des étrangers au processus d'intégration. [Elle] régleme la collaboration entre les services fédéraux pour la promotion de l'intégration et la collaboration entre l'ODM et les services cantonaux pour les questions d'intégration » (Art. 1)

L'OIE définit l'intégration de la manière suivante : « L'intégration vise à établir l'égalité des chances entre Suisses et étrangers dans la société suisse. L'intégration est une tâche pluridisciplinaire que les autorités au plan fédéral, cantonal ou communal se doivent de prendre en compte avec le soutien des organisations non-étatiques, partenaires sociaux et organisations d'étrangers compris. Elle se réalise pour l'essentiel dans le cadre des structures dites ordinaires, à savoir l'école, la formation professionnelle, le marché du travail et les institutions de sécurité sociale et du domaine de la santé. » (Art. 2)

L'OIE définit la contribution et les devoirs des étrangers, aussi bien que les tâches de la Confédération et des cantons en matière d'intégration.

En effet, les étrangers doivent connaître le système juridique suisse et respecter la Constitution fédérale, apprendre la langue nationale parlée sur leur lieu de domicile, connaître le mode de vie suisse. Ils doivent également montrer de la volonté pour participer à la vie économique et acquérir une formation. De plus, « les réfugiés et les personnes admises à titre provisoire qui bénéficient de l'aide sociale peuvent être contraints à participer à des mesures d'intégration, tels que des cycles de formation ou des programmes d'occupation. » (Art. 6).

De son côté, la Confédération et les cantons coordonnent et échangent les informations. Ils s'assistent mutuellement dans l'accomplissement de leurs tâches : « L'ODM coordonne les mesures prises par la Confédération en matière d'intégration. Les organes fédéraux compétents associent l'ODM à la planification de mesures relatives à l'intégration. » (Art. 8). De plus, « La Confédération, les cantons et les communes donnent des informations aux étrangers sur l'ordre juridique et les conséquences de son inobservation, les normes et les règles de base à respecter en vue d'accéder à l'égalité des chances s'agissant de la participation à la vie sociale,

⁴¹ Site officiel de la Confédération Suisse. [En ligne]. Adresse URL : <http://www.admin.ch> (Site consulté le 22.03.09)

économique et culturelle, ainsi que sur l'importance des connaissances linguistiques, de la formation et du travail. » (Art.10).

Nous constatons ainsi que, selon la Confédération, l'intégration est un échange réciproque de droits et de devoirs entre les étrangers et la population suisse.

En ce qui concerne le domaine de l'asile, les requérants ont quitté leur pays en raison de problèmes politiques ou personnels. Ils cherchent, en Suisse, une protection et de meilleures perspectives d'avenir. Leur intégration dans un pays souvent très différent de celui d'origine nécessite de la confiance et du temps. Ils doivent apprendre comment la société d'accueil fonctionne, les valeurs de celle-ci, les procédures auxquelles ils sont soumis... Le plus souvent, l'intégration commence par l'apprentissage de la nouvelle langue.

L'insertion professionnelle des requérants est souvent plus difficile car soumise à un cadre légal strict⁴².

Aussi, mon objectif est-il de découvrir quelles sont les mesures proposées par les professionnels pour aider les requérants d'asile à s'insérer et comprendre dans quelle mesure ces derniers réagissent face à leurs possibilités d'insertion. Les requérants endossent-ils le rôle de « quasi malades » ? Dans quelle mesure participent-ils de manière active à leur insertion professionnelle ?

Ce sont ces aspects particuliers de l'insertion que je souhaite traiter dans ma recherche.

⁴² Voir chapitre 2.2.1 : Le cadre politique et légal : Asile et Loi sur l'Asile (LAsi)

2.1.3. Les représentations sociales

Qu'est-ce qu'une représentation ?

Définition du Larousse : « Perception, image mentale, etc., dont le contenu se rapporte à un objet, à une situation, à une scène, etc., du monde dans lequel vit le sujet. »

La représentation est à la fois un processus et un contenu qui permet à l'individu d'appréhender son environnement. Dans cette construction, deux éléments sont impliqués : le sujet qui construit la connaissance et l'objet de cette dernière. En effet, l'individu perçoit le réel d'une certaine façon et il lui donne un sens en s'en faisant une représentation. Il y a donc une part de subjectivité dans la représentation.

De plus, la représentation n'est pas une reproduction fidèle de la réalité. Il s'agit plutôt d'une reconstruction de cette dernière.

Les caractéristiques de la représentation sont les suivantes :

- « Toute représentation est représentation de quelque chose ; la représentation n'existe que par rapport à l'objet représenté.
- Toute représentation est représentation de quelqu'un ; la représentation est toujours portée par un sujet.
- Toute représentation est une rétention sélective d'informations présentes dans la réalité.
- Toute représentation est une construction de l'objet et non une reproduction fidèle de celui-ci.
- Toute représentation est ressentie comme une évidence perceptive par le sujet qui oublie tout le travail préalable de reconstruction. »⁴³

Les représentations sont influencées par les valeurs, les croyances et les représentations passées de l'individu. Ces éléments modèlent les représentations actuelles qui, elles-mêmes influenceront les représentations futures. De ce fait, la représentation est un mouvement dynamique qui permet à l'individu d'interagir avec son environnement.

⁴³ REY, J.C., Sociologie de la culture, les représentations sociales. *Courrier du département de sociologie de l'Université de Genève*, II/1993, p.3 In : MEIER, Stéphane. *Représentations liées au travail des jeunes en quête d'une voie de formation professionnelle : évaluation de l'influence de Semestre de Motivation de Monthey*. Travail de recherche du CFPS, mars 2006.

La représentation sociale

L'origine théorique de ce concept est la sociologie. Durkeim, le premier, parla de « représentation collective ». Selon lui, « la représentation collective est l'un des moyens par lesquels s'affirme la primauté du social sur l'individuel ».⁴⁴ C'est, cependant, dans le domaine de l'anthropologie que se trouve la tradition de l'étude de phénomènes de ce type.

Aussi, la représentation sociale a trouvé tardivement sa place dans la recherche en psychologie sociale. Celle-ci s'intéressait principalement aux comportements « manifestes », par exemple les réponses motrices ou verbales à divers stimuli (approche behavioriste). Les réponses « implicites », telle l'activité cognitive restaient négligées.

La représentation sociale est un « processus de construction du réel, [elle] agit simultanément sur le stimulus et la réponse. Plus précisément, elle oriente celle-ci dans la mesure où elle modèle celui-là »⁴⁵. Moscovici la définit également comme étant un « univers d'opinions ».

L'approche psychosociologique de la représentation sociale

La psychologie sociale est née d'une réflexion au sujet de la place de l'homme dans la société. La psychologie sociale a réalisé une étude détaillée des modalités d'interaction. « L'accent mis sur la notion de représentation vise à réintroduire l'étude des modes de connaissance et des processus symboliques dans leur relation avec les conduites. »⁴⁶

De ce fait, l'étude d'une représentation sociale est « l'étude d'une modalité de connaissance particulière, expression spécifique d'une pensée sociale. »⁴⁷

Ainsi, la représentation sociale implique, en premier lieu, une activité de « reproduction des propriétés d'un objet, s'effectuant à un niveau concret, fréquemment métaphorique et organisée autour d'une signification centrale. »⁴⁸ Il s'agit d'un « remodelage, une véritable « construction » mentale de l'objet ».⁴⁹ La représentation sociale a le rôle de « médiation » entre activités perceptibles et cognitives.

⁴⁴ MOSCOVICI, Serge. *Introduction à la psychologie sociale*. Paris : Larousse, 1972. p. 303

⁴⁵ Ibid, p. 304

⁴⁶ Ibid, p. 305

⁴⁷ Ibid, p. 305

⁴⁸ Ibid, p. 306

⁴⁹ Ibid, p. 306

Aussi, la représentation a un caractère social :

- Tout d'abord en tant qu'elle « contribue à définir un groupe social dans sa spécificité, qu'elle est un de ses attributs essentiels. »⁵⁰
- Deuxièmement, elle est « un des instruments grâce auxquels l'individu, ou le groupe, appréhende son environnement. »⁵¹
- Troisièmement, elle « joue un rôle dans la formation des communications et des conduites sociales. »⁵²

Structure de la représentation

Les représentations sociales sont structurées de manière spécifique. Elles sont formées par un double système. Il y a un noyau central des représentations, assez solide, qui est protégé par un noyau périphérique :

- Le *noyau central* est solide. Il représente les normes et les valeurs de l'individu ou du groupe. Celles-ci sont stables quelle que soit la situation dans laquelle se trouve l'individu. Ce noyau ne se modifie pas, ou difficilement.
- Le *système périphérique* est plus souple. Il est plus lié au contexte et est individualisé selon la représentation. Il donne à la représentation un aspect plus concret. Il fait le lien entre le noyau central et la situation. Il s'agit d'une zone d'interprétation des représentations.

Les conditions d'élaboration des représentations

Le terme de représentation sociale désigne à la fois un processus et un contenu. La représentation est « médiatisée » par le langage. De ce fait, elle est influencée par l'instrument par lequel elle a été recueillie (questionnaire, entretien...). De plus, l'objet social étudié est indissociable du langage qui a été utilisé pour le faire. « Ce problème rejoint celui des conditions d'émergence effective d'une représentation sociale ». ⁵³

Moscovici en signale trois, dont deux sont en lien avec l'accessibilité même de l'objet, à sa signification pour le sujet (individuel ou collectif) :

- Il y a « *dispersion de l'information* et décalage entre celle effectivement présente et celle qui serait nécessaire pour constituer le fondement solide de la connaissance. »⁵⁴ L'individu ne dispose, en effet, pas de la totalité des

⁵⁰ MOSCOVICI, Serge. *Introduction à la psychologie sociale*, op.cit., p. 307

⁵¹ Ibid, p. 307

⁵² Ibid, p. 307

⁵³ Ibid, p. 308

⁵⁴ Ibid, p. 308

informations qui permettent une compréhension globale d'un événement. L'individu ne peut également pas vérifier l'entière exactitude des informations à sa disposition

- « Le groupe ou l'individu sont *diversement focalisés* sur certains objets. »⁵⁵
Le degré d'intérêt et d'implication varie d'un individu à un autre.
- La *pression à l'inférence*⁵⁶ existe dans tout groupe social : les individus sont très sollicités. Ils doivent sans cesse communiquer et être en mesure de répondre aux sollicitations du monde extérieur. Les individus doivent classer, donner une valeur, poser un jugement, se faire une opinion, etc., sur les faits qui se présentent à eux. Ces éléments accélèrent le passage du constat à l'inférence.

Le jeu de ces trois conditions influence la nature de l'organisation cognitive de la représentation sociale. Le style et les qualités formelles sont « le reflet de la situation sociale dans laquelle se forme la représentation. »⁵⁷

Les trois dimensions de la représentation

La représentation sociale, quelle que soit sa nature, est analysable selon trois dimensions :

- L'attitude. Elle exprime « l'orientation générale, positive ou négative [du sujet], vis-à-vis de l'objet de la représentation »⁵⁸ (stéréotypes, normes...). Cette dimension se veut « primitive » car elle peut exister même si le champ des représentations et l'information sont réduits et peu organisés.
- L'information. Il s'agit de la « somme des connaissances possédées par le sujet à propos d'un objet social, à sa quantité et à sa qualité. »⁵⁹. Le sujet est dans une position descriptive (vs évaluative) par rapport à cet objet. Il s'agit de ce que les gens savent, observent et voient.
- Le champ des représentations. Il exprime « l'idée d'une organisation du contenu »⁶⁰. Les éléments sont hiérarchisés et de caractère plus ou moins riche.

⁵⁵ MOSCOVICI, Serge. *Introduction à la psychologie sociale*, op.cit., p. 308

⁵⁶ Inférence (définition du Larousse) : « Opération intellectuelle par laquelle on passe d'une vérité à une autre vérité, jugée telle en raison de son lien avec la première. »

⁵⁷ MOSCOVICI, Serge. *Introduction à la psychologie sociale*, op.cit., p. 308

⁵⁸ Ibid, p. 311

⁵⁹ Ibid, p. 310

⁶⁰ Ibid, p. 310

L'information et le champ des représentations sont variables d'un sujet ou d'un groupe à un autre, voire au sein d'un même groupe.

En conclusion, les représentations sociales sont des « tentatives de compréhension nouvelle de l'élaboration des conduites sociales »⁶¹.

Cette méthode d'analyse des représentations est utile car elle « permet d'effectuer des études comparatives portant sur le clivage, la différenciation des groupes en fonction de leurs représentations sociales : celles-ci constituent alors des dimensions contribuant à la définition de ceux-là. »⁶². Aussi, la représentation sociale peut devenir « signe », emblème de certaines valeurs. On peut également étudier comment les représentations sociales s'appellent, s'excluent, fusionnent ou se distinguent...

Je recherche, au travers de mes entretiens, à comprendre quelles sont, pour les requérants d'asile, les représentations sociales liées au travail en général, mais plus particulièrement au travail en Suisse, à ses conditions et à l'importance qu'il a pour eux.

⁶¹ MOSCOVICI, Serge. *Introduction à la psychologie sociale*, op.cit., p. 323

⁶² Ibid, p. 311

2.2. Contexte

2.2.1. Le cadre politique et légal : Asile et loi sur l'asile (LAsi)

Pour réaliser mon travail de recherche, il m'a paru très important de connaître le cadre politique et légal dans lequel les requérants d'asile évoluent. Pour comprendre leur parcours de vie, il faut suivre le dédale administratif parcouru par chaque requérant.

En Suisse, la première loi sur l'asile (LAsi) donne à la politique d'asile sa première base juridique sûre en droit interne. Cette loi est adoptée par le Parlement en octobre 1979 et est entrée en vigueur le 1er janvier 1981. Depuis, de nombreuses modifications ont eu lieu, allant toujours dans le sens d'un durcissement des conditions d'admission en Suisse, en dépit de la fluctuation du nombre des demandes d'asile. Bien que la notion de réfugié ait été presque toujours la même, les aspects liés à la procédure ont, quant à eux, beaucoup changé. En 1998, une refonte totale a été adoptée par les Chambres fédérales. Le 24 septembre 2006, le peuple suisse a accepté d'importantes modifications de la LAsi. Les premières mesures sont effectives depuis le 1er janvier 2007. Les autres sont entrées en vigueur le 1er janvier 2008.

L'objectif de cette loi est d'offrir protection aux personnes victimes de persécution, mais également de mettre un terme aux abus dans le domaine de l'asile. Les nouvelles dispositions adoptées sont les suivantes :

- Une procédure accélérée. Les personnes qui ne sont pas en mesure de présenter une pièce d'identité sans explication valable reçoivent une décision de non entrée en matière (NEM). Il existe des exceptions pour les personnes qui ont des motifs excusables de ne pas présenter de papiers, pour les personnes qui font visiblement l'objet de persécution ou si les autorités ont besoin d'effectuer une nouvelle audition parce que le requérant n'est pas en mesure de s'exprimer.
- Une augmentation des mesures de contrainte pour le requérant qui refuse de quitter la Suisse, suite à une décision négative. La durée de la détention en vue d'un renvoi ou de l'expulsion est prolongée.
- Une suppression de l'aide sociale aux requérants déboutés qui ne veulent pas quitter la Suisse. Ces NEM ne perçoivent plus qu'une aide d'urgence.
- Une amélioration de l'intégration des personnes amenées à séjourner longtemps en Suisse, c'est-à-dire, des personnes au bénéfice d'une admission provisoire (permis F). Leur statut juridique sera amélioré notamment par un accès facilité au marché du travail et une possibilité de regroupement familial après un délai de séjour en Suisse de trois ans.

Les principaux permis :

Les personnes étrangères qui vivent légalement en Suisse sont au bénéfice d'un permis. Celui-ci est déterminé par le but et le contexte du séjour.

- Permis N. Les requérants d'asile reçoivent un permis N à leur arrivée en Suisse et le conservent pour la durée de la procédure. Il existe une interdiction de travail d'une durée de trois à six mois. Il n'y a aucun droit au regroupement familial.
- Le permis F. Il est accordé aux personnes admises provisoirement qui ne peuvent, pour diverses raisons, pas être expulsées. Après une durée de séjour de cinq ans, le requérant admis provisoirement peut demander au canton de faire transformer son permis F en permis B.
- Le permis B. Il est lié à une autorisation de travail (contrat) ou à un état civil (mariage avec une personne suisse). Il est renouvelé chaque année. Le regroupement familial est accordé uniquement si la personne dispose d'un revenu suffisant et d'un logement assez grand. Le permis B est également accordé aux réfugiés reconnus. Ceux-ci bénéficient du regroupement familial et reçoivent un passeport de réfugiés aux termes de la Convention de Genève⁶³.
Le permis B peut être également accordé à toute personne relevant de la LAsi (art. 14) aux conditions suivantes :
 - a) La personne concernée séjourne en Suisse depuis au moins 5 ans à compter du dépôt de la demande d'asile.
 - b) Le lieu de séjour de la personne concernée a toujours été connu des autorités.
 - c) Il s'agit d'un cas de rigueur grave en raison de l'intégration poussée de la personne concernée.
- Le permis C. Il est attribué aux personnes qui ont séjourné en Suisse durant plusieurs années avec un permis B. Le permis C, du point de vue du droit du travail, donne, pour une large part, les mêmes droits qu'aux Suisses. Les réfugiés reconnus obtiennent un permis C cinq ans après leur entrée en Suisse.

Il existe encore d'autres permis comme le permis G (frontaliers) ou le permis L (activité lucratives ou études en Suisse pour une durée limitée).

⁶³ La Convention de Genève est un accord international signé par la Suisse et 143 autres Etats en 1951. Elle définit le statut des réfugiés.

En résumé :

Fig. 1 : Les principaux permis de séjour

Type de permis	Durée de validité	Travail	Regroupement familial	Autres
N	Durée de la procédure.	Interdiction de travail pour les 3 à 6 premiers mois. Si déficit de main d'œuvre suisse. Demande et autorisation nécessaires.	Aucun.	
F	Pour les personnes admises provisoirement.	Interdiction de travail pour les 3 à 6 premiers mois. Si déficit de main d'œuvre suisse. Demande et autorisation nécessaires	Non.	Après 5 ans, peut être, sur demande, transformé en permis B.
B	Renouvelé chaque année.	Lié à une autorisation de travail (Contrat).	Uniquement si le détenteur a un revenu suffisant et un logement assez grand. Pour les réfugiés reconnus : oui.	Peut aussi être lié à un état civil (mariage avec une personne suisse). Egalement pour les réfugiés reconnus. Pour les personnes relevant de la LAsi sous certaines conditions.
C	Pour les personnes ayant séjourné plusieurs années en Suisse avec un permis B.	Presque les mêmes droits que les Suisses.	Oui	Les réfugiés reconnus l'obtiennent 5 ans après leur arrivée en Suisse.

Les personnes interrogées dans ce travail sont au bénéfice d'un permis N ou d'un permis F.

Requérant d'asile et réfugié

Dans le langage courant les notions de réfugié et de requérant d'asile sont souvent confondues. Or, juridiquement, ces termes ont des significations différentes.

Un individu qui demande à la Suisse de le protéger dépose une demande d'asile. Il devient, de ce fait, un requérant d'asile ou demandeur d'asile. Cette personne a le droit de séjourner en Suisse jusqu'à la fin de la procédure. Elle reçoit, dans un premier temps, un permis N⁶⁴.

Ainsi un requérant d'asile est une « personne en attente d'une décision suite à sa demande d'asile »⁶⁵. Ce statut est provisoire. Les personnes en attente d'une décision d'asile vivent avec des restrictions des droits fondamentaux et sociaux et avec la crainte permanente d'être renvoyées, ce qui produit souvent des sentiments d'insécurité et d'angoisse.

Pour obtenir le statut de réfugié, cet individu devra répondre à des critères précis. La Loi suisse sur l'asile (LAsi) donne la définition de ceux qui peuvent être reconnus comme réfugiés : «Sont des réfugié-e-s les personnes qui, dans leur Etat d'origine ou dans le pays de leur dernière résidence, sont exposées à de sérieux préjudices ou craignent à juste titre de l'être en raison de leur race, de leur religion, de leur nationalité, de leur appartenance à un groupe social déterminé ou de leurs opinions politiques. Sont notamment considérés comme des préjudices sérieux la mise en danger de la vie, de l'intégrité corporelle ou de la liberté, de même que les mesures qui entraînent une pression psychique insupportable. Il y a lieu de tenir compte des motifs de fuite spécifiques aux femmes.» (Art. 3 de la LAsi)⁶⁶

Ainsi, un réfugié reconnu est une « personne ayant reçu, au terme de sa procédure d'asile, le statut de réfugié selon la Convention de Genève de 1951 sur le droit des réfugiés. »⁶⁷. En Suisse, la notion de réfugié a très peu varié depuis 1979, bien que la LAsi ait subi de nombreuses modifications.

⁶⁴ Voir chapitre 2.2.1 Le cadre politique et légal : Asile et loi sur l'Asile (LAsi).

⁶⁵ Organisation suisse d'aide aux réfugiés. Site de l'OSAR [En ligne]. Adresse URL : <http://www.osar.ch> (Site consulté à plusieurs reprises dès le 16 juillet 2007).

⁶⁶ Site officiel de la Confédération Suisse. [En ligne]. Adresse URL : <http://www.admin.ch> (Site consulté à plusieurs reprises dès le 16 juillet 2007)

⁶⁷ Organisation suisse d'aide aux réfugiés. Site de l'OSAR [En ligne]. Adresse URL : <http://www.osar.ch> (Site consulté à plusieurs reprises dès le 16 juillet 2007).

Quelques définitions

La brochure « Halte aux abus » éditée par « Vivre ensemble », revue et service de documentation sur le droit d'asile⁶⁸, donne quelques définitions simples de termes utilisés couramment dans l'asile :

- Admis provisoire : « Personne qui reçoit une protection temporaire en Suisse en raison notamment du danger qu'elle encourt dans son pays d'origine. »
- Requérant d'asile débouté : « Personne qui, au terme de sa procédure, n'a pas obtenu l'asile et doit rentrer dans son pays d'origine. »
- NEM (Non Entrée en Matière) : « Abréviation qualifiant une personne dont la demande est écartée avant l'entrée dans la procédure d'asile, car déclarée manifestement infondée. Ces personnes ne bénéficient plus de l'aide sociale ordinaire. »

⁶⁸ Organisation suisse d'aide aux réfugiés. Site de l'OSAR [En ligne]. Adresse URL : <http://www.osar.ch> (Site consulté à plusieurs reprises dès le 16 juillet 2007).

Possibilités de travail pour les requérant d'asile :

La LAsi interdit aux requérants d'asile de travailler durant les trois premiers mois de séjour en Suisse. Cette interdiction peut être prolongée de trois mois supplémentaires par le canton de domicile. Le requérant d'asile reçoit alors une aide sociale de la part de la Confédération.

Par ailleurs, les requérants sont autorisés à travailler uniquement dans certaines branches qui connaissent un déficit de main-d'œuvre suisse. Ces branches sont : l'industrie hôtelière, l'agriculture, la construction et le domaine des soins (homes et hôpitaux). Les requérants obtiennent une autorisation de travail, délivrée par le canton, si aucun Suisse ou étranger au bénéfice d'une autorisation de travail valable ne se présente au poste qui les intéresse.

Depuis le 1er janvier 2007, tous les requérants au bénéfice d'un permis F ont accès au marché du travail, sous réserve d'avoir formulé une demande et d'avoir reçu une autorisation délivrée par le canton.

Depuis le 1er janvier 2008, la Confédération verse une subvention unique aux cantons pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes au bénéfice d'un permis F. De plus, le canton ne perçoit plus de subventions fédérales pour les personnes au bénéfice d'un permis F, après plus de 7 ans de séjour en Suisse. Ces personnes sont, par conséquent, totalement à la charge du canton auquel elles ont été attribuées. Cela pousse, actuellement, les cantons à mettre un accent fort sur l'intégration des permis F. De ce fait, plusieurs mesures sont ou seront mises sur pied : cours de langues, stages en entreprises, recherche d'emplois, collaboration avec les ORP⁶⁹, le bureau des métiers... Ces nouvelles dispositions ont pour conséquences de pousser les personnes admises provisoirement à sortir de toute forme de dépendance (financière...), à faire des formations, de nombreux stages et à apprendre le français. Aussi, les requérants qui travaillent paient des impôts et une cotisation aux assurances sociales (AI, AVS, LACi).

Selon l'OSAR⁷⁰, seul 1% des requérants d'asile trouve un emploi durant la première année de leur séjour. Beaucoup d'employeurs hésitent à engager des requérants d'asile ou des personnes admises provisoirement car ils imaginent que ces personnes quitteront la Suisse dans un avenir très proche.

Les réfugiés, quant à eux, peuvent travailler dans toutes les branches. Ils ont toutefois besoin d'une autorisation de travail.

⁶⁹Offices Régionaux de Placement.

⁷⁰Organisation suisse d'aide aux réfugiés. Site de l'OSAR [En ligne]. Adresse URL : <http://www.osar.ch> (Site consulté à plusieurs reprises dès le 16 juillet 2007).

2.2.2. Le marché du travail

Selon le Dictionnaire suisse de politique sociale⁷¹, le marché du travail est « le lieu où l'offre et la demande se rencontrent pour établir le prix du travail ». Dans ce marché du travail, certes pas parfait, « chaque participant, complètement informé des conditions, serait libre de prendre un emploi et d'en changer ; ce dernier serait définissable et homogène ».

Le marché secondaire du travail, quant à lui, recouvre :

- Les postes de travail subventionnés, mais normaux du point de vue du droit du travail et de la législation sociale,
- Les postes pourvus en fonction d'objectifs de politique de l'emploi,
- Les postes limités dans le temps,
- Les postes complémentaires à ceux du marché primaire et non concurrentiel.

La notion plus large de marché du travail complémentaire comprend les statuts d'occupation spéciaux qui ne remplissent pas les critères précités. Il s'agit, par exemple, des postes dans les ateliers protégés pour les personnes handicapées ou les requérants d'asile.

Les requérants d'asile sont soumis à des règles strictes en ce qui concerne leurs possibilités de travailler sur le premier marché de l'emploi.

En Valais, pour augmenter leurs chances d'effectuer une insertion réussie dans le monde du travail, les requérants peuvent commencer par travailler au « Botza », structure de formation pour les requérants d'asile. Dans ce cadre particulier, ils peuvent développer des compétences spécifiques liées à certains corps de métiers en vue d'une insertion professionnelle dans des domaines tels que la maçonnerie, la cuisine, le service, la peinture en bâtiment...

Cette recherche s'intéresse aux possibilités d'insertion professionnelle des requérants d'asile dans le premier marché de l'emploi.

⁷¹ FRAGNIERE, J-P. GIROD R. (éds.) *Dictionnaire suisse de politique sociale*. op.cit p. 199

3. Méthodologie

3.1. Les hypothèses de recherche

Les hypothèses de cette recherche ont été formulées à partir de la question de recherche suivante : « Quelles sont les perspectives d'insertion professionnelle pour les requérants d'asile en Valais ? », et également à partir du développement des concepts théoriques présentés précédemment.

Fig. 2 : Résumé des hypothèses

H. de recherche : Les perspectives d'insertion professionnelle pour les RA ⁷² du Valais sont limitées et ne correspondent pas à leurs représentations.			
H. de terrain 1 : Les perspectives d'insertion professionnelle pour les RA du Valais sont limitées.		H. de terrain 2 : Les perspectives d'insertion professionnelle pour les RA du Valais ne correspondent pas à leurs représentations.	
H 1.1 : Les activités professionnelles exercées par les RA ne correspondent pas à leur niveau de formation.	H 1.2 Les perspectives d'insertion professionnelle des RA sont conditionnées par leur niveau de français.	H 2.1 Les personnes RA ne sont pas satisfaites de leur travail.	H 2.2 La situation professionnelle réelle des RA diffère de la situation professionnelle imaginée.

⁷² Requérant(s) d'Asile

3.2. Terrain d'enquête

Au début de ce travail de mémoire, je souhaitais rencontrer une douzaine de requérants d'asile affiliés au canton du Valais. Durant mon travail, j'ai dû revoir mes objectifs et j'ai interrogé, au final, huit requérants d'asile. Pour la plupart, ils ont travaillé, dans un premier temps, au « Botza » que je présente succinctement ci-dessous.

Les requérants interrogés étaient au bénéfice d'un permis N (requérant d'asile) ou F (admission provisoire). Pour essayer de trouver des points communs ou divergents entre les différents témoignages, je souhaitais interroger uniquement des hommes. Leur origine m'importait peu. Ceux-ci séjournaient en Suisse depuis au moins une année. Ces personnes avaient déjà effectué des démarches pour obtenir du travail. Mon objectif était de déceler s'il y avait une évolution dans leur parcours, leur vision de la Suisse...

Pour choisir l'échantillon de personnes à interroger et pour garantir le plus d'objectivité possible, j'ai procédé de la manière suivante : j'ai tout d'abord soumis mes critères de sélection à M. Voegeli. Ce dernier m'a alors remis une liste de noms et numéros de téléphone d'une quinzaine de requérants d'asile correspondant à ces critères. Je les ai ensuite contacté les uns après les autres. Si un requérant ne répondait pas au téléphone ou ne souhaitait pas participer, je passais au suivant. J'ai procédé de cette manière jusqu'à ce que j'obtienne huit entretiens.

Aussi, dans ce travail, j'ai choisi de ne pas mettre de tableau synoptique présentant les entretiens effectués. Mon objectif, dans cette démarche, est de préserver l'anonymat des requérants interrogés. Je tiens seulement à préciser les éléments suivants : les personnes interrogées ont entre 18 et 45 ans, cinq viennent d'Afrique, et trois de l'Europe de l'Est et du Moyen-Orient. Ces personnes sont arrivées en Suisse entre le milieu des années 1990 et le milieu des années 2000, trois sont au bénéfice d'un permis N et cinq d'un permis F.

3.2.1. Centre de formation et d'occupation « Le Botza »

Je présente, ci-dessous, le Centre de formation et d'occupation, le « Botza » car la plupart des requérants m'en ont parlé lors des entretiens. Ils y ont souvent effectué des stages ou pris des cours de français.

Philosophie et objectifs de base du centre

« Le Botza » a pour objectif de « donner des notions professionnelles aux personnes participant à ses projets en vue de favoriser une adaptation professionnelle ultérieure en Suisse ou dans leur pays d'origine. »⁷³

« En favorisant l'accession à l'autonomie des participants aux projets d'occupation, [Le Botza] cherche à contrer les effets négatifs de l'inactivité. ». Ainsi, les participants augmentent leurs chances de s'intégrer dans un groupe de travail.

Ce programme est destiné aux nouveaux arrivants, aux personnes se préparant à un retour dans leur pays d'origine, aux personnes admises provisoirement, ainsi qu'aux chômeurs et aux personnes bénéficiant de l'aide sociale. Le programme permet à ces personnes d'acquérir une meilleure estime d'elles-mêmes, de stimuler leurs capacités d'apprentissage et d'adaptation. Ce programme facilite l'accession au marché de l'emploi pour les personnes qui restent en Suisse et favorise une réinsertion dans le pays d'origine pour les personnes qui doivent partir.

Le personnel encadrant a pour objectif d'identifier les compétences, les savoir-faire et les expériences des participants pour qu'ils développent des connaissances utiles à leur réinsertion.

Le « Botza » n'a pas de statut juridique particulier. Il est une organisation interne au Service de l'Action Sociale du Valais.

Projets d'occupation ou de formation

« Le Botza » permet aux participants de développer des compétences dans les domaines suivants :

Métiers du bâtiment : menuiserie, serrurerie, peinture, maçonnerie.

Métiers de l'hôtellerie : service, cuisine, économie domestique.

⁷³ Brochure de présentation du Centre de Formation et d'Occupation « Le Botza ». (Non daté)

Métiers de l'intendance : entretien du parc immobilier, groupe de nettoyage, entretien des extérieurs et jardinage.

Les compétences sont acquises de la manière suivante pour tous les métiers :

- démonstration pratique, application et entraînement
- accès aux cours de langue.

Pour certains métiers s'ajoutent :

- enseignement théorique
- pratique quotidienne (rénovation et entretien du parc immobilier, dans le restaurant ou la cuisine du Centre de Formation, confection de literie et accessoires)
- participation à des projets d'utilité publique.

Dans tous les cas, à la fin du cours, une attestation est remise aux participants. Les cours ont lieu durant 2 trimestres, à raison de 36 heures par semaine.

Cours : Français, informatique, coiffure, couture.

Accompagnement professionnel : Plate-forme emplois. Elle est prioritairement accessible aux jeunes adultes et aux personnes admises provisoirement en Suisse. Durant cet accompagnement, les requérants apprennent à rédiger un curriculum vitae et une lettre de motivation. Ils bénéficient également d'une aide à la recherche d'un emploi ou d'un apprentissage, de cours de langue et de coaching effectué par « Le Botza » ou par les assistants sociaux des foyers d'accueil pour candidats réfugiés.

Activités annexes : projets d'utilité publique, journal d'information sur l'asile « Voix d'exils », bibliothèque interculturelle « L'Ardoise », premier accueil, préventions, unité d'accueil d'Ardon.

Projets réservés aux jeunes adultes et aux adolescents : classes d'accueil préprofessionnelles, classes d'accueil et d'intégration.

Nous le voyons, l'insertion professionnelle des requérants d'asile est au centre des préoccupations du « Botza ».

3.3. *Technique de récolte de données*

Pour récolter les données, j'ai choisi de procéder à des entretiens semi directifs. En effet, étant donné le nombre de personnes que je souhaitais à l'origine rencontrer, une douzaine, je ne pouvais pas me permettre d'effectuer de longs entretiens avec chaque requérant. Ainsi, je suis allée vite à l'essentiel, en posant des questions assez précises. Le risque, en posant des questions trop fermées, était que les réponses soient limitées à un oui ou à un non. Dans ce cas, j'aurais obtenu uniquement des données quantitatives. Il était important que je trouve un bon équilibre entre ces deux possibilités. Un autre aspect auquel j'ai été sensible était le fait que les personnes que j'ai interrogées avaient peut-être des difficultés avec la langue française. En conséquence, je me suis appliquée à poser des questions simples ; chaque personne était à l'aise pour y répondre. Je ne voulais pas qu'elles aient le sentiment de passer un examen oral avec moi !

Il me semble important de préciser un autre élément : au travers de ces entretiens, j'ai récolté des représentations sociales des requérants. Elles ne sont ni vraies, ni fausses. Je n'ai pas à porter un jugement sur ce qui a été amené lors de ces entretiens, mais à comprendre les représentations des requérants, leur vision de la réalité.

Dans le chapitre 2.1.3⁷⁴, j'explique plus précisément ce que j'entends par représentation sociale.

Mon guide d'entretien⁷⁵ a été réalisé sur la base de mes hypothèses et par rapport aux objectifs de ma recherche. Il reprend les quatre hypothèses autour des thèmes suivants : niveau de formation, niveau de français, satisfaction au travail et entre souhaits et réalité. Il aborde des questions plus générales au début. Celles-ci demandent moins d'implication personnelle et permettent au requérant interrogé de se mettre en confiance. Les questions sur les ressentis, demandant une plus grande implication personnelle pour y répondre, sont intervenues plus tard quand un climat de confiance a été établi.

Chaque entretien a été enregistré avec l'accord du requérant. Lors du sixième entretien, l'enregistrement a été défectueux. Je ne m'en suis donc pas servie dans l'analyse. C'est pour cette raison que mes entretiens sont numérotés de 1 à 9, le no 6 n'apparaissant pas dans ce travail.

De plus, j'ai retranscrit le premier entretien mot à mot. Le texte retranscrit était peu lisible et incompréhensible. De ce fait, j'ai décidé, pour les entretiens suivants, d'éliminer les répétitions liées à des hésitations. Cela enlève certainement une part

⁷⁴ Les représentations sociales

⁷⁵ Annexe 7.3

de fidélité à l'entretien, mais permet une meilleure compréhension globale. Suite à ce choix, j'ai également éliminé la possibilité de faire une analyse formelle de chaque entretien.

En dernier lieu, je tiens à préciser que, pour chaque entretien, je me suis déplacée au domicile des requérants. Ce choix se justifie par le fait que la plupart des requérants n'ont pas de moyens de transport. De plus, en entrant dans leur univers, c'était à moi de m'adapter à la situation. Etant dans un milieu connu, les requérants étaient, à mon sens, plus à l'aise pour se confier. J'aurais certainement pu avoir accès à une salle au foyer St-Alexis, au « Rados » ou encore au « Botza », si j'en avais fait la demande, mais ce choix ne me paraissait pas judicieux. Mon objectif était de me distinguer clairement de toute structure de prise en charge des requérants d'asile.

3.4. Aspects éthiques

De toute évidence, il m'a paru essentiel de respecter les gens que j'ai rencontrés, leurs confidences, leurs représentations... Ce respect m'a paru d'autant plus important que les personnes migrantes sont issues de cultures parfois très éloignées et différentes de la mienne. Ainsi, les décalages peuvent être d'autant plus grands dans la manière d'envisager des questions telles que l'insertion et l'intégration.

Il m'a également paru important de préserver l'anonymat des personnes interrogées. J'ai précisé, avant chaque interview, que toutes les informations récoltées allaient être traitées de manière confidentielle et ne serviraient que dans le cadre de la réalisation de ce mémoire. Aussi, je me suis assurée d'obtenir un accord écrit de chaque personne interrogée. Cela était, à mon avis, primordial, pour que le requérant d'asile ne fasse pas d'amalgame entre mon travail et celui des autorités qui statuent sur la procédure d'asile.

De plus, chaque requérant interrogé a pu poser ses limites et ses conditions. Même après un entretien, si la personne interrogée n'était pas satisfaite de ce qu'elle avait dit, elle aurait pu choisir de ne pas continuer sa collaboration. Dans ce cas, je lui aurais remis la bande d'enregistrement et n'aurais pas utilisé les informations récoltées. Lors de mes entretiens, cette situation ne s'est jamais présentée.

En annexe de ce travail se trouve un exemple de formulaire de consentement éclairé.⁷⁶

⁷⁶ Annexe 7.2

4. Analyse

4.1. *Introduction*

Suite à la retranscription des entretiens, j'ai effectué des grilles de dépouillement⁷⁷ des données. Ces grilles reprennent la structure du guide d'entretien en quatre parties. Dans ces grilles, j'ai mis l'essentiel des entretiens.

J'ai ensuite effectué des tableaux⁷⁸ résumant tous les entretiens. Cela permet d'avoir une vision globale et synthétique de chaque entretien ou une vision globale de toutes les réponses à une question donnée, suivant le sens de lecture (horizontale ou verticale) de la grille.

J'ai, ensuite, effectué une analyse en quatre parties, toujours selon les quatre hypothèses de départ. Pour chaque partie, j'ai effectué, si cela avait un sens, une brève analyse quantitative, puis une analyse qualitative, en effectuant des liens avec ma partie théorique.

⁷⁷ Voir annexe 7.4

⁷⁸ Voir annexe 7.5

4.2. *Activité professionnelle et niveau de formation.*

Le point de départ pour cette partie de l'analyse est l'hypothèse 1.1 : « Les activités professionnelles exercées par les requérants d'asile ne correspondent pas à leur niveau de formation ».

Pour commencer cette analyse, voici un tableau récapitulatif incluant les formations effectuées par les requérants d'asile dans leur pays d'origine et les professions qu'ils exercent actuellement en Suisse. Ce tableau permet d'avoir une vision synthétique de la première partie des entretiens.

Fig. 3 : Résumé « activité professionnelle et niveau de formation »

No	Age	Date arrivée en Suisse	Formation dans le pays d'origine	Profession exercée dans le pays d'origine	Activité exercée en Suisse
1	42	1994	Graduant électricien (entre CFC et université = 3 ans d'études)	Electricien dans le composant informatique	Educateur et informaticien
2	38	Fin 1999	Ecole obligatoire dans son pays Etudes supérieures en Russie (ingénieur en électricité)	N'a pas exercé ni dans son pays ni en Russie	Informaticien de gestion, Interprète-médiateur culturel, éducateur
3	Env. 30	Informations non disponibles	BAC et géographie à l'université et en même temps école privée, formation en comptabilité et gestion des entreprises	Agent commercial	Intendant dans le domaine de l'asile
4	Env. 20	Informations non disponibles	Ecole jusqu'à 14 ans (sixième année terminée) et est venu en Suisse	Aucune	Manœuvre paysagiste
5	19	2005	Ecole primaire jusqu'à 15 ans et est venu en Suisse	Aucune	8 mois au « Botza » Garçon de café, service, puis serveur dans un bar
7	18	2005	Ecole jusqu'à 15 ans = 9ème année, pas d'autre formation	Aucune	Parcs et jardins en ville de Sion
8	23	2002	Ecole de 7 à 15 ans = 10ème année, pas d'autre formation	Un peu d'agriculture au sein de la famille	Serveur
9	34	1994	Ecole élémentaire et secondaire (jusqu'à 16 ans) Université de 16 à 20 ans, étude de langues (français et anglais)	Pas eu le temps	2 ans aide de cuisine Préapprentissage et menuisier (poseur) durant 8 ans, accident de travail, reconversion professionnelle Recherche un emploi de magasinier

Suite aux huit entretiens et aux investigations théoriques, nous constatons que divers thèmes en lien avec le niveau de formation et la profession exercée par les requérants d'asile sont récurrents et peuvent être mis en lien.

4.2.1. Le niveau d'étude dans le pays d'origine

Sur les 8 entretiens réalisés, nous constatons que :

- 4 requérants d'asile ont effectué des études dites de niveau supérieur, c'est-à-dire universitaire ou intermédiaire (graduant : entre le CFC⁷⁹ et l'université)⁸⁰.
- Les 4 autres requérants d'asile ont tous été scolarisés jusqu'à l'âge d'environ 15 ans. Cela représente entre 6 et 10 années de scolarité.

Ces chiffres sont simplement illustratifs et sont à considérer avec quelques explications complémentaires. En effet, les systèmes scolaires et les exigences de l'école varient beaucoup d'un pays à l'autre et entre chacun des pays d'origine des requérants interrogés et la Suisse. Il n'y a pas de correspondance entre les divers systèmes de formation. Sans investigations supplémentaires sur l'enseignement dispensé dans ces pays, il est difficile de comparer les systèmes et de classer les études effectuées en catégories (formation de niveau primaire, secondaire ou tertiaire). Aucune conclusion hâtive ne sera donc tirée de ce point de vue.

4.2.2. Pourquoi avoir arrêté l'école ou les études

Au travers des entretiens, nous avons constaté que les requérants d'asile avaient quitté l'école ou les études de deux façons différentes :

Tout d'abord, de façon volontaire. Les motifs invoqués sont parfois économiques : « J'ai arrêté l'école parce que je voulais venir en Suisse et faire quelque chose pour moi. Là-bas, chez nous, il n'y a pas beaucoup de boulot, il n'y a rien, et je voulais gagner ma vie. »⁸¹. Ils sont parfois liés à un idéal de jeunesse, à l'attrait de l'étranger. Aussi, certains requérants ont dû abandonner leur cursus scolaire de façon involontaire : « J'ai fini l'école primaire jusqu'à l'âge de 15 ans et demi et, après, j'ai dû quitter l'école à cause de problèmes et j'ai été obligé de quitter mon pays, et je suis venu en Suisse. »⁸².

⁷⁹ Certificat Fédéral de Capacité

⁸⁰ Entretien 1

⁸¹ Entretien 4, question 2

⁸² Entretien 5, question 1

4.2.3. Activité professionnelle exercée en Suisse

Dans ce chapitre, la question principale est de savoir dans quelle mesure le niveau de formation influence l'activité professionnelle exercée par les requérants d'asile. En d'autres termes, y a-t-il une correspondance entre le niveau de formation dans le pays d'origine et la profession exercée en Suisse ? Ou encore, comment deux personnes qualifiées ou non dans leur pays d'origine en viennent-elles à exercer une profession de même niveau de qualification (même secteur) en Suisse. Quelques éclairages sur les raisons de la correspondance, ou non, de ces éléments seront également effectués.

Correspondance entre niveau de formation dans le pays d'origine et profession exercée en Suisse

Pour illustrer la problématique, voici un schéma récapitulatif des cas de figure possibles :

Fig. 4 : Comparaison entre les études effectuées et la profession exercée

Cas de figure	A effectué des études dans le pays d'origine	Exerce une profession qualifiée en Suisse	Y a-t-il une correspondance ?
A	Oui	Oui	Oui
B	Oui	Non	Non
C	Non	Oui	Non
D	Non	Non	Oui

Dans le cadre des entretiens, les cas de figure suivant ont été rencontrés :

- A : 2 fois
- B : 2 fois
- C : 0 fois
- D : 4 fois.

Sur les 8 personnes interrogées, 4 (50%) ont effectué des études dites de niveau supérieur. Les 4 autres (50%) n'ont pas effectué d'études. Ce constat est déjà surprenant. En effet, certains préjugés laissaient croire que beaucoup moins de la moitié des requérants d'asile auraient effectué une formation de niveau plus ou moins universitaire dans leur pays d'origine.

Parmi les 4 (50%) requérants d'asile qui ont une formation dans leur pays :

- 2 (50%) ont un emploi « qualifié ». (Cas de figure A).
- 2 (50%) exercent une profession non qualifiée (Cas B).

De plus, parmi les 4 (50%) qui n'ont pas de formation dans leur pays :

- aucun (0%) n'exerce une profession qualifiée. (Cas C).
- 4 (100%) exercent une profession non qualifiée. (Cas D).

Cela me permet de constater qu'il y a deux cas de figures où il y a effectivement une correspondance :

- Le cas de figure A, où les personnes ont effectué une formation dans leur pays d'origine et exercent actuellement une profession qualifiée. Cela correspond à 2 personnes.
- Le cas de figure D, où les personnes n'ont pas effectué de formation de niveau supérieur et n'exercent pas une profession qualifiée. Cela correspond à 4 personnes.

Il en résulte ainsi que 6 personnes interrogées sur 8, exercent une profession en lien avec leur niveau de formation.

Le cas de figure C est évidemment une situation qui va de soi. Il en est de même pour la population suisse. Une personne qui n'a pas fait d'études exerce très rarement, voire jamais, dans un poste qualifié qui nécessite des connaissances spécifiques et une prise importante de responsabilités. Ce nivellement par le haut n'existe pas. Cependant, un nivellement par le bas existe. Il s'agit du cas B. En effet, 50% des personnes qui, chez nous, exercent une profession non qualifiée ont une formation de type universitaire dans leur pays d'origine.

Aussi, en réunissant les cas de figures A et C, nous constatons que seuls 25% des personnes interrogées exercent une profession qualifiée contre 75% qui exercent une profession non qualifiée (Cas B et D).

Tous ces éléments réunis permettent de faire émerger une tendance : les possibilités professionnelles des requérants d'asile ont tendance à être déqualifiées.

Difficultés et facilitateurs d'insertion professionnelle

Cette correspondance, ou non, entre le niveau de formation et la profession exercée est interdépendante des contraintes et des facilitateurs d'insertion évoqués par les requérants d'asile lors des entretiens. La profession exercée en Suisse ne résulte pas uniquement d'un choix personnel des requérants d'asile, mais est dictée par des contraintes légales, politiques et économiques. Nous relevons ainsi l'importance des éléments suivants dans cette analyse :

Le permis de séjour et l'autorisation de travail : Tout d'abord, voici un petit rappel de quelques éléments théoriques⁸³. Les requérants d'asile reçoivent un permis N à leur arrivée en Suisse et le conservent pour la durée de la procédure. Il existe une interdiction de travail d'une durée de trois à six mois. Le permis F est accordé aux personnes admises provisoirement qui ne peuvent pas, pour diverses raisons, être expulsées. En effet, la LAsi⁸⁴ interdit aux requérants d'asile de travailler durant les trois premiers mois de séjour en Suisse. Cette interdiction peut être prolongée de trois mois supplémentaires par le canton de domicile. Par ailleurs, les requérants sont autorisés à travailler uniquement dans certaines branches qui connaissent un déficit de main-d'œuvre suisse. Ces branches sont : l'industrie hôtelière, l'agriculture, la construction et le domaine des soins (homes et hôpitaux). Les requérants obtiennent une autorisation de travail, délivrée par le canton, uniquement si aucun Suisse ou étranger au bénéfice d'une autorisation de travail valable ne se présente au poste qui les intéresse. Depuis le 1er janvier 2007, tous les requérants au bénéfice d'un permis F ont accès au marché du travail, sous réserve d'avoir formulé une demande et d'avoir reçu une autorisation du canton.

Ces autorisations de travail sont, selon les requérants interrogés, difficiles à obtenir. Cela est confirmé par la réponse d'un requérant quand nous lui demandons quelles difficultés, pour travailler, il a rencontrées en arrivant en Suisse. « C'est arrivé à Vallorbe, on m'a donné un papier comme quoi on n'a pas le droit de travailler pendant les trois premiers mois qui suivent la demande d'asile. Cette interdiction peut aller jusqu'à six mois, si vous avez eu un rejet, par exemple. C'est tout ce que j'ai en tête, mais c'est quelque chose comme ça. Donc, durant cette période de trois à six mois, j'ai pas cherché à faire quelque chose [...]. Une amie m'a parlé d'un restaurant et je suis parti voir le patron. On a discuté et il a accepté que je vienne faire les extras, pour laver les assiettes... Je suis parti voir L.⁸⁵ pour avoir une fiche de demande d'autorisation. Il m'a donné ça. J'ai remis au patron. Le patron commence les démarches, il m'a appelé de venir signer un contrat avec lui, comme quoi j'allais commencer à faire le travail. Sur le contrat, on peut commencer provisoirement en attendant la demande. Il m'a demandé de venir faire quelques heures avec lui, comme ça tu peux voir comment ça se passe... A raison de deux

⁸³ Voir chapitre 2.2.1 Le cadre politique et légal : Asile et Loi sur l'Asile (LAsi)

⁸⁴ Loi sur l'Asile

⁸⁵ Nom connu de l'étudiante investigatrice

fois par semaine, j'ai fait quatre semaines... Malheureusement, ma demande a été rejetée. »⁸⁶.

Lors du dernier entretien, le requérant confirme ces difficultés : « Quand je suis arrivé en Suisse, si tu veux, j'ai commencé par deux ans d'hôtellerie à Sion. J'étais aide de cuisine. Après, j'ai trouvé un travail dans la construction parce que, quand je suis arrivé, on n'avait pas le droit de travailler. Et puis il y avait certains secteurs qui n'étaient pas permis pour les requérants d'asile, surtout le secteur tertiaire et puis la construction. Et puis voilà, l'agriculture et puis c'était la restauration. Après j'ai trouvé un travail, en préapprentissage pendant quatre ans après que j'ai arrêté l'hôtellerie. J'ai été formé en menuiserie. »⁸⁷. Ce requérant poursuit encore : « Ca fait bizarre quand tu es là. Ya aussi des critiques parce que les gens ne comprenaient pas quand tu vas demander du boulot, ils ne comprennent pas pourquoi toi tu viens, pourquoi... alors qu'il y a d'autres Suisses ou indigènes qui sont là. Pourquoi tu fais un travail que lui peut-être il ne veut pas. C'est clair qu'à l'époque, quand je suis arrivé, il y avait que la restauration pour nous ou l'agriculture. Donc voilà, des fois tu te sens un peu... je me sens un peu plus petit... »⁸⁸.

La reconnaissance des diplômes : Pour les quatre requérants interrogés qui ont fait des études, aucun n'a pu faire reconnaître son diplôme acquis à l'étranger, pour diverses raisons. Deux requérants, l'un exerçant une profession qualifiée, l'autre non, relèvent cette difficulté : « Moi, ce que j'aurais voulu, c'est dans le domaine de l'électricité, continuer la même chose, mais dans les standards ici, suisses, et puis faire équilibrer mon diplôme, ce diplôme que je n'ai pas sur moi parce que tout a été brûlé chez nous pendant la guerre. Je ne l'ai pas. Après, comme c'est à la mode l'informatique et que j'ai la science de base, alors j'ai commencé à faire l'informatique, pourtant je ne savais rien du tout. Je ne savais même pas comment bouger la souris au début quand je suis arrivé là. Je ne savais rien. »⁸⁹. Le second propose une alternative : « Il y a des amis qui m'ont dit que tout ce que nous avons fait en Afrique que ça n'a pas de valeur ici... [...] les gens de ce pays, les autorités de ce pays... ils veulent nous faire fuir, on peut faire un test pour voir si les écoles qu'on a fait là-bas ont une équivalence, je ne sais pas... [...] je peux me former, faire une formation d'une année, deux ans, et puis je fais... de tout façon, moi j'ai déjà une base. Je sais pas ce qu'on va me demander peut-être à l'école d'agriculture, mais les leçons qu'on me donne j'apprends. Si ya un examen, je passe. C'est ça. »⁹⁰.

Les possibilités limitées de faire une formation en Suisse : elles sont directement liées à la problématique de la reconnaissance des diplômes. Deux requérants qui ont suivi des études dans leur pays ont pu se former, une fois en Suisse. Lors de ce temps d'apprentissage, de nombreuses difficultés ont été rencontrées. Elles sont principalement liées au regard que portent les Suisses sur les étrangers et à l'aspect social que représente le fait d'étudier en étant un adulte. Il est, en effet, difficile de se retrouver sur les bancs de l'école à 33 ans et de devoir côtoyer des adolescents : « Il

⁸⁶ Entretien 3, question 8

⁸⁷ Entretien 9, question 4

⁸⁸ Entretien 9, question 8

⁸⁹ Entretien 2, question 7

⁹⁰ Entretien 3, question 7

y avait le double de différence d'âge. Et puis je faisais le pont entre le prof et les jeunes. C'était pas facile. Il faut être un peu sérieux parce que je ne suis plus un jeune homme de 15 – 16 ans, et puis il faut en même temps pour avoir la confiance des autres camarades de la classe, il faut être un peu aussi jeune, faire un peu ce qu'ils font eux...»⁹¹.

Le premier requérant interrogé ayant suivi des études en Suisse pense qu'avoir déjà des connaissances dans un domaine semblable est un atout pour étudier ici : « J'avais beaucoup de connaissances techniques sur les composants électroniques et ça m'a facilité de me pencher sur l'électronique. Il y avait une entreprise chez nous qui était investie dans l'informatique et puis moi par curiosité, j'ai été appelé là-bas à faire l'électricité et par cela je me suis incliné un tout petit peu sur cette informatique et ça m'a donné le goût. Quand je suis arrivé ici, c'est la première chose que j'avais dans tête de continuer l'informatique. »⁹².

Un autre requérant aurait voulu poursuivre ses études en Suisse et s'est retrouvé confronté à des résistances légales et politiques : « Si j'avais choisi, j'aurais voulu continuer mes études... chose qui n'était pas possible. J'ai demandé plusieurs fois pour voir si j'avais le droit d'étudier. On m'a dit que le permis qu'on m'avait donné ne me permettait pas d'avoir accès à certaines activités professionnelles ou éducatives. Donc je suis resté comme ça. Bon, je n'ai pas baissé les bras beaucoup de temps, vu que j'aime bien bricoler, j'ai eu une possibilité qui s'est ouverte en menuiserie et j'ai atterri là-dedans. »⁹³.

Pour les requérants qui n'ont pas de formation dans leur pays d'origine, la situation est encore plus difficile. En outre, pour effectuer des études, divers éléments entrent en ligne de compte. Il faut avoir les moyens financiers et être disponible intellectuellement. « Pour trouver un autre travail, il faut d'abord avoir des diplômes, ou alors il faut connaître des métiers. Alors avec l'âge que j'ai, 19 ans, jusqu'à 15 ans j'ai fait mes études chez moi et je ne connaissais pas de métier. [...] il faut aller à l'école, mais moi pourtant ça ne me dérange pas d'aller à l'école, pas du tout, moi j'aimerais bien aller à l'école et je me disais là je reprends mes études. En ce moment, je ne peux pas parce que j'ai assez de problèmes dans ma tête, alors je ne peux pas reprendre les études maintenant. C'est un projet que j'aimerais reprendre pour plus tard. »⁹⁴.

Nous relevons aussi le fait que plusieurs requérants interrogés ne souhaitent pas effectuer d'études. Leur priorité est souvent de gagner de l'argent dans le but d'être autonomes ou utiles⁹⁵ : « Je suis venu, je ne voulais que du travail et puis je me suis trouvé ça et j'ai commencé à bosser. *L'important pour toi c'était de trouver du travail, que ce soit paysagiste ou un autre métier, c'était égal ?* Ouais. »⁹⁶. Aussi, un

⁹¹ Entretien 2, question 8

⁹² Entretien 1, question 6

⁹³ Entretien 9, question 6

⁹⁴ Entretien 5, question 7

⁹⁵ Voir chapitre 4.4 Satisfaction au travail

⁹⁶ Entretien 4, question 6

requérant à qui nous demandons s'il a un domaine de travail de prédilection nous répond : « Non... juste un travail... »⁹⁷.

Savoir à qui s'adresser pour trouver du travail : Une autre difficulté, pour trouver du travail, relevée par certains requérants d'asile, est de ne pas savoir à qui s'adresser. En arrivant en Suisse, le requérant d'asile est « embarqué » dans une procédure officielle qui souvent le dépasse dans un premier temps. De plus, pour trouver du travail, il doit être au courant du fonctionnement administratif et légal du travail. Aussi, comme il ignore tout des entreprises de la région, les démarches se compliquent rapidement : « Pour trouver un travail et comme je ne connaissais personne et que je ne connaissais pas le métier non plus c'était vachement dur et je ne savais pas à qui demander pour trouver un travail. »⁹⁸. Cela est confirmé par un second requérant : « Au début, pour trouver... oui c'est dur pour trouver, mais après quand j'ai trouvé non. C'était plus facile pour moi, parce que je connais quand même un peu les gens et puis voilà. Ils ont pu m'aider pour trouver un boulot. »⁹⁹.

A cela s'ajoutent souvent des actes racistes : « Il y avait aussi des actes racistes, ça c'est clair. Bon, moi je dis ce sont des jeunes qui ne comprenaient pas. Ils utilisaient des mots, ils disaient des fois, sans se rendre compte que je suis de confession musulmane, par exemple il y avait des événements, on entend parler du 11 septembre, quand on parlait de terrorisme dans l'Atlas avec le prof de branche générale, y'avait justement ces jeunes qui disaient des phrases, des mots un peu bizarres. »¹⁰⁰. Aussi, le Valais est reconnu comme étant un canton assez fermé : « Il faut dire que quand on est arrivé ici on était parmi les premiers black comme on dit... donc c'était pas très très facile... disons au début c'est pas facile pour nous dans l'intégration, c'est vrai. Parce que... c'est clair que le Valais c'est quand même un canton qui est assez fermé, disons. Et puis, j'ai toujours des images qui me viennent, quand t'es dans la rue, ou bien faire les courses dans les magasins... t'avais ce sentiment que tu étais vraiment étranger, quoi. Et voilà quoi, pour trouver du boulot, c'était aussi la même chose. C'est-à-dire, si tu vas tout seul pour demander du boulot, tu es sûr que tu ne vas pas trouver. Ya personne. C'est pas une majorité, mais je veux dire... Et voilà j'ai passé par là... C'est clair que j'en ai ramassé vraiment. ça fait bizarre quand tu es là. Ya aussi des critiques parce que les gens ne comprenaient pas quand tu vas demander du boulot, ils ne comprennent pas pourquoi toi tu viens, pourquoi... alors qu'il y a d'autres Suisses ou indigènes qui sont là. Pourquoi tu fais un travail que lui peut-être il ne veut pas. C'est clair qu'à l'époque, quand je suis arrivé, il y avait que la restauration pour nous ou l'agriculture. Donc voilà, des fois tu te sens un peu... je me sens un peu plus petit... »¹⁰¹.

⁹⁷ Entretien 7, question 6

⁹⁸ Entretien 5, question 8

⁹⁹ Entretien 8, question 8

¹⁰⁰ Entretien 2, question 8

¹⁰¹ Entretien 9, question 8

Ne pas parler le français est aussi une importante difficulté reconnue par les requérants d'asile. Ce point est la partie principale du deuxième axe d'analyse nommé : « Insertion professionnelle et niveau de français ».

Un élément facilitateur est évoqué par 6 requérants sur 8 lors des entretiens : Le Centre de Formation du « Botza »¹⁰². Il s'agit d'un centre de formation et d'occupation des requérants d'asile. Il permet aux personnes qu'il accueille de développer des notions professionnelles en vue d'une intégration sociale et professionnelle. Il a permis à plusieurs requérants d'apprendre le français, d'acquérir une certaine habileté professionnelle et ainsi de trouver une première place de travail : « Au début quand je suis arrivé en Suisse, je parlais pas bien le français, j'avais pas de métier, j'ai travaillé pendant huit mois dans un centre de formation, au « Botza », à Ardon. Ce centre a été construit, en fait, pour former les requérants d'asile et puis là j'ai travaillé pendant huit mois comme serveur. C'est là que j'ai appris un peu. [...] Et puis là pour trouver un travail et comme je ne connaissais personne et que je ne connaissais pas le métier non plus c'était vachement dur et je ne savais pas à qui demander pour trouver un travail. Et là grâce à un monsieur qui s'appelle Monsieur R.¹⁰³ qui travaille pour les requérants d'asile au Centre de Formation du « Botza », lui il m'a trouvé un travail dans un restaurant »¹⁰⁴. « Le Botza » est un élément récurrent de mon analyse. Il fait l'objet de diverses parties de ce travail.

¹⁰² Voir chapitre 3.2.1 Centre de formation et d'occupation « Le Botza »

¹⁰³ Nom connu de l'étudiante investigatrice

¹⁰⁴ Entretien 5, question 4 et 8

4.2.4. Conclusion

L'hypothèse de départ pour cet axe d'analyse était la suivante : les activités professionnelles exercées par les requérants d'asile ne correspondent pas à leur niveau de formation.

Suite à cette analyse, il résulte que :

- 4 requérants sur 8 ont effectués des études dites de niveau supérieur dans leur pays d'origine. Sur ces 4 requérants, 2 exercent une profession qualifiée en Suisse, tandis que les 2 autres non.
- Sur les 4 requérants n'ayant pas effectué d'études dans leur pays d'origine, aucun n'exerce une profession qualifiée en Suisse.

Nous constatons ainsi que seuls 2 requérants sur 8 exercent une profession qualifiée alors que 4 requérants sur 8 ont effectué des études de niveau supérieur. De ce fait, 6 requérants sur 8 exercent une profession en lien avec le niveau d'études effectué que ce soit dans un domaine qui nécessite ou non d'avoir effectué une formation spécifique.

Au regard des éléments évoqués ci-dessus, nous constatons que cette hypothèse n'est pas confirmée telle quelle. Cela montre une tendance à un nivellement par le bas, à une déqualification des compétences professionnelles des requérants d'asile.

En effet, formulée de la façon suivante : « Plus le niveau de formation des requérants d'asile est élevé, moins il y a de correspondance entre le niveau de formation et la profession exercée », cette hypothèse se vérifie avec les quelques restrictions relevées dans l'analyse.

Nous constatons également que beaucoup de critères entrent en ligne de compte pour considérer une telle question de la manière la plus complète possible. Il y a les aspects légaux (autorisations de travail et permis), la reconnaissance des diplômes, les possibilités de se former en Suisse... Ces éléments sont également des pistes de travail pour les personnes en charge des requérants d'asile. En effet, un travail pourrait être réalisé par les autorités suisses pour améliorer, par exemple, la reconnaissance des diplômes acquis à l'étranger. Cela pourrait se faire par le biais de test d'évaluation des connaissances et compétences des requérants dans les domaines dans lesquels ils sont qualifiés. L'accès aux études pourrait aussi être simplifié. Ces pistes seront plus largement évoquées dans les conclusions générales consacrées aux conséquences pour la pratique professionnelle.

Finalement, d'autres critères tels que l'âge d'arrivée en Suisse, le pays d'origine, la période écoulée entre l'arrivée en Suisse et la situation actuelle auraient pu être considérés. Tous ces éléments pourraient être à eux seuls l'objet d'un travail de mémoire.

4.3. Insertion professionnelle et niveau de français.

4.3.1. Analyse

Le point de départ de cette deuxième partie de l'analyse est l'hypothèse 1.2 : « Les perspectives d'insertion professionnelle des requérants d'asile sont conditionnées par leur niveau de français ».

Pour commencer cette analyse, un tableau récapitulatif de la façon dont les requérants d'asile ont appris le français a été effectué. Il se trouve en annexe de ce travail¹⁰⁵. Dans un deuxième temps, les professions exercées par les requérants ont été mises en lien avec leur niveau de français. Le tableau ci-dessous permet d'avoir une vision synthétique de la deuxième partie des entretiens.

Fig.5 : Comparaison chiffrée entre le niveau de français et les cours de langue

Nombre d'entretiens	Parlaient-ils le français à leur arrivée?	Ont-ils bénéficié de cours de français?	Cas de figure
8 personnes = 100%	Oui = 3 pers. = 37.5%	Oui = 0 pers. = 0%	A
		Non = 3 pers. = 37.5%	B
	Non = 5 pers. = 62.5%	Oui = 3 pers. = 37.5%	C
		Non = 2 pers. = 25%	D

Suite à la création de ce tableau, nous constatons que sur 8 requérants d'asile :

- 3 parlaient le français en arrivant en Suisse. (A+B)
- 5 ne parlaient pas le français. (C+D)

Sur les 3 (37,5%) requérants d'asile qui ont appris le français avant leur arrivée en Suisse, aucun n'a eu besoin de cours de français supplémentaire (B). Leur niveau était déjà bon, voire très bon. Ce niveau est une autoévaluation des requérants eux-mêmes. Il ne correspond pas à une norme officielle. Les raisons pour lesquelles ils parlaient déjà le français sont les suivantes :

- Le premier a étudié dans le pays voisin de son pays d'origine. Le pays voisin est une colonie française. (Entretien 1).

¹⁰⁵ Voir annexe 7.5 Tableaux résumées des axes d'analyse

- Le deuxième habitait, lui-même, dans une colonie française : « Le français, vous savez... mon pays a été colonisé par la France... [Mon pays] est une colonie française. Alors le français, c'est une langue obligatoire, c'est une langue officielle. C'est l'outil de travail, sans le français, tu ne peux pas évoluer parce que la langue paternelle est complètement oubliée au profit du français. C'est ça ! Il y en a plusieurs, que moi je parle, il y a le nina, elbe, etc... »¹⁰⁶.
- Le troisième, quant à lui, a fréquenté une école bilingue : «... j'ai fait une école bilingue, donc j'ai fait les deux langues, anglais – français depuis... l'âge de 4 ans. Donc pour moi, il n'y avait pas de problème au niveau du langage. »¹⁰⁷

Sur les 5 requérants qui ne parlaient pas le français, 3 ont bénéficié de cours (C), tandis que 2 non (D). Précisons que les deux requérants qui ont seulement suivi des cours durant 1 semaine (entretien 7) et 2 semaines (entretien 5), ont été comptés comme n'ayant pas bénéficié de cours de langue française. Ces deux requérants ont volontairement quitté l'école. Cela permet d'affirmer que tous les requérants qui ne parlaient pas le français ont eu accès à des cours de langue. Cependant, sur ces 5 requérants, trois seulement ont saisi cette opportunité.

En ce qui concerne les 3 autres requérants ne parlant pas le français, ils ont bénéficié de cours de langue dans des circonstances diverses :

- Le premier a eu des cours dans le cadre du foyer « Beau Site »¹⁰⁸ à Sierre. A l'époque de son arrivée en Suisse, fin 1999, le « Botza » n'existait pas encore : « Dès que je suis arrivé en Suisse, fin 99, alors, moi j'étais à Sierre à cette époque-là. Il n'y avait pas ces facilités qu'on a actuellement ici. Y avait pas le centre de formation du « Botza », il y avait que deux fois par semaine les cours de français. La première chose que j'ai faite c'est apprendre la langue, et puis j'ai fait vraiment des efforts. J'avais tout le temps mon dictionnaire avec moi. J'arrêtais des personnes dans la rue pour poser la question comment on dit ça en français. Je regardais les films en français. Je participais aux cours aussi. Mais... franchement, j'ai appris très vite le français. »¹⁰⁹
- Le deuxième a pris les cours de français au « Botza » : « J'ai travaillé trois mois au « Botza » et on a fait une heure de temps, lundi, mercredi et vendredi. On a fait l'école une heure de temps et j'ai appris un peu comme ça. Et puis j'ai appris avec les collègues et les copains comme ça. J'ai pas été à l'école à Sion. »¹¹⁰
- Le dernier (Entretien 8), quant à lui, étant mineur à son arrivée, a été placé dans une famille d'accueil. Il a appris le français oral avec la famille et,

¹⁰⁶ Entretien 3, question 9

¹⁰⁷ Entretien 9, question 9

¹⁰⁸ Ancien lieu d'accueil des requérants d'asile.

¹⁰⁹ Entretien 2, question 11

¹¹⁰ Entretien 4, question 11

parallèlement, est allé au Foyer Saint-Raphaël avant d'intégrer l'école professionnelle de Martigny. Ensuite, il a suivi les cours des classes d'intégration de Sion¹¹¹. En dernier lieu, il s'est formé au « Botza ».

Nous constatons, une fois de plus, l'importance que prend le « Botza » dans le parcours professionnel des requérants d'asile.

Nous relevons aussi que les huit requérants interrogés parlent tous le français de façon courante. Cet élément était un des critères dans le choix de l'échantillon des personnes à interroger.

Si nous prenons la problématique d'un autre point de vue, c'est-à-dire en commençant par tenir compte des personnes qui ont bénéficié de cours de langue à leur arrivée, nous constatons que :

- 5 personnes sur 8 n'ont pas bénéficié de cours de langue. (B+D)
- 3 personnes sur 8 seulement ont bénéficié de cours de langue. (C)

Cela permet aussi de dire que 3 personnes parlaient déjà le français à leur arrivée en Suisse (A). Ces personnes ont été envoyées dans un canton francophone. Cela relève du hasard¹¹².

¹¹¹ Voir chapitre 3.2.1 Centre de formation et d'occupation « Le Botza »

¹¹² Voir axe d'analyse 4.5 « Entre souhaits et réalité »

4.3.2. Profession exercée et niveau de français

Suite à l'analyse de ce deuxième axe : « Activité professionnelle et niveau de français », nous allons maintenant effectuer le lien entre cette partie et la précédente nommée « Activité professionnelles et niveau de formation ». L'objectif de cette démarche est de comparer les professions exercées avec le niveau de français des requérants d'asile.

Fig. 6 : Comparaison entre la profession exercée et le niveau de français

Ent. no	A votre arrivée en Suisse parliez-vous le français ? Quel niveau ?	Avez-vous bénéficié de cours de langue ?	Dans quelle mesure cela vous a-t-il aidé à trouver du travail ?	Profession exercée en Suisse.
1	Oui	Non.	Pas d'informations disponibles.	Educateur et informaticien.
2	Non	Oui	Pas que les cours.	Informaticien de gestion, Interprète - médiateur culturel, éducateur.
3	Oui	Non	Pas besoin d'interprète pour écrire des lettres de postulation.	Intendant dans le domaine de l'asile.
4	Non	Oui	« Un copain a cherché pour moi. Stage 1 semaine. Je bosse bien, le patron m'a engagé. » « Le patron s'en fout du niveau de français. Il veut que je bosse. »	Manœuvre paysagiste.
5	Non	Non	1. français 2. trouver du travail. Si tu ne réponds pas aux questions du patron il ne va pas t'engager.	8 mois au « Botza » Garçon de café, service, puis serveur dans un bar.
7	Non	Non	Ca a aidé beaucoup.	Parcs et jardins en ville de Sion.
8	Non	Oui	Pas d'informations disponibles.	Serveur.
9	Oui.	Non	Pas d'informations disponibles.	2 ans aide de cuisine. Préapprentissage et menuisier (poseur) durant 8 ans, accident de travail, reconversion professionnelle Recherche un emploi de magasinier.

Fig. 7 : Comparaison chiffrée entre la profession exercée et le niveau de français

Nombre d'entretiens	Parlaient-ils le français à leur arrivée?	Exerce une profession qualifiée en Suisse	Cas de figure
8 personnes = 100%	Oui = 3 pers. = 37.5%	Oui = 1 pers. = 12,5 %	A
		Non = 2 pers. = 25 %	B
	Non = 5 pers. = 62.5%	Oui = 1 pers. = 12,5 %	C
		Non = 4 pers. = 50 %	D

Les éléments présentés dans le premier axe d'analyse mis en lien avec des éléments du deuxième axe d'analyse permettent d'effectuer plusieurs constats :

- Sur les 3 personnes qui parlaient le français à leur arrivée en Suisse, 1 seule exerce une profession qualifiée (A).
- Aussi, sur les 5 personnes qui ont dû apprendre le français, 1 seule exerce une profession qualifiée (C).

A l'inverse, nous constatons également que :

- 2 personnes sur 3 qui parlaient déjà le français à leur arrivée n'ont pas eu accès à une profession qualifiée (B).
- 4 personnes sur 5 qui ne parlaient pas le français, n'ont également pas eu accès à des professions qualifiées (D).

Il en résulte que sur les 8 personnes interrogées, seules 2 exercent une profession qualifiée. Sur ces deux personnes, la première parlait le français à son arrivée en Suisse, tandis que la seconde non. Statistiquement, cela signifie que 50% des requérants d'asile qui exercent une profession qualifiée ont appris le français ici, et 50% des requérants le savaient déjà. Sur les 50% qui ont appris le français ici, 100% des requérants d'asile ont bénéficié de cours de langue. A l'inverse, 2 personnes sur 3 qui parlaient très bien le français à leur arrivée, n'ont pas eu accès à une profession qualifiée (66%). Toutefois, ces chiffres ne sont pas exploitables car l'échantillon concerné par ces statistiques ne concerne que 2 ou 3 personnes !

Pour pouvoir définir des tendances concernant cette deuxième hypothèse, il aurait fallu interroger des requérants d'asile qui ne parlent pas encore le français pour connaître leur niveau d'insertion professionnelle. Cependant, aucune personne interrogée ne correspondait à ce profil car un des critères de choix était que la personne parle déjà le français pour ne pas avoir recours à un interprète.

Toutefois, la tendance générale qui ressort de cette deuxième partie est le fait que, pour avoir accès au marché du travail, dans le Valais Romand, que ce soit pour exercer une profession qualifiée ou non, il faut savoir le français. Le niveau de français peut-être plus ou moins élevé, appris lors de cours ou au contact de collègues, peu importe. Chaque requérant a un avis différent :

- « *Est-ce que le fait de savoir un petit peu le français, c'était plus facile quand tu allais voir des patrons pour trouver du travail ?* Moi-même j'ai pas vu mon patron. C'est un copain qui l'a cherché pour moi. J'ai été juste pour faire un stage une semaine. Après il a vu que je bosse bien et il m'a engagé. C'est tout.
Comme tu ne parlais pas français au début quand tu travaillais, enfin, ou peu le français, comment tu faisais pour communiquer avec le patron ou les collègues ? Je sais pas, ils comprenaient un peu. Je sais pas. Moi je savais parler quelque chose, mais pas trop. Il s'en fout. Il voulait que je bosse. »¹¹³
- « Non. C'est avant que je trouve du travail que j'ai appris le français parce que sinon quand on ne parle pas le français on ne peut pas trouver un travail. Si tu vas chez un patron et il pose deux, trois questions et que tu ne sais pas répondre tu ne vas pas être engagé... Surtout dans la restauration, tu es toujours en contact avec les gens. »¹¹⁴

Ce n'est pas parce qu'une personne parle mieux le français qu'elle exercera une profession qualifiée. Aucun rapport proportionnel de cet ordre n'a été constaté dans le cadre de cette étude.

4.3.3. Conclusion

En conclusion, cette deuxième hypothèse ne peut être vérifiée au regard des éléments précités. De plus amples investigations auprès de requérants ne parlant pas ou très peu le français seraient utiles pour apporter des informations complémentaires sur les tendances en la matière. Aussi, le processus de recherche d'une activité professionnelle est parallèle au processus d'apprentissage du français. En effet, un requérant d'asile récemment arrivé en Suisse ne trouve pas du travail tout de suite. Il a tout d'abord un délai durant lequel il ne peut pas travailler. Ce délai est de trois à six mois. Durant cette période, le requérant peut déjà commencer à apprendre le français, fréquenter le « Botza », développer quelques compétences professionnelles... Trouver un travail dans une entreprise est l'étape suivante. Les requérants qui parlent le français à leur arrivée gagnent simplement un peu de temps car leur « acclimatation » à la Suisse et à son mode de fonctionnement est plus facile et rapide.

¹¹³ Entretien 4, question 13

¹¹⁴ Entretien 5, question 13

4.4. Satisfaction au travail

Le point de départ de cet axe d'analyse est l'hypothèse 2.1 : « Les personnes requérantes d'asile ne sont pas satisfaites de leur travail. » En émettant cette hypothèse, l'objectif était de découvrir et comprendre quelle est la place du travail et son importance dans la vie des requérants d'asile en Valais.

En premier lieu, un tableau récapitulatif des réponses données par les requérants d'asile a été effectué. Il se trouve en annexe de ce travail¹¹⁵.

Pour analyser cet axe, les éléments théoriques¹¹⁶ seront éclairés par les réponses données par les requérants d'asile lors des entretiens. En effet, pour comprendre si les requérants d'asile sont ou non satisfaits de leur travail, il faut tout d'abord étudier quelle place prend le travail dans leur vie et quelle est son utilité. Il est également important de comprendre ce qui motive les requérants d'asile en situation de travail. Toutes ces informations réunies donneront des éléments de réponse à cette hypothèse.

Précisons encore que le guide d'entretien¹¹⁷ a été réalisé sur la base de la partie théorique préalablement développée. De ce fait, les liens entre la partie théorique et les entretiens ont été facilités.

Suite à la création des tableaux précités (en annexe), nous nous rendons compte qu'une comparaison chiffrée très détaillée, comme effectuée lors des deux axes précédents, n'a que peu d'intérêt. Les quelques éléments chiffrés suivants font toutefois sens :

- Les 8 personnes interrogées disent toutes aimer leur travail. 3 personnes souhaitent tout de même changer de travail, dont 2 dans le but de faire une formation.
- 7 personnes relèvent que leurs collègues ou patron reconnaissent la qualité de leur travail. La 8^{ème} personne n'a pas répondu à cette question.
- 6 personnes sont, d'une manière générale, satisfaites de leur situation professionnelle. Les 2 autres personnes n'ont pas répondu à cette question.

Ces éléments seuls ne suffisent pas à vérifier cette hypothèse, mais ils donnent une tendance générale : globalement, les requérants d'asile interrogés éprouvent de la satisfaction dans leur travail.

¹¹⁵ Voir annexe 7.5 Tableau résumé des axes d'analyse

¹¹⁶ Voir chapitre 2.1.1 Le travail et l'identité, la motivation et la satisfaction au travail et chapitre 2.1.2 L'intégration et l'insertion

¹¹⁷ Voir annexe 7.3 Guide d'entretien

L'analyse détaillée qui suit permettra de consolider ou, au contraire, d'infirmer cette tendance.

4.4.1. Le travail et l'identité

Comme détaillé dans la partie théorique, selon Dominique Méda¹¹⁸, le travail donne la possibilité aux individus d'acquérir des revenus, mais également de créer des rapports sociaux. Le travail est aussi assimilé à la liberté et à l'effort. Il permet d'être socialement utile.

Lors des entretiens, la question suivante a été posée aux requérants d'asile : « *Que vous apporte votre travail ?* » Les réponses ont été surprenantes. Nous pourrions penser que tout le monde allait évidemment répondre : « Un salaire ! », or seul un requérant a spontanément répondu cela : « De l'argent quoi ! [...] *Est-ce qu'il t'apporte autre chose ?* Et aussi... discuter toute la journée avec les employeurs de mon boulot... Tu fais des rencontres... C'est mieux que de rester à la maison... sans rien faire »¹¹⁹. Un second requérant l'a simplement évoqué (entretien 4), tandis que les autres n'ont pas du tout parlé de cet aspect de leur travail.

Les réponses de tous les requérants d'asile sont illustratifs de la théorie de Dominique Méda. En effet, quatre requérants (entretiens 2, 5, 7, 9) ont mis en avant le fait que leur travail leur permet de rencontrer des gens ou d'être plus intégrés à la société suisse : « Travailler dans la restauration, on rencontre les gens et je suis toujours dans la société [...] j'ai toujours contact avec les gens, je rencontre plein de choses, je découvre plein de choses... »¹²⁰.

L'action de travailler procure aux requérants d'asile un certain soulagement, une libération. En effet, les requérants ont souvent dû rester à la maison, sans occupation pendant une période plus ou moins longue¹²¹. Durant cette période d'inactivité, certains requérants ont beaucoup ressassé des événements, souvent douloureux, de leur parcours de vie. La démarche de commencer un travail leur permet, en effet, d'occuper leur journée et leurs pensées : « Ca m'a un peu soulagé, quand je suis arrivé, je suis tranquille toujours dans ma chambre. J'étais seul [...] quand j'ai commencé ce travail, ça m'a beaucoup soulagé. [...] ça occupe bien les journées et ça m'a aussi un peu libéré, ça m'a complètement libéré. »¹²². Cet avis est partagé par un autre requérant : « Je m'habille, je gagne ma vie, je n'ai pas besoin d'aide, je travaille, je rentre à la maison, je fais mes commissions. Je suis responsable de ma maison. *Autonome ?* Exactement. Et puis j'aime beaucoup, parce que ... si je reste à la maison, je pense à plein de choses et donc ça me change beaucoup par rapport à ma vie... »¹²³.

¹¹⁸ MEDA, Dominique. *Le travail, une valeur en voie de disparition*. Paris : Aubier, 1998. 358 p.

¹¹⁹ Entretien 7, question 16

¹²⁰ Entretien 5, question 16

¹²¹ Voir chapitre 2.2.1 Le cadre politique et légal : Asile et Loi sur l'Asile (LAsi)

¹²² Entretien 3, question 16

¹²³ Entretien 8 question 16

Deux requérants évoquent également le plaisir que leur procure leur travail : « Quand on commence un chantier, tu ne trouves pas joli mais quand c'est fini tu trouves joli. Ca fait du plaisir. [...] Je gagne les sous et ça me fait plaisir aussi. J'arrive pas à rester tranquille. Ouais, j'ai besoin de bouger. »¹²⁴. D'autres requérants ont également exprimé le fait que le travail leur a permis de prendre confiance en eux, de gagner en indépendance et en autonomie, de vivre « comme les autres » (sous-entendu la population suisse), mais également de découvrir de nouvelles choses, comme, par exemple, la ville de Sion.

Dominique Méda¹²⁵ relève également que la place importante du travail est plus remarquable quand ce dernier manque (chômage). La neuvième personne interrogée était en période d'inactivité professionnelle. Elle a toutefois pu parler de ce que lui apporte le travail quand elle en a un : « Bon d'abord c'est une utilité. Je sais que je suis utile [...] mon travail me permet, d'aller encore plus dans la société suisse... moi c'est ce qu'il m'a apporté, c'est une intégration beaucoup plus facilitée du fait que je parle le français aussi, c'était un avantage pour moi. Je me sens utile, c'est ça spontanément qui me vient. »¹²⁶. Cette réponse confirme, en effet, la théorie de Dominique Méda.

Cette dernière relève tout de même que le but premier du travail n'est pas de créer des liens sociaux, mais il permet toutefois aux gens de se rencontrer de « manière dérivée ». D'autre part, toujours selon Dominique Méda, le lien social ne se crée pas uniquement dans le cadre du travail. En ce qui concerne les requérants d'asile, la question se pose de savoir si le travail n'est pas le premier lieu de socialisation et de satisfaction. En effet, leurs possibilités d'intégration à la société sont plus limitées que celles de la population suisse. Cette théorie aurait pu être une autre hypothèse de ce travail de recherche. Pour répondre à une telle question, d'autres investigations auraient été nécessaires.

¹²⁴ Entretien 4, question 16

¹²⁵ MÉDA, Dominique. *Le travail, une valeur en voie de disparition*. Paris : Aubier, 1998. 358 p.

¹²⁶ Entretien 9, question 16

4.4.2. La motivation et la satisfaction

Dans la partie théorique, nous référant au travail d'Estelle Morin¹²⁷, nous avons relevé le fait que la motivation au travail est déterminée par deux ensembles de facteurs : les caractéristiques personnelles et les caractéristiques du milieu.

Les caractéristiques personnelles sont les besoins, valeurs, attitudes, traits de personnalités de chaque requérant interrogé. Ces éléments sont difficilement repérables lors d'un seul entretien. Des fragments de réponse ont toutefois été apportés grâce à la partie précédente de l'analyse : le travail et l'identité. En effet, la façon dont les requérants ont répondu à la question : « *Que vous apporte votre travail ?* » est représentative d'une petite part de leur personnalité et de leurs valeurs.

Les caractéristiques du milieu sont, quant à elles, les sept conditions d'un travail stimulant évoquées dans la partie théorique¹²⁸. C'est, en effet, dans le cadre d'un travail stimulant qu'une personne peut se sentir valorisée par ce dernier et éprouver de la satisfaction. Ces conditions ne sont pas des catégories fermées. Des éléments se retrouvent dans diverses catégories. Nous n'allons donc développer ici que les conditions qui apportent des éléments de réponse significatifs :

Un travail qui a du sens : Le sens est la façon dont l'individu conçoit le travail. C'est ce que représente le travail pour lui et les raisons pour lesquelles il travaille (finalité, fonction du travail). Cette notion renvoie l'individu à la nécessité vitale qu'il a de faire quelque chose, à son utilité. Cette notion est déjà très présente dans la partie de l'analyse sur le travail et l'identité. Un requérant confirme cette théorie : « Il y a des remerciements et puis moi je ressens ça. Ça fait du bien. Donc, je me dis, maintenant, que je peux servir à quelque chose qui est bien pour tout le monde. Entre guillemets, je deviens un peu fier, voilà. »¹²⁹.

Une bonne connaissance des résultats : Il est important pour l'employé d'avoir un retour sur les résultats obtenus aussi grâce à ses propres efforts. Pour y parvenir, les moyens sont l'observation directe, les feed-back des collègues et du supérieur. Chez les personnes interrogées, une situation professionnelle particulière permet de connaître rapidement les résultats obtenus par l'observation directe. En effet, les aides paysagistes ont une vision facile et claire des résultats obtenus : « Quand on commence un chantier, tu ne trouves pas joli mais quand c'est fini tu trouves joli... »¹³⁰. Pour les autres personnes interrogées, cette connaissance des résultats passe par le feed-back des collègues ou du patron : « Oui oui, ils disent toujours que je travaille bien... des fois le patron, il me le dit pas souvent, mais les collègues là ils disent toujours que je bosse bien. »¹³¹.

¹²⁷ MORIN, Estelle. *Psychologies au travail*. Québec : Gaétan Morin éditeur, 1996. 353 p.

¹²⁸ Voir chapitre 2.1.1 Le travail et l'identité, la motivation et la satisfaction au travail

¹²⁹ Entretien 2, question 18

¹³⁰ Entretien 4, question 16

¹³¹ Entretien 4, question 18

Des récompenses appropriées : elles peuvent être intrinsèques (fierté pour le travail accompli, satisfaction personnelle, estime de soi, responsabilités...) ou extrinsèques (rémunération, promotion...).

Une marge discrétionnaire : il s'agit de la responsabilité, de l'autonomie et de la liberté d'action de l'individu dans l'exercice de ses fonctions (influence sur la prise de décision). La responsabilité est aussi liée au désir d'être libre et au besoin de sécurité (deux états opposés).

Dans ces deux conditions se retrouve l'idée de la responsabilité de l'individu dans son travail. Lors des entretiens, diverses sortes de responsabilités présentées par les requérants d'asile ont été identifiées. Il y a la responsabilité individuelle qui correspond à l'envie que chacun a de bien faire son travail, la responsabilité envisagée comme une promotion : « J'étais responsable du bar. [...] Responsable pour contrôler le bar, descendre à la cave, pour prendre les commandes, qu'est-ce qui nous manque [...] Et en plus faut compter toute la caisse le soir. Maintenant, je viens de commencer à travailler « au B. », ça fait deux mois, donc je ne suis pas responsable. »¹³². Il y a aussi la responsabilité commune de tous les employés pour que l'entreprise fonctionne : « Tout le monde est responsable de faire son boulot. Chacun est responsable de cette maison, faire ce qu'il doit faire. Et puis ce n'est pas une responsabilité spéciale. »¹³³. Cette dernière responsabilité est très liée à la condition suivante pour un travail stimulant : une stimulation sociale appropriée. De plus, certains requérants s'investissent pour prendre des responsabilités, tandis que d'autres se contentent de bien faire leur travail : « On fait tout ce que dit le patron, quoi. Ya plusieurs groupes. Toi tu vas là-bas, toi tu vas là-bas... C'est lui qui décide quoi. »¹³⁴.

En ce qui concerne la marge discrétionnaire exclusivement, un seul requérant m'en a parlé : « Bien sûr que je suis libre. Je peux donner mes idées aussi au patron. »¹³⁵.

Une stimulation sociale appropriée : elle est liée à la culture d'entreprise, à l'intégration et au partage de valeurs communes¹³⁶.

Des conditions adéquates : elles permettent de prévenir le mécontentement, de réduire le stress et de promouvoir la santé et la sécurité au travail. Sur les huit requérants interrogés, quatre sont satisfaits de leurs conditions de travail, un n'est pas satisfait (travail temporaire, pas de vacances et pas de salaire si pas de travail) et trois n'ont pas répondu à cette question (dont un sans emploi actuellement). Un requérant relève le fait que : « Ya tout le monde qui a envie de toujours plus, mais ça va. C'est assez. Moi aussi j'aimerais avoir plus, mais c'est impossible, je ne peux pas avoir »¹³⁷.

¹³² Entretien 5, question 14

¹³³ Entretien 8, question 14

¹³⁴ Entretien 8, question 14

¹³⁵ Entretien 5, question 19

¹³⁶ Voir la condition précédente : une marge discrétionnaire

¹³⁷ Entretien 8, question 17

Des objectifs clairs et stimulants : Ce thème n'a pas été abordé lors des entretiens.

En résumé, en analysant ces conditions d'un travail stimulant, nous constatons que, d'une manière générale, les requérants d'asile disent bénéficier de conditions de travail qui les satisfont.

4.4.3. Conclusion

L'hypothèse de départ, pour la construction de cet axe d'analyse était la suivante : les personnes requérantes d'asile ne sont pas satisfaites de leur travail. Cette hypothèse a été formulée de façon négative en imaginant que les requérants d'asile ne pouvaient pas trouver un travail qui leur plaise réellement et dans lequel ils trouveraient des éléments de valorisation et de satisfaction.

Or, le résultat global de cette analyse est très surprenant. En effet, suite à la brève analyse quantitative et au développement des notions de « travail et identité » et de « motivation et la satisfaction », nous pouvons affirmer que cette hypothèse n'est pas vérifiée.

Au contraire, nous avons découvert que les requérants se sentent globalement très valorisés par le travail. Nous ne pouvons que nous en réjouir car il est préférable, pour les requérants, qu'ils trouvent dans le travail un lieu de satisfaction, d'épanouissement personnel et de reconnaissance sociale. Il est vrai que, lors des entretiens, il était surprenant de constater l'attitude éminemment positive des requérants vis-à-vis de leur travail.

Aussi, l'objectif, dans cet axe, était de comprendre la place que prend le travail dans la vie des requérants d'asile. Cet objectif a été atteint. Une comparaison avec la place que prend le travail dans la vie de la population suisse aurait également pu être effectuée.

Dans cette partie de l'analyse, nous avons également constaté qu'il n'existe pas d'indices concrets et mesurables scientifiquement pour étudier une notion telle que la satisfaction. Pour cela, il faut passer par l'intermédiaire de paramètres plus facilement quantifiables ou comparables tels que les conditions d'un travail stimulant.

4.5. Entre souhaits et réalité

Le point de départ de cette partie d'analyse est l'hypothèse 2.2 : « La situation professionnelle réelle des RA diffère de la situation professionnelle imaginée ».

Le but de cette hypothèse est de saisir l'image de la Suisse qu'avaient les requérants avant leur arrivée et la comparer avec leur perception actuelle du pays. Un autre objectif est de comprendre comment les requérants envisagent leur avenir professionnel. Dans un premier temps, un rappel théorique permettra de faire le lien entre représentation sociale et vision de la Suisse par les requérants d'asile dans la perspective d'une insertion professionnelle.

4.5.1. Les représentations sociales

La représentation sociale¹³⁸ a, comme son nom l'indique, un caractère social dans le sens où elle contribue à définir un groupe social dans sa spécificité. Ici, il s'agit de requérants d'asile masculins affiliés au canton du Valais. La représentation sociale est également l'instrument qui permet à l'individu, ou à un groupe d'individus, d'appréhender l'environnement (ici le monde du travail en Valais). Elle est un « univers d'opinions » et, par conséquent, difficile à synthétiser.

Pour en faire une analyse, trois dimensions sont à explorer :

- L'attitude de l'individu par rapport à l'objet de la représentation. Cette attitude peut être positive ou négative.
- L'information qui est une somme de connaissances possédée par le sujet sur l'objet (description).
- Le champ des représentations. Il s'agit de l'organisation du contenu (hiérarchisation).

L'étude de ces trois dimensions permet d'effectuer des comparaisons au sujet des clivages et de la différenciation des groupes en fonction de leurs représentations sociales. Ces dernières deviennent alors l'emblème, le signe, de certaines valeurs.

¹³⁸ Voir chapitre 2.1.3 La représentation sociale

4.5.2. Perception de la Suisse avant leur arrivée

Sur la base des entretiens réalisés, voici une synthèse des représentations sociales des requérants d'asile avant leur arrivée en Suisse :

Les stéréotypes¹³⁹ : Plusieurs requérants ont fait part que, ce qu'ils connaissaient de la Suisse, ce sont les chocolats (2x), les montres (2x), les banques (1x) et le Cervin (1x) : « J'avais juste entendu le nom aussi par rapport aux montres ou bien à la banque, autrement je ne connaissais pas la Suisse, pas du tout »¹⁴⁰. Un autre requérant confirme cette vision : « Je connaissais le Cervin, le chocolat, les montres, c'est tout ce que je connais, quoi, enfin... »¹⁴¹. Pour eux, ces images représentent la réalité, tandis que pour les Suisses, ces éléments sont rattachés à des stéréotypes, bien que faisant partie de leur culture.

La géographie : Certains requérants affirment aussi que leur connaissance de la Suisse est plus d'ordre géographique. En effet, les dires de ce requérant confirment cette vision : « Seulement à l'école, on a appris que y a un pays qui a presque la même superficie que le [nom de son pays], un pays maître, enclavé qui n'a pas de bordure avec la mer... »¹⁴². D'autres requérants expriment une part de leur imaginaire : « Quand j'étais chez moi, je pensais que la Suisse est plus jolie... »¹⁴³.

Le travail : La question de la perception de la Suisse avant l'arrivée a été posée dans le but de comprendre les représentations des requérants d'asile du point de vue des perspectives d'insertion professionnelle en Suisse. Les réponses ont été d'autant plus surprenantes que les préjugés de certains Suisses à ce sujet sont nombreux. Effectivement, une partie de la population suisse imagine que tous les requérants connaissaient la Suisse comme un pays où tout le monde trouve facilement du travail, un pays où le chômage n'existe pas... Il existe, certes, la vision d'une Suisse, plus largement d'une Europe, très organisée où tout est facile et possible : « Quand j'étais chez moi, je pensais [...] que tu trouves tout ce que tu veux [...] Tout ce qu'on voulait parce qu'on a du travail, tu bosses toute la semaine, mais tu as le week-end [...], tu peux sortir, tu as l'argent pour sortir, tu bosses toute la semaine, mais le week-end t'es tranquille, tu fais ce que tu veux, tu as l'argent, le salaire et tout... Puis chez nous on n'a pas ça... Je pensais que c'était mieux que ça, je pensais que c'était facile pour vivre... C'est pas trop facile, c'était difficile pour trouver du travail.

¹³⁹ Par stéréotype, on entend : « Formule banale, opinion dépourvue d'originalité » (Définition du Larousse.

¹⁴⁰ Entretien 5, question 22

¹⁴¹ Entretien 9, question 22

¹⁴² Entretien 9, question 22

¹⁴³ Entretien 4, question 22

Quand je suis parti de chez moi, je voulais que... juste venir en Suisse et puis pour travailler quelque chose, mais j'ai jamais pensé que j'allais faire ça. »¹⁴⁴.

Toutefois, sur les huit requérants interrogés, cinq n'avaient jamais entendu parler de la Suisse du point de vue des perspectives d'insertion professionnelle (entretiens 3, 5, 7, 8 et 9). Pour un autre requérant encore, la Suisse représente la pointe de la technologie dans le domaine de la médecine : « On dit, la Suisse, c'est vraiment les spécialistes de toute la médecine, de la chirurgie, des traitements. La Suisse peut remplacer le cœur de quelqu'un... »¹⁴⁵.

Le point de vue social et politique : Les requérants interrogés ont également fait part de leurs représentations plus orientées sur un aspect social et politique. Ces représentations sont de l'ordre de l'utopie et de l'idéal. Un requérant imaginait, en effet, que la Suisse offrait un confort paradisiaque : « Dans ma tête, depuis ce temps-là, je me suis dit un jour si j'arriverais à [me] déplacer, à aller vivre ailleurs, j'irais en Suisse. J'irais en Suisse pas pour travailler. Déjà, l'idée de travailler en Suisse, difficile, mais justement c'est pour simplement vivre ce confort de paradis qu'on m'a dit. »¹⁴⁶. Un autre témoignage résume également bien cette idée d'un pays idéal et lisse : « On avait, en général, une vision de l'Europe occidentale que tout est bien organisé, il y a le travail. S'il n'y a pas le travail, il y a le service social qui prend en charge, donc il n'y a personne qui reste dans la rue, comme ça, ça franchement moi je dis que c'est bien organisé. Selon la Constitution, tout le monde a droit à un toit sur la tête et la nourriture au minimum et ça c'est garanti ici... »¹⁴⁷.

Nous constatons ainsi que toutes ces représentations sont très positives. Elles renvoient à l'image d'un pays idéalisé. Toutefois, il reste la question de l'origine de ces représentations : cette image est-elle due au fait que les personnes interrogées ont, en principe, dû fuir leur pays d'origine. Elles y ont été contraintes et pensent, peut-être, que n'importe quel autre pays est mieux que celui qui a été fui. L'autre hypothèse est que la Suisse véhicule cette image dans le monde entier, indépendamment de la situation de la personne à qui on demande de décrire sa vision de la Suisse.

¹⁴⁴ Entretien 4, question 22

¹⁴⁵ Entretien 1, question 22

¹⁴⁶ Entretien 1, question 22

¹⁴⁷ Entretien 2, question 22

4.5.3. Perception actuelle du pays

Voici un résumé des perceptions actuelles de la Suisse, selon les requérants interrogés. Ces perceptions sont celles qu'ils ont eues après leur arrivée en Suisse :

Les stéréotypes : Les requérants n'ont plus de vision stéréotypée de la Suisse. Leurs représentations sont plus nuancées.

La géographie : Ce point n'est plus abordé par les requérants. Il devient très secondaire.

Le travail : Il est évoqué par deux requérants uniquement. Le premier le mentionne comme étant un élément positif parmi d'autres : « La Suisse on vit bien, on mange, on travaille... »¹⁴⁸. Le second requérant, quant à lui, en montre les limites : « Maintenant c'est un peu difficile à trouver du travail, même pour un Suisse, même déjà trouver une place d'apprentissage, c'est pas facile pour un jeune que ce soit un étranger ou un Suisse, c'est pareil, donc on voit que le marché du travail devient un peu serré. »¹⁴⁹.

Le point de vue social et politique : C'est dans ce domaine que les différences de représentations sont les plus flagrantes. En effet, deux thèmes ressortent fortement. Il s'agit de l'intégration et du statut des requérants. En ce qui concerne l'intégration, deux points de vue divergent. Il y a les requérants qui sont satisfaits de leur niveau d'intégration et les autres qui en relèvent des limites : « Et puis maintenant, j'ai appris à parler français, je bosse toujours, je travaille toujours et puis je suis bien. »¹⁵⁰. Au contraire, ce requérant explique : « La Suisse c'est un pays très compliqué [...] la fermeture de la Suisse ne me plaît pas tellement, même s'il y a une petite ouverture c'est vrai, [...]. C'est-à-dire, j'arrive à comprendre comment pensent les Suisses, j'arrive à comprendre pourquoi ils sont comme ça. Même si je ne peux pas approuver cette fermeture. Tu vois ce que je veux dire... mais j'arrive à comprendre. Et voilà, je pense qu'un petit peu d'ouverture serait bon, parce que... bon c'est clair que même ici à l'intérieur de la Suisse, moi je me suis rendu compte déjà bien avant, un Sédunois, il déteste le Saviésan, quoi [...], moi qui viens de l'extérieur du pays, ça doit pas être... je ne rentre même pas dans la lignée, tu vois, dans le truc... »¹⁵¹. Cette forme de racisme qui existe entre les personnes de divers villages ou diverses vallées du Valais et les conséquences qui en découlent pour les personnes qui viennent de pays étrangers a été relevée par plusieurs requérants, souvent de

¹⁴⁸ Entretien 8, question 23

¹⁴⁹ Entretien 2, question 23

¹⁵⁰ Entretien 4, question 23

¹⁵¹ Entretien 9, question 23

manière informelle, lors de discussions après l'extinction de l'enregistreur. L'autre aspect, plus d'ordre politique, qui a été abordé par les requérants est lié à leur statut. Les requérants d'asile ne peuvent pas quitter le territoire suisse durant leur procédure. Cet élément est évoqué par un requérant : « Comme on est des étrangers on a à vivre toujours des difficultés avec notre vie où on ne peut pas sortir ailleurs. [...] Ce qui me fait mal au cœur c'est les amis qui me disent on va demain pour les vacances en Italie, en France... j'ai mal au cœur parce que je ne peux pas aller avec eux parce que je n'ai pas le droit. Ça me fait mal au cœur, mais bon... j'aimerais bien voir aussi ce que les gens vivent quoi. J'ai envie de vivre comme les Suisses. »¹⁵²

De ces observations, il résulte que : trois requérants n'ont pas répondu à cette question car ils avaient aucune image prédéfinie de la Suisse avant leur arrivée. Ils n'ont donc pas pu adapter leur point de vue. Deux autres requérants également n'avaient pas d'image prédéfinie. Ils ont toutefois exprimé ce qui leur a marqué. Deux requérants ont exprimé un grand décalage entre leur perception avant et après leur arrivée en Suisse. Un seul requérant trouve que sa perception a peu changé. Ce dernier avait toutefois une vision très vague de ce que représentait la Suisse pour lui. Ces informations confirment que la vision de la Suisse, avant qu'ils aient effectivement découvert le pays, est souvent une construction mentale idéalisée et irréelle. Cette perception est confirmée par le vocabulaire utilisé par ces deux requérants : « En arrivant ici, la réalité a fait que on... c'était simplement des hallucinations. »¹⁵³. Aussi : « Cette image était virtuelle parce que j'avais jamais vu ça, mais entendu parler puisque il y avait les gens qui étaient là. »¹⁵⁴.

¹⁵² Entretien 8, question 23

¹⁵³ Entretien 1, question 23

¹⁵⁴ Entretien 2, question 23

4.5.4. Perspectives futures

Dans l'ensemble, les requérants d'asile interrogés envisagent sereinement leur avenir. Toutefois, des tendances différentes se dessinent :

Certains requérants restent très prudents dans l'énoncé de perspectives futures. Etant déjà surpris de constater où la vie les a menés, ils restent plutôt réservés. Deux requérants s'expriment dans ce sens : « Franchement, je disais tout à l'heure que je ne pensais jamais que j'allais arriver un jour en Suisse, alors le futur on ne sait pas. »¹⁵⁵. « Je ne sais pas exactement ce que ma vie me réserve. »¹⁵⁶.

Deux requérants utilisent les termes de « sérénité » et « optimisme ». Pour eux, malgré les difficultés parfois rencontrées, malgré les doutes quant à leur avenir, leur attitude reste éminemment positive : « Moi, si je perds mon travail ici, ce n'est pas facile de retrouver du travail dans le même domaine. Je fais quand même du souci pour l'avenir, bon mais après, il y a toujours des solutions, il y a de l'espérance, on espère quand même. Je suis quand même optimiste en tout cas. »¹⁵⁷.

Trois requérants envisagent, dans la mesure du possible, de reprendre des études et d'obtenir un diplôme. Cet exemple est significatif : « Je veux bien travailler au maximum trois, quatre années, [...] j'essaie de mettre tout de côté parce qu'un jour je suis obligé de reprendre mes études et je veux pas demander à mes parents pour qu'ils m'envoient de l'argent, [...] je suis tout seul en Suisse et ya personne qui va m'aider aussi et c'est à moi qu'il faut m'aider, il faut me débrouiller... C'est jamais trop tard, c'est mon père qui me disait toujours ça. »¹⁵⁸.

Un dernier requérant exprime, quant à lui, les difficultés dans lesquelles il se trouve actuellement. Ces difficultés l'empêchent d'envisager l'avenir, autant d'une manière positive que négative. Il reste, toutefois, positif : « Là, je suis dans un problème par rapport à tout ça, et à ma santé [...] j'ai travaillé pendant 14 ans dans ce pays, j'ai participé à une vie économique [...] je n'arrive pas à obtenir le passeport, vu que je suis considéré comme un traître par mon pays, [...] l'ennui c'est que je n'ai pas de permis, je n'ai plus rien, donc ça fait un mois que je n'ai pas de salaire. [...] Alors voilà, quoi, mon avenir il est là. [...] De toute façon je n'ai jamais fait un projet à long terme depuis l'accident. Je vis au jour le jour [...] Ma vie ne me permet pas d'avoir un projet normal [...] C'est pas un désespoir, c'est une réalité que tu te dis, j'ai vu pire que ça [...] je ne me prends pas la tête... [...] Du moment que j'avais un travail que

¹⁵⁵ Entretien 2, question 24

¹⁵⁶ Entretien 2, question 24

¹⁵⁷ Entretien 2, question 24

¹⁵⁸ Entretien 5, question 24

je me sentais utile, ça allait, mais si on enlève le travail, t'es plus rien [...] malgré les difficultés que j'ai rencontrées, il y a des gens sympas... C'est quand même un pays qui est bien. Tu ne peux pas te plaindre [...] donc voilà, je suis assez heureux en fait même... je suis heureux de vivre ici, j'ai des amis, voilà quoi [...] »¹⁵⁹

L'analyse de ces parties d'entretiens permet de constater les éléments suivants :

- Aucun requérant n'a exprimé l'envie de rentrer dans son pays d'origine. Trois requérants ont plus spécifiquement exprimé leur désir de rester en Suisse et d'obtenir un permis de séjour.
- L'avenir se construit par rapport au parcours de vie, au caractère de la personne et au moment présent. Si tout va bien pour l'individu dans le présent, il aura un point de vue plus positif sur les perspectives d'avenir. Au contraire, si le présent est plus compliqué à vivre, comme c'est le cas pour le neuvième requérant interrogé, celui-ci aura plus de doutes quant à son avenir.
- Ce qui est surprenant, c'est que les requérants d'asile ont tous un avenir incertain et dépendant de la décision que les autorités suisses vont prendre pour eux. Cette décision est indépendante de leur volonté. Malgré cela, ils restent tout de même très positifs et confiants.

En reprenant l'idée d'une analyse par l'intermédiaire des représentations sociales, nous pouvons constater que :

- L'attitude générale des requérants d'asile reste éminemment positive même lorsque l'avenir ne paraît plus envisageable, tellement les difficultés du quotidien sont importantes.
- Les informations que possèdent les requérants d'asile au sujet de la Suisse avant leur arrivée sont de l'ordre de l'utopie. Elles deviennent plus réalistes après leur arrivée en Suisse.
- Le champ des représentations est la trame de toute cette partie de l'analyse. Celui-ci est complexe et, par conséquent, difficile à synthétiser.

¹⁵⁹ Entretien 9, question 24

4.5.5. Conclusion

Le but de cette hypothèse était de comprendre quelle image de la Suisse avaient les requérants avant leur arrivée et la comparer avec leur perception actuelle du pays. L'autre objectif était de comprendre comment les requérants envisagent leur avenir professionnel.

A la fin de cette analyse, on peut dire que, avant leur arrivée en Suisse, les requérants d'asile en ont une représentation très positive. Ce pays est idéalisé. Il s'agit d'une construction mentale irréaliste, empreinte de stéréotypes tels que les montres, le chocolat ou les banques. La Suisse semble aussi être un pays très organisé où tout est professionnellement possible.

Une fois arrivés en Suisse, les requérants nuancent leur vision du pays : il y a, certes, du travail, mais il n'est pas toujours facile à trouver. L'intégration est possible, mais pleine d'obstacles (la mentalité des Suisses qui est fermée...). Le statut des requérants est également loin d'être « paradisiaque » (procédure de demande d'asile compliquée, interdiction de quitter le territoire suisse...).

Cependant, malgré les difficultés rencontrées, les requérants envisagent, d'une manière générale, l'avenir avec sérénité et optimisme. Certains restent toutefois prudents et se conforment à l'adage suivant : « On ne sait pas ce que l'avenir nous réserve ! ». Un seul requérant ne pose aucun pronostic pour l'avenir. Il vit « au jour, le jour » en précisant que cela ne relève pas du désespoir, mais qu'il s'agit de sa réalité actuelle.

Suite à ces considérations, nous pouvons affirmer que cette hypothèse : « La situation professionnelle réelle des requérants d'asile diffère de la situation professionnelle imaginée » est vérifiée.

Dans cet axe d'analyse, une autre piste aurait pu être explorée : l'image que les requérants ont de la Suisse est-elle due au fait que les personnes interrogées ont, en principe, dû fuir leur pays d'origine ? Elles y ont été contraintes et pensent, peut-être, que n'importe quel autre pays est mieux que celui qu'ils ont quitté. Une autre hypothèse est que la Suisse véhicule cette image dans le monde entier, indépendamment de la situation de la personne à qui on demande de décrire sa vision de la Suisse.

5. Conclusion

5.1. *Principaux résultats*

Rappelons-nous l'hypothèse de recherche générale « Les perspectives d'insertion professionnelle pour les requérants d'asile du Valais sont limitées et ne correspondent pas à leurs représentations » qui a été développée selon les quatre axes ci-dessous :

5.1.1. Activité professionnelle et niveau de formation.

Nous avons constaté, dans ce premier axe d'analyse, que seuls deux requérants sur huit exercent une profession qualifiée alors que quatre requérants ont effectué des études de niveau supérieur. De ce fait, six requérants sur huit exercent une profession en lien avec le niveau d'études effectué que ce soit dans un domaine qui nécessite ou non d'avoir effectué une formation spécifique.

Nous avons également constaté que cette hypothèse n'est pas confirmée telle quelle. Cela montre une tendance à un nivellement par le bas, à une déqualification des compétences professionnelles des requérants d'asile.

En effet, formulée de la façon suivante : « Plus le niveau de formation des requérants d'asile est élevé, moins il y a de correspondance entre le niveau de formation et la profession exercée », cette hypothèse se vérifie avec les quelques restrictions constatées dans l'analyse.

5.1.2. Insertion professionnelle et niveau de français

Dans le deuxième axe d'analyse, une tendance générale est ressortie : pour avoir accès au marché du travail, dans le Valais romand, que ce soit pour exercer une profession qualifiée ou non, il faut savoir le français. Le niveau de français peut-être plus ou moins élevé, appris lors de cours ou au contact de collègues, peu importe. Ce n'est pas parce qu'une personne parle mieux le français qu'elle exercera une profession qualifiée. Aucun rapport proportionnel de cet ordre n'a été constaté.

Cette deuxième hypothèse n'a pas été vérifiée. Le processus de recherche d'une activité professionnelle est parallèle au processus d'apprentissage du français. Un requérant d'asile récemment arrivé en Suisse ne trouve pas tout de suite du travail. Il y a tout d'abord un délai durant lequel il ne peut pas travailler. Ce délai est de trois à six mois. Durant cette période, le requérant peut déjà commencer à apprendre le français, fréquenter le « Botza », développer quelques compétences professionnelles, etc. Trouver un travail dans une entreprise est l'étape suivante. Les requérants qui parlent le français à leur arrivée gagnent simplement un peu de temps car leur « acclimatation » à la Suisse et à son mode de fonctionnement est plus facile et rapide.

Tous les requérants qui avaient besoin d'apprendre le français ont eu accès à des cours de langue. Seuls trois requérants sur cinq ont saisi cette opportunité.

Une comparaison entre ces deux premiers axes a été effectuée. L'activité professionnelle exercée a été mise en lien avec le niveau de français des requérants d'asile. Il en résulte qu'aucune conclusion ne peut être tirée. En effet, l'échantillon des personnes concernées est trop faible (deux personnes). Pour pouvoir faire un lien entre ces deux éléments, il aurait fallu interroger des requérants d'asile qui ne parlaient pas encore le français pour connaître leur niveau d'insertion professionnelle.

5.1.3. Satisfaction au travail

En émettant une hypothèse sur la satisfaction au travail, l'objectif était de découvrir et comprendre quelle est la place du travail et son importance dans la vie des requérants d'asile en Valais. Pour comprendre si les requérants d'asile étaient ou non satisfaits de leur travail, il fallait tout d'abord étudier quelle place prend le travail dans leur vie et quelle est son utilité. C'est, en effet, dans le cadre d'un travail stimulant qu'une personne peut se sentir valorisée par ce dernier et éprouver de la satisfaction.

Dans cet axe, nous avons découvert que le but du travail est d'acquérir des revenus, mais que ce dernier permet aussi de créer des liens sociaux, de manière « dérivée ». Les requérants ont exprimé le fait que leur travail leur permet de rencontrer des gens et d'être intégrés. Leur travail leur apporte aussi une libération et un certain soulagement, en occupant les journées et les esprits parfois tourmentés. Il apporte également du plaisir, de la confiance, la possibilité de découvrir de nouvelles choses (en l'occurrence une ville), d'acquérir de l'autonomie et de l'indépendance.

Une tendance générale est ainsi rapidement apparue: globalement, les requérants d'asile interrogés éprouvent de la satisfaction dans leur travail.

Nous avons, par conséquent, pu affirmer que cette hypothèse n'est pas vérifiée. Au contraire, nous avons découvert que les requérants se sentent globalement très

valorisés par le travail. En effet, ils trouvent dans le travail un lieu de satisfaction, d'épanouissement personnel et de reconnaissance sociale.

L'objectif, dans cet axe, était de comprendre la place que prend le travail dans la vie des requérants d'asile. Cet objectif a été, quant à lui, atteint.

5.1.4. Entre souhaits et réalité

Le but de cette dernière hypothèse était de comprendre l'image de la Suisse qu'avaient les requérants avant leur arrivée et de la comparer avec leur perception actuelle du pays. Un autre objectif était de comprendre comment les requérants envisagent leur avenir professionnel.

Nous avons découvert que, avant leur arrivée en Suisse, les requérants d'asile ont une représentation très positive et idéalisée du pays. Une fois arrivés en Suisse, les requérants nuancent leur vision : il y a tout de même des difficultés et des obstacles. Cependant, malgré ces difficultés, les requérants envisagent, d'une manière générale, l'avenir avec sérénité et optimisme. Certains restent toutefois prudents. Un seul requérant ne formule aucun pronostic pour l'avenir.

Nous avons donc pu affirmer que cette hypothèse : « La situation professionnelle réelle des requérants d'asile diffère de la situation professionnelle imaginée » est vérifiée.

5.1.5. Question de recherche

En définitive, trois hypothèses sur quatre n'ont pas été vérifiées telles quelles. Dès lors, l'hypothèse générale de recherche : « Les perspectives d'insertion professionnelle pour les requérants d'asile du Valais sont limitées et ne correspondent pas à leurs représentations » doit être nuancée. Une conclusion générale par rapport à cette affirmation ne serait pas représentative de la complexité de ma question de recherche, c'est pourquoi, je renvoie le lecteur à chaque axe d'analyse.

5.2. *Limites de ma recherche*

A mon avis, la plus grande restriction de mon travail réside dans l'échantillon interrogé. Ma recherche a été limitée à huit requérants d'asile. Cela est dû aux délais et aux moyens à ma disposition pour effectuer une telle recherche. En effet, en interrogeant plus de requérants, mes résultats auraient certainement été plus probants. Ainsi, la validité scientifique est quelque peu limitée. Toutefois, les résultats montrent des tendances bien réelles, mais peut-être pas majoritaires. De plus, je n'ai pas fait de différence entre âge, date d'arrivée en Suisse, pays d'origine, profession exercée, niveau de formation... autant de facteurs qui exercent une importante influence sur les représentations sociales. J'aurais pu centrer ma recherche sur un seul de ces aspects. Dans ce travail, j'aurais également pu effectuer une comparaison entre la population suisse et les requérants au sujet de la satisfaction au travail, notamment.

J'identifie également comme limite, le choix que j'ai effectué en sélectionnant les informations à traiter, lors de la réalisation de mes grilles de dépouillement et d'analyse. En effectuant cette démarche, j'ai mis de côté une certaine somme d'informations. Avec la même matière première, les entretiens, un autre chercheur aurait peut-être choisi d'autres informations, ou les mêmes, mais en y apportant une autre interprétation. Cette part de subjectivité est inhérente à toute recherche.

Une autre difficulté est la communication qui n'a pas toujours été évidente avec les requérants. Il n'a pas toujours été aisé de prendre un rendez-vous avec certains d'entre eux. Le premier contact a toujours eu lieu par téléphone. La notion de lieu et d'heure n'était pas forcément la même pour les deux parties, ce qui a donné lieu à quelques quiproquos et rendez-vous presque manqués. Dans le même ordre d'idée, j'avais préparé des questions que je pensais simples. Malgré cela, j'ai dû à plusieurs reprises reformuler mes questions durant les entretiens. Parfois, je pense que je n'étais pas tout à fait neutre dans ma façon de poser les questions, influençant éventuellement les réponses de mes interlocuteurs. Dans quelle mesure les requérants ont-ils dit ce que je voulais entendre ? Ou alors, dans quelle mesure ont-ils voulu donner une image positive des requérants d'asile en général ? Bien que je pense qu'ils ont été majoritairement sincères dans leurs réponses, un requérant m'a avoué avoir quelque peu enjolivé les siennes.

La dernière difficulté importante que je soulève ici est le temps écoulé entre le début et la fin de ce travail. J'ai dû, par exemple revoir toute ma partie théorique sur la loi sur l'asile suite aux divers changements entrés en vigueur ces derniers mois. Aussi, ma recherche a été effectuée de façon quelque peu décousue. En effet, travaillant à 80%, j'ai centré mes périodes de recherche principalement sur les temps de vacances. En dehors, tout a été avancé par petites bribes. Cela m'a demandé, à chaque fois, un effort important pour m'y remettre et savoir où j'en étais restée et pour garder une unité à mon travail.

5.3. *Conséquences pour la pratique professionnelle*

Les représentations sociales forment les valeurs, les croyances et les références des requérants. Mieux comprendre leurs représentations, ainsi que le dédale administratif dans lequel ils évoluent, permet de mieux comprendre chaque requérant. Cela permet également de trouver de meilleures solutions à leur prise en charge, dès leur arrivée en Suisse.

Mes propositions concrètes pour améliorer la prise en charge des requérants d'asile sont résumées en trois axes principaux : la connaissance mutuelle, les apprentissages, l'accès au marché du travail. Aussi, les propositions faites représentent peut-être des pistes déjà explorées, notamment par le « Botza » qui effectue un travail remarquable d'intégration des personnes migrantes.

L'importance des représentations sociales, découverte dans ce travail, en ce qui concerne le domaine de l'asile, comme dans d'autres domaines de travail, soulève le rôle primordial de la communication dans la prise en charge des requérants pour une meilleure compréhension des individus. Chacun a un système de valeur personnel. Il est important de le comprendre pour adapter son travail de prise en charge. En effet, un travail autour d'une bonne connaissance réciproque est une de mes propositions. Cela demande un investissement de la part des personnes en charge des requérants pour leur expliquer le fonctionnement de la société suisse, ses lois, ses procédures... Le requérant, de son côté devrait aussi fournir un effort de compréhension et d'adaptation. L'apprentissage de la langue du pays d'accueil est aussi un atout pour une meilleure intégration sociale. Je sais que divers projets sont mis sur pied pour favoriser l'échange entre la population suisse et les personnes migrantes.

Un travail pourrait également être fait par les autorités suisses pour améliorer, par exemple, la reconnaissance des diplômes acquis à l'étranger. Cela pourrait se faire par le biais de tests d'évaluation des connaissances et compétences des requérants pour les domaines dans lesquels ils sont qualifiés. L'accès aux études (passerelles de formation, formation pour adultes, grader au sein d'une entreprise) pourrait aussi être simplifié.

En dernier lieu, l'accès au marché du travail pourrait être également simplifié. En effet, pourquoi ne pas faciliter l'accès au marché de l'emploi pour les requérants d'asile, le constat étant qu'ils sont motivés ? Les procédures de délivrance des autorisations de travail prennent du temps et n'aboutissent pas toujours à une réponse positive. Dans un monde idéal, une procédure simplifiée pourrait être proposée aux requérants montrant une réelle motivation à travailler.

Aussi, un requérant interrogé soulève-t-il la difficulté de trouver un premier emploi. En effet, savoir à qui s'adresser pour trouver du travail n'est pas toujours évident, surtout pour des personnes dont le réseau social est souvent limité. Créer un réseau « officiel » d'entreprises, engageant des requérants d'asile, serait une initiative, à mon avis, réaliste. Chaque personne travaillant dans le domaine de l'asile a son propre réseau de connaissances ou d'amis qui acceptent d'engager un requérant. La

demande venant d'une personne connue, digne de confiance a beaucoup plus de chances d'aboutir. La limite, avec ce mode de fonctionnement, est que, quand le travailleur social quitte son travail dans le domaine de l'asile, son réseau privé se dissout avec lui. Au contraire, si le réseau est officialisé, il perdurera. De plus, une mise en commun de ces petits réseaux permettra la création d'un réseau plus important.

5.4. *Apprentissages et réflexions*

La réalisation de ce travail m'a amenée à m'interroger sur d'autres pistes de recherches possibles.

En effet, en ce qui concerne les requérants d'asile, la question se pose de savoir si le travail n'est pas le premier lieu de socialisation et de satisfaction. A-t-il une place plus centrale que pour la société suisse ? Les possibilités d'intégration à la société sont plus limitées pour les requérants d'asile que pour la population suisse. Ce questionnement aurait pu être une autre hypothèse de ce travail de recherche. Pour répondre à une telle question, d'autres investigations auraient été nécessaires. Une comparaison avec la place que prend le travail dans la vie de la population suisse aurait également dû être effectuée.

Lors de la réalisation de ce travail, j'ai également constaté que toutes les représentations des requérants d'asile au sujet de la Suisse sont très positives. Elles renvoient à l'image d'un pays idéalisé. Toutefois, il reste la question de l'origine de ces représentations : cette image est-elle due au fait que les personnes interrogées ont dû quitter leur pays d'origine ? Elles y ont été contraintes et pensent, peut-être, que n'importe quel autre pays est mieux que celui qu'elles ont fui. L'autre hypothèse est que la Suisse véhicule cette image dans le monde entier, indépendamment de la situation de la personne à qui on demande de décrire sa vision de la Suisse. Des investigations dans ce sens auraient également pu être effectuées.

Aussi, je me questionne encore sur le résultat de cette recherche. Le bilan global peut ressembler à l'adage suivant : « Tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes ». Or, dans le contexte politique actuel, le durcissement de la loi sur l'Asile (LAsi) et la crise économique, je doute que les perspectives d'insertion professionnelle des requérants d'asiles soient si « ouvertes ». Je pense que certains requérants ont souhaité donner une image positive de tous les demandeurs d'asile.

Le bilan général de ce travail est selon moi positif. Même si trois hypothèses sur quatre n'ont pas été vérifiées telles quelles, les objectifs que je m'étais fixés au début de cette recherche ont été atteints. En effet, grâce à cette recherche, j'ai effectué de réelles découvertes et je me suis laissée surprendre par des résultats inattendus. J'ai développé une meilleure connaissance du domaine de l'asile, d'un point de vue légal, mais également du point de vue du vécu des requérants. J'ai une vision plus globale de la place que prend le travail dans leur vie, ainsi que ce que représente, pour eux, l'insertion professionnelle.

J'ai également pu appréhender ce qu'est une démarche de recherche en sciences sociales. J'ai développé mon sens critique à l'égard du système de prise en charge des requérants, mais également à l'égard de mon propre travail.

La démarche scientifique a été respectée et je me suis, tout au long de celle-ci, efforcée à être la plus objective possible et à rester la plus neutre possible par rapport à mes propres représentations. L'aspect méthodologique m'a plu. Il m'a permis de ne pas me perdre dans les étapes de la réalisation de ce mémoire et de garder à l'esprit l'aspect scientifique de la recherche.

Quelques frustrations subsistent toutefois par rapport aux limites de cette recherche, notamment le fait de n'avoir pas interrogé un plus grand nombre de requérants et de ne pas être allée plus loin dans certains détails des entretiens.

En définitive, cette recherche a été une expérience très fructueuse. J'ai beaucoup appris sur moi, sur mon mode de fonctionnement dans le travail, la satisfaction que je peux retirer en réalisant un travail de recherche. Les questions que j'ai posées aux requérants ont également été des pistes de réflexions personnelles. J'ai été sensibilisée et confrontée à mes propres représentations sociales.

Le contact avec les requérants d'asile a aussi été très enrichissant. Il m'a permis de rencontrer des personnes très diverses et intéressantes. Les témoignages et échanges ont été, la plupart du temps, plus riches et intenses après l'extinction de l'enregistreur. Ils m'ont permis, entre autres, de relativiser mes propres difficultés. C'est cela que je souhaite retenir, en premier lieu, de cette surprenante expérience humaine.

6. Bibliographie

6.1. Ouvrages

- CASTRA, Denis. *L'insertion professionnelle des publics précaires*. Paris : PUF, 2003.
- CHAUDET, Isabelle. [et al.]. *Migrations et travail social. Une étude des problèmes sociaux des personnes de nationalité étrangère en Suisse*. Réalités sociales. Lausanne, 2000.
- DELACHAUX Et NIESTLE [ed.] *Structures et transformations des représentations sociales / sous la dir. de Christian Guimelli*. Neuchâtel ; Paris : 1994. 277 p. (Textes de base en sciences sociales)
- LORIOL, Marc. *Qu'est-ce que l'insertion ? Entre pratiques institutionnelles et représentations sociales*. Paris : L'Harmattan, 1999. 160 p.
- MEDA, Dominique. *Le travail, une valeur en voie de disparition*. Paris : Aubier, 1998. 358 p.
- MORIN, Estelle. *Psychologies au travail*. Québec : Gaétan Morin éditeur, 1996. 353 p.
- MOSCOVICI, Serge. *Introduction à la psychologie sociale*. Paris : Larousse, 1972.
- QUIVY, Raymond, VAN CAMPENHOUDT, Luc. *Manuel de recherche en sciences sociales*. 2^{ème} édition entièrement revue et augmentée. Paris : Dunod, 1995. 287 p.
- RETSCHITZKY, J., BOSSEL-LAGOS M., DASEN P. *La recherche interculturelle*. Paris : L'Harmattan, 1989. 317 p.
- SAINSAULIEU, Renaud. *L'identité au travail*. Paris : Presse de la fondation nationale des sciences politiques, 2000 (3ème éd.). 476 p.
- TABIN, Jean-Pierre. *Les paradoxes de l'intégration : essai sur le rôle de la non-intégration des étrangers pour l'intégration de la société nationale*. Lausanne : Ed. EESP, 1999. 262 p.

6.2. Sites Internet

- Site officiel de la Confédération Suisse. [En ligne]. Adresse URL : <http://www.admin.ch> (Site consulté à plusieurs reprises dès le 16 juillet 2007)
- Office fédéral des migrations. [En ligne]. Adresse URL : <http://www.bfm.admin.ch> (Site consulté à plusieurs reprises dès le 16 juillet 2007)
- Organisation suisse d'aide aux réfugiés. Site de l'OSAR [En ligne]. Adresse URL : <http://www.osar.ch> (Site consulté à plusieurs reprises dès le 16 juillet 2007).
- Vivre ensemble, Bulletin de liaison pour la défense du droit d'asile. [En ligne]. Adresse URL : <http://www.asile.ch/vivre-ensemble> (Site consulté à plusieurs reprises dès le 16 juillet 2007)

6.3. Dictionnaires

- FRAGNIERE, Jean-Pierre. GIROD Roger. (éds.) *Dictionnaire suisse de politique sociale*. Lausanne : Réalités sociales, 2002 (2ème éd.).
- *Le petit Larousse illustré*. Paris : Larousse, 2001.

6.4. Travaux de recherche

- MEIER, Stéphane. *Représentations liées au travail des jeunes en quête d'une voie de formation professionnelle : évaluation de l'influence de Semestre de Motivation de Monthey*. Travail de recherche du CFPS, mars 2006.
- THIESSOZ BARRAS, Rachel. *Requérants d'asile en Valais, Adéquation et complémentarité des services d'accueil*. Travail de recherche du CFPS, janvier 2004.
- VOEGELI, Laurent. *Personnel d'accueil et requérants d'asile en Valais, Un déficit de communication ?*. Travail de recherche du CFPS, juin 2004.

6.5. Divers

- *Brochure de présentation du Centre de Formation et d'Occupation « Le Botza »*. (non daté)

7. Annexes

7.1. *Référence des tableaux*

Fig. 1 : Les principaux permis de séjour	p. 28
Fig. 2 : Résumé des hypothèses	p. 33
Fig. 3 : Résumé « Activité professionnelle et niveau de formation »	p. 40
Fig. 4 : Comparaison entre les études effectuées et la profession exercée	p. 42
Fig. 5 : Comparaison chiffrée entre le niveau de français et les cours de langue	p. 50
Fig. 6 : Comparaison entre la profession exercée et le niveau de français	p. 53
Fig. 7 : Comparaison chiffrée entre profession exercée et niveau de français	p. 54
Fig. 8 : Résumé de la question de recherche et des objectifs	p. 81
Fig. 9 : Concepts, dimensions et indicateurs	p. 82
Fig. 10 : Grille de dépouillement des entretiens vierge	p. 88
Fig. 11 : Grille de dépouillement des entretiens remplie	p. 89
Fig. 12 : Résumé « Insertion professionnelle et niveau de français »	p. 95
Fig. 13 : Résumé de l'axe d'analyse « Satisfaction au travail »	p. 97
Fig. 14 : Résumé de l'axe d'analyse « Entre souhaits et réalité »	p.101

7.2. *Tableau des hypothèses*

Fig. 8 : Résumé de la question de recherche et des objectifs

Question de recherche
Quelles perspectives d'insertion professionnelle pour les requérants d'asile en Valais ?
Objectifs
<ul style="list-style-type: none">• Avoir une vision globale et correcte du domaine de l'asile en Valais, du point de vue légal, mais également du point de vue du vécu des requérants d'asile.• Connaître le niveau d'insertion des requérants d'asile et définir leur type d'intégration.• Identifier la place que prend le travail dans la vie des requérants : éléments de motivation et satisfaction ressentie.• Identifier les représentations sociales des requérants par rapport au monde du travail et plus largement à la société suisse.• Développer mon sens critique par rapport à l'analyse du système d'insertion professionnelle en vue d'y apporter d'éventuelles propositions d'amélioration.

Fig.9 : Concepts, dimensions et indicateurs

Hypothèses	Concepts	Dimensions	Indicateurs
H1. Les perspectives d'insertion professionnelle pour les requérants d'asile du Valais sont limitées.	Asile Insertion		
H1.1 Les activités professionnelles exercées par les requérants d'asile ne correspondent pas à leur niveau de formation.	Profession Travail Formation	Requérant d'asile Choix Domaine de travail Profession Pays d'origine / Suisse	Cursus scolaire Niveau / degré de formation Professions exercées (passées et présentes) Domaine de travail Correspondance Choix professionnel Difficultés rencontrées
H1.2 Les perspectives d'insertion professionnelle des requérants d'asile sont conditionnées par leur niveau de français.	Insertion Niveau de langue	Requérant d'asile Insertion professionnelle Français / Langue maternelle	Apprentissage de la langue française Langue maternelle / niveau scolaire Accès au marché de l'emploi Cours de langue

H2 Les perspectives d'insertion professionnelle pour les requérants d'asile du Valais ne correspondent pas à leurs représentations.	Asile Insertion Représentations sociales		
H2.1 Les personnes requérantes d'asile ne sont pas satisfaites de leur travail.	Satisfaction Motivation Travail Identité	Requérants d'asile Identité professionnelle / sociale Plaisir Reconnaissance Image de soi Fonction du travail	Rôle et responsabilité / production Description du travail Plaisir / fierté / implication / épanouissement Apport du travail / revenus Conditions de travail / autonomie Qualité du travail effectué Liberté d'action Envie de changer de travail ou non. Lien social / appartenance à un groupe, Interactions / socialisation / réalisation de soi Reconnaissance / utilité sociale
H2.2 La situation réelle des requérants d'asile diffère de la situation professionnelle imaginée.	Représentations sociales	Souhait Réalité	Image de la Suisse avant l'arrivée Image de la Suisse après l'arrivée Avenir professionnel Souhaits

7.3. *Formulaire de consentement éclairé*

Titre de l'étude : Quelles perspectives d'insertion professionnelle pour les requérants d'asile en Valais ?

La personne soussignée :

- Certifie avoir été informée sur les objectifs et le déroulement de l'étude ci-dessus, par l'étudiante investigatrice dont le nom figure au bas de cette page.
- Affirme avoir compris les informations fournies par l'étudiante, informations à propos desquelles elle a pu poser toutes les questions qu'elle souhaitait.
- Atteste qu'un temps de réflexion suffisant lui a été accordé.
- A été informée du fait qu'elle pouvait interrompre à tout instant sa participation à cette étude sans préjudice d'aucune sorte.

Le soussigné accepte donc de participer à l'étude mentionnée ci-dessus.

Nom, prénom de la personne interrogée :

.....

Date et signature :

.....

Nom et coordonnées de l'étudiante investigatrice:

.....

Date et signature :

.....

7.4. *Guide d'entretien*¹⁶⁰

7.4.1. Informations générales

Nom :

Prénom :

Age :

Etat civil :

Pays d'origine :

Date d'arrivée en Suisse :

Langue maternelle :

Autres langues :

Niveau de formation dans le pays d'origine :

Profession exercée en Suisse :

Hypothèse de recherche :

Les perspectives d'insertion professionnelle pour les requérants d'asile du Valais sont limitées et ne correspondent pas à leurs représentations.

¹⁶⁰ Avec la mise en correspondance avec les hypothèses.

7.4.2. Hypothèse de terrain 1

Les perspectives d'insertion professionnelle pour les requérants d'asile du Valais sont limitées

NIVEAU DE FORMATION :

Les activités professionnelles exercées par les requérants d'asile ne correspondent pas à leur niveau de formation.

1. Avez-vous été scolarisé dans votre pays ? Si oui, jusqu'à quel âge ?
2. Avez-vous une formation (dans votre pays d'origine) ? Si oui laquelle, de quel niveau ? A quel degré de formation cela correspond-t-il ?
3. Quelle est votre profession dans votre pays d'origine ?
4. Quelle activité professionnelle exercez-vous aujourd'hui ?
5. Est-ce que cette activité correspond à votre formation ?
6. Est-ce votre premier choix ? Sinon, selon vous, pourquoi ça n'a pas marché ?
7. Vouliez-vous exercer une autre profession ? Si oui, laquelle ?
8. Vous êtes-vous heurté à des difficultés pour pouvoir exercer ce métier ? Si oui, lesquelles ?

NIVEAU DE FRANÇAIS :

Les perspectives d'insertion professionnelle des requérants d'asile sont conditionnées par leur niveau de français.

9. Avez-vous appris le français durant votre scolarité ?
 10. A votre arrivée en Suisse, parliez-vous le français ? Si oui, quel était votre niveau ? (oral, écrit, compréhension...)
 11. Si vous ne parliez pas le français, comment l'avez-vous appris ?
 12. Avez-vous bénéficié de cours de langue ?
 13. Selon vous, dans quelle mesure cela vous a-t-il aidé à trouver du travail ?
-

7.4.3. Hypothèse de terrain 2

Les perspectives d'insertion professionnelle pour les requérants d'asile du Valais ne correspondent pas à leurs représentations.

SATISFACTION ET MOTIVATION:

Les personnes requérantes d'asile ne sont pas satisfaites de leur travail.

14. En quoi consiste votre travail ? Quel est votre rôle ? Avez-vous des responsabilités ?
15. Aimez-vous votre travail ? Etes-vous motivé chaque matin pour y aller ? En parlez-vous à vos amis, aux gens que vous rencontrez ? De quelle manière ?
16. Que vous apporte votre travail ? (Epanouissement ? Des revenus ?)
17. Etes-vous satisfait de vos conditions de travail ?
18. Est-ce que votre patron et vos collègues reconnaissent la qualité de votre travail ? Votre implication ?
19. Est-ce que vous avez une certaine liberté d'action dans votre travail ?
20. Avez-vous envie de changer de travail ? Pourquoi ?
21. D'une manière générale, êtes-vous déçu ou, au contraire, satisfait de votre situation professionnelle (travail) ?

Perception / image du travail en Suisse et perspectives professionnelles futures

La situation professionnelle réelle des requérants d'asile diffère de la situation professionnelle imaginée.

22. Quelle image aviez-vous de la Suisse, d'un point de vue du marché de l'emploi, avant d'y venir ? Qu'espériez-vous trouver sur le plan professionnel en venant en Suisse ?
23. Maintenant que vous êtes ici, cette image a-t-elle changé ? Comment ?
24. Comment voyez-vous la suite de votre vie professionnelle/votre avenir professionnel ? Que souhaitez-vous pour la suite de votre parcours professionnel ?

Avez-vous des remarques à effectuer ou souhaitez-vous ajouter quelque chose en conclusion à cet entretien ?

7.5. Grille de dépouillement des entretiens vierge

No et date de l'entretien :

Fig. 10 : grille de dépouillement des entretiens vierge.

Les perspectives d'insertion professionnelle pour les requérants d'asile du Valais sont limitées et ne correspondent pas à leurs représentations.	Les perspectives d'insertion professionnelle pour les requérants d'asile du Valais ne correspondent pas à leurs représentations. limitées	Niveau de formation	1. 2. 3. ... 8.
		Niveau de français	9. 10. ... 13.
	Perception / image du travail en Suisse et perspectives professionnelles futures	Satisfaction et motivation	14. 15. ... 21.
			22. 23. 24.

7.6. Grille de dépouillement des entretiens remplie

No et date de l'entretien : 5, 24.06.08

Fig. 11 : Grille de dépouillement des entretiens remplie

Les perspectives d'insertion professionnelle pour les requérants d'asile du Valais sont limitées et ne correspondent pas à leurs représentations / attentes	Les perspectives d'insertion professionnelle pour les requérants d'asile du Valais sont limitées	Niveau de formation	<p>1. Bien sûr. En fait, chez nous, on commence l'école à l'âge de six ans... j'ai fini l'école primaire jusqu'à l'âge de 15 ans et demi et après j'ai dû quitter l'école à cause de problème et j'ai été obligé de quitter mon pays et je suis venu en Suisse.</p> <p>2. Donc tu étais trop jeune pour apprendre un métier dans ton pays ? Exactement voilà.</p> <p>3. [Aucune]</p> <p>4. Je travaille dans un bar à Sion, au B., comme serveur. As-tu reçu une formation, ici, avant de travailler dans un bar ? Oui avant, au début quand je suis arrivé en Suisse, je parlais pas bien le français, j'avais pas de métier, j'ai travaillé pendant huit mois dans un centre de formation, au « Botza », à Ardon. Ce centre a été construit, en fait, pour former les requérants d'asile et puis là j'ai travaillé pendant huit mois comme serveur. C'est là que j'ai appris un peu.</p> <p>5. [Pas de formation, donc pas de correspondance]</p> <p>6. Bien sûr que j'aurais voulu faire un autre métier, ici, mais comment si on vient en Valais, à mon avis comme il n'y a pas beaucoup de travail, que la restauration, je suis obligé de faire le travail dans la restauration.</p>
---	--	---------------------	--

			<p>7. Oui. Pour trouver un autre travail, il faut d'abord avoir des diplômes, ou alors il faut connaître des métiers. Alors avec l'âge que j'ai [...] jusqu'à 15 ans j'ai fait mes études chez moi et je ne connaissais pas de métier. Ici il n'y a pas beaucoup de travail comme fabrique ou mécanicien, c'est ça qui me plaît personnellement, alors j'ai pas trouvé alors j'ai travaillé dans un bar.</p> <p>Est-ce que tu penses que ce serait possible de faire une formation, ici de mécanicien ?</p> <p>Mais bien sûr que c'est possible, mais c'est toujours... il faut aller à l'école, mais moi pourtant ça ne me dérange pas d'aller à l'école, pas du tout, moi j'aimerais bien aller à l'école et je me disais là je reprends mes études. En ce moment je ne peux pas parce que j'ai assez de problèmes dans ma tête, alors je ne peux pas reprendre les études maintenant. C'est un projet que j'aimerais reprendre pour plus tard.</p> <p>8. Bien sûr, au début, quand je suis arrivé ici, comme je ne connaissais personne et que je ne parlais pas le français, pas du tout, heureusement que je parlais l'anglais, comme je parlais l'anglais, j'ai pu communiquer avec les autres. Et puis là pour trouver un travail et comme je ne connaissais personne et que je ne connaissais pas le métier non plus c'était vachement dur et je ne savais pas à qui demander pour trouver un travail. Et là grâce à un monsieur qui s'appelle Monsieur R. qui travaille pour les requérants d'asile au Centre de Formation du « Botza », lui il m'a trouvé un travail dans un restaurant [...]. Puis là j'ai travaillé pendant huit mois, puis le travail de restauration c'est comme ainsi, quand on trouve une fois un travail dans la restauration, la deuxième fois c'est plus facile parce qu'on connaît le métier et il y a les gens qui nous connaissent aussi, il y a tous les patrons aussi. Puis alors là je travaille au « B. » et maintenant ça va bien.</p> <p>Et puis les difficultés tu as dit que c'est que tu ne connaissais pas le métier, pas la langue...</p> <p>Pour la langue pas trop, non... C'était plus parce que je ne connaissais pas les personnes. Je ne savais pas trop à qui faut demander. Certains gens disaient mais vas demander sur la porte du restaurant. Tu vas, tu rentres, tu demandes, si tu peux parler au patron et tu demandes s'ils ont besoin de quelqu'un. Et moi j'avais la honte. Je ne pouvais pas faire ça. Alors là j'ai demandé plusieurs fois au foyer s'ils pouvaient me trouver un travail, mais... en fait ils n'ont pas trouvé, voilà.</p>
--	--	--	---

		Niveau de français	<p>9. [Non]</p> <p>10. [Non]</p> <p>11. Franchement, j'ai appris le français au « Botza ». C'est une fille camerounaise qui travaille au « Botza », comme elle parle anglais et français, alors toujours à chaque fois je posais les questions à elle en anglais. Je disais comment on dit ça en français et voilà et chaque fois je notais. Et puis avec des gens j'ai appris le français.</p> <p>12. Pendant quinze jours, j'ai été à l'école à Martigny, l'école pour apprendre le français. Alors quinze jours j'étais là puis j'ai arrêté. Et après tu as appris avec les gens en discutant... Exactement voilà.</p> <p>13. Non. C'est avant que je trouve du travail que j'ai appris le français parce que sinon quand on ne parle pas le français on ne peut pas trouver un travail. Si tu vas chez un patron et il pose deux trois questions et que tu ne sais pas répondre tu ne vas pas être engagé... Surtout dans la restauration, tu es toujours en contact avec les gens.</p>
--	--	--------------------	--

	Les perspectives d'insertion professionnelle pour les requérants d'asile du Valais ne correspondent pas à leurs représentations.	Satisfaction et motivation.	<p>14. Avant comme je travaillais dans la restauration, j'étais un peu pressé. Je travaillais dans un bar, derrière le bar, au restaurant. Ca veut dire, je préparais les consommations pour les clients. Après, j'ai travaillé en salle à Sion, comme serveur. Alors là c'est servir les gens quand ils viennent, les asseoir à table, prendre les commandes, porter les assiettes...</p> <p>Responsabilités? Avant oui, quand je travaillais dans un restaurant, oui j'avais des responsabilités. J'étais responsable du bar. J'étais responsable de tout le bar. C'est-à-dire, je devais gérer toutes les boissons, contrôler toutes les boissons, contrôler... surtout toutes les boissons... Qu'il y a assez ou si ya quelqu'un qui vend et voilà qui ne tipe pas ou si quelqu'un doit servir des boissons... et puis voilà je suis responsable. Responsable pour contrôler le bar, descendre à la cave, pour prendre les commandes, qu'est ce qui nous manque, qu'est ce qui nous manque pas, voilà. Je suis responsable.</p> <p>... Tu as quand même des responsabilités si tu peux fermer le bar tout seul.</p> <p>Oui. Et en plus faut compter toute la caisse le soir.</p> <p>Maintenant, je viens de commencer à travailler au « B. », ça fait deux mois, donc je ne suis pas responsable.</p> <p>15. Oui, je trouve c'est assez sympa. J'aime bien avoir du contact avec les gens, alors dans ce métier j'ai toujours du contact avec les gens.</p> <p>16. Bon... travailler dans la restauration, on rencontre les gens et puis ça je trouve c'est... je suis toujours dans la société... Enfin, je suis toujours dans la société. Ce n'est pas la même chose quelqu'un qui travaille à la base il est toujours devant le mur et puis il est en train de peindre quelque chose ou bien menuiserie. Là, je travaille dans un bar, j'ai toujours contact avec les gens, je rencontre plein de choses, je découvre plein de choses... Oui, j'aime.</p> <p>17. Oui. les horaires ça va très bien. Je commence toujours à quatre ou cinq heures le soir et puis jusqu'à deux heures le matin, une heure le matin. Et puis comme ça fait presque une année que je bosse dans le métier, bon ben ça va, j'ai l'habitude de dormir toute la journée et travailler le soir. Pour les horaires, ya pas de problème. Avec mes collègues, ils sont super sympas. Et le salaire, je gagne bien, voilà.</p>
--	--	-----------------------------	--

			<p>18. Non. Il dit jamais vous travaillez bien, bravo, mais s'il y a quelqu'un qui travaille pas là, qui travaille pas bien « B. », il va le vider tout de suite... ça se voit, mon patron il est content de moi. Il a pas dit à moi, y'avait mes collègues qui ont dit voilà notre patron il est content de toi, et puis ça se voit, chaque fois quand j'avais congé, il m'appelait, il m'a dit j'ai besoin de toi si tu veux venir s'il te plait on est dans le jus... ou bien il y avait certains soirs, il rentrait à huit heures, neuf heures le soir et moi je devais rester jusqu'à une, deux heures le matin. Il m'a dit, écoute voir, je vais rentrer, je te laisse fermer j'ai confiance sur toi. Ca fait plaisir quand on a un patron qui dit ça, nous laisser, « j'ai confiance en toi ».</p> <p>19. Bien sûr que je suis libre. Je peux donner mes idées aussi au patron. On fait ça ça ça et mon patron il est toujours d'accord, parce que je suis libre.</p> <p>20. Oui. Parce que comme j'ai dit dans la restauration on rencontre plein de gens, beaucoup de monde, mais ils sont assez sympas, mais c'est pas facile non plus de travailler dans un bar parce que ya mille personne qui vient là qui boit des verres, donc voilà. Il y a certain gens qui sont franchement super cool, super sympa, certain gens qui sont... Insupportables... voilà, ils sont insupportables, ils sont bourrés des fois et quand ils sont bourrés, franchement, ils ne respectent pas... Et puis surtout, je travaille tous les week-ends vendredi, samedi et moi ça me plait pas de travailler vendredi, samedi. Quand je vois les gens qui vont sortir ils font la fête, moi je suis en train de travailler et puis là ça ne me plait pas.</p> <p>T'aimerais changer pour faire quoi d'autre ? Travailler plutôt comme mécanicien... ou bien reprendre mes études, mais sérieusement. Pour faire un apprentissage pour un métier pour aller trop loin.</p> <p>21. Oui. Satisfait.</p>
--	--	--	--

		Perception / image du travail en Suisse et perspectives professionnelles futures	<p>22. Bon, en fait, ce n'était pas moi qui ai décidé pour venir en Suisse, c'était mon oncle... alors quand j'ai quitté ils ont dit ben alors tu vas en Suisse et puis là j'avais juste entendu le nom aussi par rapport aux montres qui sont faites ou bien à la banque, autrement je ne connaissais pas la Suisse, pas du tout. Et puis en fait j'ai rencontré quelqu'un, c'était en Turquie, il m'a dit tu vas en Suisse, il m'a dit c'est le plus beau pays dans le monde.</p> <p>Donc quand tu es arrivé est-ce que tu étais surpris, déçu, content ? Oui, j'étais surpris parce que franchement c'est un beau... joli pays, voilà c'est pour ça que j'étais surpris. Et puis d'un autre côté j'étais surpris aussi parce que la Suisse n'est pas un grand pays mais pourtant il y a quatre langues qu'ils parlent. L'autre côté qui parle l'allemand, français, italien, ça c'est un peu embêtant pour moi à mon avis, parce que je vais souvent, je voyage souvent, je vais à Zürich, à Berne, et puis quand j'arrive à Zürich j'ai l'impression qu'ils sont étrangers, que je ne suis pas en Suisse. Et à chaque fois, j'ai trop envie de retourner en Valais. J'ai l'impression que Sion c'est ma vie que j'avais eu en [nom du pays], comme je suis content ici, voilà. [...]</p> <p>23. [Pas d'image prédéfinie, donc pas de changement]</p> <p>24. L'avenir, ben pour l'instant moi-même j'ai décidé pour travailler, pour gagner de l'argent, je veux bien travailler au maximum trois quatre années comme ça et là j'essaie de garder tout mon argent, j'essaie de mettre tout de côté parce qu'un jour je suis obligé de reprendre mes études et là j'ai besoin de l'argent et je veux pas demander à mes parents pour qu'ils m'envoient de l'argent, et là je sais très bien que je suis tout seul en Suisse et ya personne qui va m'aider aussi et c'est à moi qu'il faut m'aider et c'est moi qu'il faut me débrouiller. ... C'est jamais trop tard, c'est mon père qui me disait toujours ça.</p>
--	--	--	--

7.7. Tableaux résumés des axes d'analyse

Fig. 12 : Résumé de l'axe d'analyse « Insertion et niveau de français ».

Ent. no	Avez-vous appris le français durant votre scolarité ? (dans votre pays)	A votre arrivée en Suisse parliez-vous le français ? Quel niveau ¹⁶¹ ?	Si non, comment l'avez-vous appris ?	Avez-vous bénéficié de cours de langue ?	Dans quelle mesure cela vous a-t-il aidé à trouver du travail ?
1	A étudié dans les pays francophones.	Oui. Bon.	/	Non. Pas eu besoin.	Pas d'informations disponibles.
2	Non	Non	Le « Botza » n'existait pas fin 99 à son arrivée. Beaucoup d'efforts. Usage quotidien du dictionnaire. Films en français. Demande quand il ne sait pas dire qqch.	Oui. 2H, 2X /sem. à Sierre au foyer « Beau Site ».	Pas que les cours.
3	Pays d'origine colonisé par la France. Le français est une langue obligatoire.	Oui.	/	Non. Pas eu besoin.	Pas besoin d'interprète pour écrire des lettres de postulation.
4	Non	Non	Ecole au « Botza » Travail 3 mois au « Botza » Avec les collègues et les copains.	Oui. Au « Botza ». 1H, 3X/sem. Lundi, mercredi, vendredi.	« Un copain a cherché pour moi. Stage 1 semaine. Je bosse bien, le patron m'a engagé. » Le patron s'en fout du niveau de français. Il veut que je bosse.
5	Non	Non	Au « Botza », une fille qui parle aussi l'anglais me traduit les choses en français. Et avec les gens en discutant.	15 jours à l'école à Martigny et j'ai arrêté.	1. français 2. trouver du travail. Si tu ne réponds pas aux questions du patron il ne va pas t'engager.
7	Non	Non	A l'école, avec les amis... de la rue quoi !	1 semaine au « Botza ».	ça a aidé beaucoup.
8	Non	Non	Famille d'accueil car mineur à l'arrivée.	Foyer des jeunes travailleurs de St-Raphaël	Pas d'informations disponibles.

¹⁶¹ Le niveau de français correspond à une autoévaluation faite par les requérants eux-mêmes. Il ne s'agit pas d'une évaluation officielle.

				1 an à l'école professionnelle de Martigny 1 an à Sion Formation au « Botza ».	
9	Ecole bilingue français-anglais dès l'âge de 4 ans.	Oui. Très bien même.	/	Non. Pas eu besoin.	Pas d'informations disponibles.

Fig. 13 : Résumé de l'axe d'analyse « Satisfaction au travail »

Entr. no	En quoi consiste votre travail ? Votre rôle ? Responsabilités ?	Aimez-vous votre travail ?	Que vous apporte votre travail ?	Etes-vous satisfait de vos conditions de travail ?
1	J'ai une petite responsabilité oui parce que je tiens un parc informatique pour juste le cours...	J'aide les jeunes requérants d'asile à avoir une petite formation en informatique. C'est tout. On fait de l'informatique de base, mais ça aide quelqu'un qui connaît rien quand il prend les AB de l'informatique après il est toujours tout content.	J'aime beaucoup le changement et j'aime beaucoup toucher à tout. Le fait de changer ça m'a beaucoup donné de confiance [...] ça m'a donné beaucoup de confort. [...] Beaucoup de confiance surtout. Aujourd'hui, je dis que ça m'a apporté vraiment beaucoup.	Pas d'informations disponibles.
2	Mon travail consiste à être à 40% à l'informatique. Je suis à 30% au [nom de l'institution] (centre des jeunes) et puis le reste je suis pour la traduction et pour le journal sur l'asile dont je fais partie. Oui, je suis responsable de tout un parc informatique.	Oui, oui, j'aime bien mon travail parce que je suis dans un milieu où il y a quand même des étrangers, des gens de mon pays, des gens qui parlent le russe aussi. Il y a des tas de cultures différentes [...]	Mon travail m'apporte beaucoup de choses, je fais des connaissances. Ça fait plaisir quand j'aide les jeunes qui sont là et qui ont des difficultés. [...] Alors ça me fait plaisir d'aider.	Pas d'informations disponibles.
3	Je n'ai jamais de responsabilités. Ce que M. fait, toi tu fais. Il faut lui donner un coup de main [...] On est toujours ensemble.	Je ne suis pas quelqu'un qui reste sur place. Je suis en forme, j'aime pas trop de rester toujours couché ou bien... attendre ça ne me plaît pas. Donc si je n'aimais pas bien le travail je resterais assis [...] S'il y a possibilité que je fasse une formation dans un autre domaine, je la ferai.	Ça m'a permis de connaître mieux la ville de Sion [...] ça m'a un peu soulagé, quand je suis arrivé, je suis tranquille toujours dans ma chambre. J'étais seul [...] quand j'ai commencé ce travail, ça m'a beaucoup soulagé. [...] ça occupe bien les journées et ça m'a aussi un peu libéré, ça m'a complètement libéré.	Ça me convient bien mais seulement, ce n'est pas un travail qui a de l'avenir. Mais, pour le moment, moi, ça m'occupe, ça me libère.
4	Comme paysagiste, je pose les dalles, les bordures, je pose les pavés. Je sème le gazon, je plante les arbres. As-tu des responsabilités ? Non. Moi, il me laisse faire tout parce que j'ai appris bien.	Oui, j'aime bien.	Quand on commence un chantier, tu ne trouves pas joli mais quand c'est fini tu trouves joli. Ça fait du plaisir. [...] Je gagne les sous et ça me fait plaisir aussi. J'arrive pas à rester tranquille. Ouais, j'ai besoin de bouger.	Ouais, ça va, on bosse toujours neuf heures, neuf heures et demie, dix heures tu vois et puis... Je suis content qu'est-ce que je gagne.
5	J'étais responsable du bar. [...] Responsable pour contrôler le bar, descendre à la cave, pour	Oui, je trouve c'est assez sympa. J'aime bien avoir du contact avec les gens, alors dans ce métier j'ai	Travailler dans la restauration, on rencontre les gens et je suis toujours dans la société	Oui. les horaires ça va très bien. [...] Et puis comme ça fait presque une année que je bosse

	prendre les commandes, qu'est-ce qui nous manque ... Tu as quand même des responsabilités si tu peux fermer le bar tout seul. Oui. Et en plus faut compter toute la caisse le soir. Maintenant, je viens de commencer à travailler « au B. », ça fait deux mois, donc je ne suis pas responsable.	toujours du contact avec les gens.	[...] j'ai toujours contact avec les gens, je rencontre plein de choses, je découvre plein de choses... Oui, j'aime.	dans le métier, bon ben ça va, j'ai l'habitude de dormir toute la journée et travailler le soir. Pour les horaires, ya pas de problème. Avec mes collègues, ils sont super sympas. Et le salaire, je gagne bien, voilà.
7	Mon travail, c'est... par exemple, faucher, aller couper les machines avec les grosses machines, les débroussailleuses avec le machin aussi, voilà... [Le patron] ne surveille pas. [il me fait confiance]	J'aime bien oui... oui. Je suis motivé oui !	De l'argent quoi ! [...] Est-ce qu'il t'apporte autre chose ? Et aussi... discuter toute la journée avec les employeurs de mon boulot... Tu fais des rencontres... C'est mieux que de rester à la maison... sans rien faire.	Là, en fait, j'ai temporaire... j'ai pas de vacances. Si je ne travaille pas, j'ai pas l'argent.
8	On sert les clients qui viennent et on sert avec plaisir, volontiers [...] tout le monde est responsable de faire son boulot. Chacun est responsable de cette maison, faire ce qu'il doit faire. Et puis ce n'est pas une responsabilité spéciale.	J'aime trop. Tout. Rencontrer des gens	Je m'habille, je gagne ma vie, je n'ai pas besoin d'aide, je travaille, je rentre à la maison, je fais mes commissions. Je suis responsable de ma maison. Autonome ? Exactement. Et puis j'aime beaucoup, parce que ... si je reste à la maison, je pense à plein de choses et donc ça me change beaucoup par rapport à ma vie, plus que j'ai envie de vivre la vie des autres vies.	Je suis satisfait. Jusque là oui bon. Ya tout le monde qui a envie de toujours plus, mais ça va. C'est assez. Moi aussi j'aimerais avoir plus, mais c'est impossible, je ne peux pas avoir. Et puis par rapport aux horaires, c'est un peu difficile.
9	Je dois conseiller les clients par rapport aux produits. [...] donc il y a aussi un peu de vente, quoi. Le plus gros du travail c'est gérer ton stock pour qu'il n'y ait rien qui manque et puis que les clients ne se retrouvent pas sans rien, en fait. Donc c'est clair qu'il y a beaucoup de responsabilités.	J'ai fait six mois de stage, là, chez P., c'est clair que c'est un truc qui me plaît pas mal, oui. Je sens que ça me plaît assez.	Bon d'abord c'est une utilité. Je sais que je suis utile [...] mon travail me permet, d'aller encore plus dans la société suisse... moi c'est ce qu'il m'a apporté, c'est une intégration beaucoup plus facilitée du fait que je parle le français aussi, c'était un avantage pour moi. Je me sens utile, c'est ça spontanément qui me vient.	Je n'ai pas posé la question car cette personne est en recherche d'emploi actuellement.

Entr. no	Est-ce que votre patron et vos collègues reconnaissent la qualité de votre travail ?	Avez-vous une certaine liberté d'action dans votre travail ?	Avez-vous envie de changer de travail ?	D'une manière générale, êtes-vous déçu ou satisfait de votre situation professionnelle ?
1	Si j'étais pas bon, performant ou si j'étais pas utile, je pourrais pas faire tant d'années que je fais.	Pas d'informations disponibles.	Un jour oui, si je trouve quelque chose d'autre. Dans ma tête j'ai déjà quelques idées, oui. J'aime toujours changer les choses. Moi, j'aime pas la [routine]. J'aime toujours découvrir. J'aime toujours ce que je fais.	Pas d'informations disponibles.
2	Oui. [...] il y a quand même de la reconnaissance, il y a des remerciements et puis moi je ressens ça. Ça fait du bien. Donc, je me dis, maintenant, que je peux servir à quelque chose qui est bien pour tout le monde. Entre guillemets, je deviens un peu fier, voilà.	Pas d'informations disponibles.	Moi pas, personnellement, je n'ai pas envie de changer, parce que je connais tout ici, je connais tout le monde, les collègues, les requérants d'asile. Eux, ils me connaissent aussi.	Oui, je suis satisfait, parce que, en tout cas, j'ai reçu quand même une formation.
3	La seule personne qui peut dire ça, c'est M.... il est Africain tout comme moi, il parle français, on cause. Il me dit que j'ai bien fait mon travail. [...] on ne s'est jamais disputé.	[non]	[oui pour faire une formation]	[cf. éléments de réponse dans les autres questions]
4	Oui oui, ils disent toujours que je travaille bien... des fois le patron, il me le dit pas souvent, mais les collègues là ils disent toujours que je bosse bien.	Non non pas trop, [...] on est une équipe [...] on fait tous un peu pareil.	[non]	Oui, je suis content...
5	Non. Il dit jamais vous travaillez bien, bravo, mais s'il y a quelqu'un qui travaille [...] pas bien, il va le vider tout de suite... ça se voit, mon patron il est content de moi. [...] il y avait certains soirs, il rentrait à huit heures et moi je devais rester jusqu'à une, deux heures le matin. Il m'a dit, [...] je te laisse fermer j'ai confiance sur toi. Ça fait	Bien sûr que je suis libre. Je peux donner mes idées aussi au patron.	Oui. Parce que comme j'ai dit dans la restauration on rencontre plein de gens, [...] mais c'est pas facile non plus de travailler dans un bar, [...] je travaille tous les week-ends [...] Quand je vois les gens qui vont sortir ils font la fête, moi je suis en train de travailler et puis là ça ne me plaît pas. T'aimerais changer pour faire quoi d'autre ?	Oui. Satisfait.

	plaisir quand on a un patron qui dit ça.		Travailler plutôt comme mécanicien... ou bien reprendre mes études, mais sérieusement. Pour faire un apprentissage pour un métier pour aller trop loin.	
7	Si, je travaille bien. Ya tout le monde qui sait.	On fait tous ce que dit le patron, quoi. Ya plusieurs groupes. Toi tu vas là-bas, toi tu vas là-bas... C'est lui qui décide quoi.	Non [...] Si. J'ai envie de rester [dans les parcs et jardins], oui...	Ça me plaît beaucoup. T'as beaucoup de satisfaction dans ton travail ? Ouais...
8	Oui, depuis que j'ai commencé ce travail ici, avec mon patron je m'entends bien et il m'aime beaucoup. [...] Il me donne beaucoup d'amour et moi aussi je lui donne beaucoup d'amour.	Non... en fait parfois on peut changer, [...] Parfois nous aussi on décide, ce qu'on peut faire ce qu'on veut parce qu'on trouve sympa avec le patron.	Non. [...] Pour l'instant j'aime bien ce travail et j'ai envie de rester avec ce travail même si c'est difficile avec les horaires, avec la vie que tu vis à côté.	[Satisfait]
9	Je n'ai pas posé la question car cette personne est en recherche d'emploi actuellement.	Je n'ai pas posé la question car cette personne est en recherche d'emploi actuellement.	Je n'ai pas posé la question car cette personne est en recherche d'emploi actuellement.	Je n'ai pas posé la question car cette personne est en recherche d'emploi actuellement.

Fig. 14 : Résumé de l'axe d'analyse « Entre souhaits et réalité »

Entr. no	Rappel : situation professionnelle	Quelle image aviez-vous de la Suisse avant votre arrivée, d'un point de vue du marché de l'emploi ?	Maintenant que vous êtes ici, cette image a-t-elle changé ? Comment ? Ou que pensez-vous de la Suisse ?	Comment voyez-vous votre avenir professionnel ?
1	Educateur et informaticien	Un pays qui fait toujours rêver parce que la Suisse, c'était toujours un pays modèle [...]. Je me suis dit quand je viendrai en Suisse, je vais essayer de faire la médecine [...]. On dit, la Suisse, c'est vraiment les spécialistes de toute la médecine, de la chirurgie, des traitements. La Suisse peut remplacer le cœur de quelqu'un.	Une fois arrivé ici la réalité était que c'était pas possible avec l'âge que j'ai, [...] je vais passer toute ma vie à bouquiner des documents donc c'était plus possible [...]. En arrivant ici, la réalité a fait que c'était simplement des hallucinations.	Mon avenir professionnel, je l'envisage très sereinement. Alors maintenant, planification de l'avenir : simplement essayer de le structurer, ... comme toi. [Rires] [...]. Je vais essayer de reprendre l'école pour avoir un diplôme sur ce que je fais actuellement.
2	Informaticien de gestion, Interprète - médiateur culturel, éducateur,	Je pensais jamais qu'un jour je serais ici, que j'allais travailler. [...] On avait en général une vision de l'Europe occidentale que tout est bien organisé, il y a le travail. S'il n'y a pas le travail, il y a le service social qui prend en charge, donc il n'y a personne qui reste dans la rue, comme ça, ça franchement moi je dis que c'est bien organisé. [...] Selon la Constitution, tout le monde a droit à un toit sur la tête et la nourriture au minimum et ça c'est garanti ici.	Cette image était virtuelle parce que j'avais jamais vu ça, mais entendu parler [...] Il y avait mes amis qui sont venus ici depuis des années et on avait des contacts téléphoniques [...]. Et puis depuis que je suis ici, je vois le changement. Maintenant c'est un peu difficile à trouver du travail, même pour un Suisse [...] le marché du travail devient un peu serré par rapport à huit ans en arrière, [...] il y avait plus de possibilités que maintenant.	Franchement, je disais tout à l'heure que je ne pensais jamais que j'allais arriver un jour en Suisse, alors le futur on ne sait pas. [...] Si je perds mon travail ici, ce n'est pas facile de retrouver du travail dans le même domaine. Je fais quand même du souci pour l'avenir, bon mais après, il y a toujours des solutions, il y a de l'espérance, on espère quand même. Je suis quand même optimiste en tout cas.
3	Intendant dans le domaine de l'asile	On parle plutôt d'autres pays européens [...] Seulement à l'école, on a appris que y a un pays, un pays maître, enclavé qui n'a pas de bordure avec la mer... Et pour le travail ? Non, personne ne m'a jamais parlé de ça.	Pas de représentation avant donc pas d'image modifiée	la Suisse, c'est une très grande démocratie. Tout ce que la Suisse m'a déjà donné, je la remercie beaucoup pour ça. Tu arrives dans un pays où tu n'as pas un proche, ni parent et puis on t'accueille, on te donne où dormir, on te donne à manger [...] Moi j'ai jamais vu ça.

4	Paysagiste (manœuvre)	Je pensais que la Suisse est plus jolie... que tu trouves tout ce que tu veux... tu as l'argent pour sortir, tu bosses toute la semaine, mais le week-end t'es tranquille, tu fais ce que tu veux [...] Puis chez nous on n'a pas ça. [...] mais quand je suis venu là, j'ai voulu rester là. J'ai trouvé le travail, je m'entendais avec tous et puis voilà.	Il a changé un peu mais pas trop, je pensais que c'était mieux, quoi. Et puis maintenant, j'ai appris à parler français, je bosse toujours, je travaille toujours et puis je suis bien.	J'aime bien si je peux avoir le permis et puis si je peux rester toujours là. J'aime bien, ouais. Tu as envie de faire une formation ou tu veux continuer le métier que tu fais ? Non, non, juste le métier que je fais...
5	8 mois au « Botza » Garçon de café, service, puis serveur dans un bar	J'avais juste entendu le nom aussi par rapport aux montres ou bien à la banque, autrement je ne connaissais pas la Suisse, pas du tout [...]. La Suisse n'est pas un grand pays mais pourtant il y a quatre langues [...] ça c'est un peu embêtant pour moi parce que je voyage souvent, je vais à Zürich, à Berne, et puis quand j'arrive à Zürich j'ai l'impression qu'ils sont étrangers, que je ne suis pas en Suisse. Et à chaque fois, j'ai trop envie de retourner en Valais.	Pas d'image prédéfinie, donc pas de changement.	Je veux bien travailler au maximum trois quatre années, [...] j'essaie de mettre tout de côté parce qu'un jour je suis obligé de reprendre mes études et je veux pas demander à mes parents pour qu'ils m'envoient de l'argent, [...] je suis tout seul en Suisse et ya personne qui va m'aider aussi et c'est à moi qu'il faut m'aider il faut me débrouiller... C'est jamais trop tard, c'est mon père qui me disait toujours ça.
7	Parcs et jardins en ville de Sion	Jamais entendu...	Pas d'image prédéfinie, donc pas de changement	L'avenir, c'est... j'ai envie de rester ici. Juste travailler en fixe travail... pourquoi pas...
8	Serveur	Non pas du tout.	La Suisse on vit bien, on mange, on travaille... C'est sympa, par contre comme on est des étrangers on a à vivre toujours des difficultés avec notre vie où on ne peut pas sortir ailleurs, on ne peut pas voir les voisins qui sont dans un pays à côté, on ne peut pas sortir en vacances, [...] toujours là, on est obligé de rester là.	Ben... moi j'aimerais bien rester toute ma vie ici, parce que ça me plaît trop. Ya des gens sympathiques, j'ai rencontré beaucoup de monde. [...] Je suis trop attaché aux gens, donc j'aimerais bien rester ici, avoir mes libertés. [...] Je ne sais pas exactement ce que ma vie me réserve. [...] J'ai pas de papiers maintenant, je ne peux pas aller ailleurs [...] c'est déjà pas mal que j'ai trouvé ce boulot, que je suis là, que je suis bien

				[...]
9	<p>2 ans aide de cuisine. Préapprentissage et menuisier (poseur) durant 8 ans, accident de travail, reconversion professionnelle Recherche un emploi de magasinier.</p>	<p>Géographiquement, oui, mais pas plus... En fait, moi je voulais partir aux Etats-Unis. [...] Et puis ça n'a pas marché mon projet d'aller aux Etats-Unis. Puis voilà, par la force des choses, tu décides de rester en Suisse [...]</p> <p>Je connaissais le Cervin, le chocolat, les montres, c'est tout ce que je connais, quoi, enfin... Sur le travail, les possibilités d'insertion, ça tu ne connaissais pas du tout, quoi ?</p> <p>Je ne connaissais pas... rien du tout là-dessus. C'est un hasard, j'ai pas choisi de venir directement en Suisse, c'était vraiment un hasard...</p>	<p>La Suisse c'est un pays très compliqué... si je me mets à la place de la Suisse qui est quand même un tout petit pays, donc il doit le protéger coûte que coûte, mais... la fermeture de la Suisse ne me plait pas tellement, même s'il y a une petite ouverture c'est vrai. [...]</p> <p>Si un jour la Suisse entrait dans l'Europe, je me dis c'est pas possible, là je pense carrément comme un Suisse quoi, je ne veux pas qu'elle rentre dans l'Europe, [...] tu perds pas mal de choses... je sens quelque chose, quoi... J'arrive à comprendre comment pensent les Suisses. Même si je ne peux pas approuver cette fermeture. [...] je pense qu'un petit peu d'ouverture serait bon, parce que... [...]</p> <p>Un Sédunois, il déteste le Saviésan, quoi... [...] donc moi qui suis de l'extérieur, qui viens de l'extérieur du pays, ça doit pas être... je ne rentre même pas dans la lignée, tu vois, dans le truc...</p>	<p>Là je suis dans un problème par rapport à tout ça, et à ma santé [...]</p> <p>j'ai travaillé pendant 14 ans dans ce pays, j'ai participé à une vie économique [...]</p> <p>Je n'arrive pas à obtenir le passeport, vu que je suis considéré comme un traître par mon pays, [...]</p> <p>L'ennui c'est que je n'ai pas de permis, je n'ai plus rien, donc ça fait un mois que je n'ai pas de salaire. [...]</p> <p>La caisse de compensation ne me paye pas. [...]</p> <p>Alors voilà, quoi, mon avenir il est là. [...]</p> <p>De toute façon je n'ai jamais fait un projet à long terme depuis l'accident. Je vis au jour le jour [...]</p> <p>Ma vie ne me permet pas d'avoir un projet normal [...]</p> <p>C'est pas un désespoir, c'est une réalité que tu te dis, j'ai vu pire que ça [...]</p> <p>je ne me prends pas la tête... [...]</p> <p>Du moment que j'avais un travail que je me sentais utile, ça allait, mais si on enlève le travail, t'es plus rien. [...]</p> <p>Malgré les difficultés que j'ai rencontrées, il y a des gens sympas... C'est quand même un pays qui est bien. Tu ne peux pas te plaindre [...]</p> <p>Donc voilà, je suis assez heureux en fait même... je suis heureux de vivre ici, j'ai des amis, voilà quoi [...]</p>